

A decorative border with intricate floral and scrollwork patterns in a dark brown color, framing the central text.

Le jaune et le noir

Tidiane N'Diaye

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.com

TIDIANE N'DIAYE

Le jaune
et le noir

enquête historique

CONTINENTS NOIRS *nrf* GALLIMARD

TIDIANE N'DIAYE

Le jaune et le noir

enquête historique

CONTINENTS NOIRS *nrf* GALLIMARD

Les littératures dérivent de noirs continents.

Manfred Müller

CHAPITRE PREMIER

Chine-Afrique, premières relations en symphonie inachevée

Qui ne se préoccupe pas de l'avenir lointain se condamne aux soucis immédiats.

Confucius

Forte aujourd'hui d'une population de 1,3 milliard d'habitants, la Chine voit son économie propulsée à la deuxième place mondiale. Les besoins énergétiques de ses industries lui imposent des compromis et l'abandon de positions condescendantes vis-à-vis de certains pays en voie de développement, notamment ceux du continent noir. Il a suffi de quelques décennies pour que la Chine, qui a maintenant farouchement besoin de l'Afrique pour ses matières premières et son marché, passe de l'indifférence, voire du discours méprisant, à un activisme aussi frénétique qu'intéressé. L'Afrique, qui hier était pour les Chinois « le continent qui n'existe pas », est devenue l'un des plus importants partenaires de l'empire du Milieu, dont le pragmatisme va de pair avec une salvatrice amnésie.

Tandis que la cécité des Européens les a empêchés de voir que, dans quelques années, l'Afrique se prévaudrait d'une population dépassant le milliard d'habitants, en voie de disposer d'un certain pouvoir d'achat, la Chine s'y ménage des alternatives. Sous les coups de boutoir du nouveau venu asiatique, les relations commerciales du continent noir se déportent de façon générale du Nord vers l'Orient.

Étant donné l'éloignement du continent asiatique, la différence trop criante des ethnies et surtout le caractère longtemps autarcique de la Chine, d'aucuns imaginent difficilement que ces civilisations, que tout sépare, aient pu entretenir des relations dans le passé. Et pourtant... Les relations entre la Chine et l'Afrique remontent à l'époque de la dynastie Han, vers 206 av. J.-C. Quant au premier récit chinois sur l'Afrique, il date du VIII^e siècle de notre ère.

Il faudra attendre la dynastie Ming (1368-1644) pour assister à de véritables périples maritimes chinois sur les côtes africaines, par le navigateur Zheng He (ou Tcheng Ho). Avant la dynastie Ming, la navigation chinoise s'effectuait pour l'essentiel le long des côtes. À la tête de ses insurgés, les « Turbans rouges », un paysan activiste du nom de Zhu Yuanzhang (1328-1398) parvint à écraser et bouter hors de Chine la dynastie mongole Yuan (1279-1368). Zhu Yuanzhang s'autoproclama empereur le 23 janvier 1368, établissant sa capitale à

Nankin (Yingtianfu). Il régnera comme premier empereur Ming, sous le nom de Hongwu, de 1368 à 1398. Sa décision de nommer sa dynastie Ming, autrement dit « lumière », est une référence aux mouvements religieux d'inspiration manichéenne qui ont été à l'origine de la rébellion populaire à laquelle il doit son trône.

C'est sous cette dynastie que les Chinois commencèrent à explorer l'océan Indien jusqu'à l'Afrique, puis à y commercer. Au début de cette période, la Chine favorisa le développement des sciences, de la technique et une grande ouverture politique sur le monde, dont témoignent les expéditions de Zheng He, l'un des premiers grands explorateurs maritimes modernes. Musulman chinois du Yunnan, membre d'une famille originaire d'Asie centrale appartenant à la minorité Hui, cet homme ambitieux était aussi un eunuque.

Le terme « eunuque », d'après Le Robert, accole deux mots grecs, *eunoukhos* signifiant « qui garde (*ekhein* : "avoir, tenir") le lit (*eunê*) des femmes ». Dans la Bible, il semble s'appliquer à des hommes castrés (souvent pour éviter tout problème avec les femmes de la noblesse). L'appellation eunuque échappant à sa définition primitive désignera aussi certaines fonctions comme celle de domestique.

On attribue l'institution des eunuques, ou hommes imberbes, à la légendaire reine Sémiramis. On rapporte aussi que Cléopâtre aimait à s'entourer de ces êtres « atypiques ». À l'origine, on pratiquait la castration sur les prisonniers de guerre. C'était le moyen qu'avaient trouvé certains peuples pour réduire la force musculaire des captifs, diminuer leur combativité et éviter qu'ils ne se perpétuent. Ce châtimement fut progressivement étendu aux criminels et aux condamnés pour viol.

Chez les Turcs et les Chinois, l'ablation totale de l'organe viril était courante. En Chine, les hommes condamnés à cette peine — c'était le châtimement des violeurs — devinrent des esclaves au service de la dynastie Qin, travaillant, par exemple, à la réalisation de projets tels que l'Armée de Terracotta, ces milliers de soldats en terre cuite mis au jour au siècle dernier. Le pouvoir Qin confisquait leurs biens et réduisait leur famille en esclavage. Ces esclaves ne pouvaient plus voir leurs proches.

En Perse et chez les Arabes, l'émasculatation était un critère incontournable d'embauche pour les esclaves préposés à la garde des femmes du harem. Les eunuques avaient l'avantage d'être plus dociles dans l'exécution des tâches qu'on leur confiait, jusqu'aux plus rebutantes. À Byzance, par exemple, ils remplissaient toutes les fonctions de l'État, et y occupaient même souvent les plus élevées. Il arrivait que des fils d'empereur ou des membres de la plus haute aristocratie se fassent volontairement eunuques pour que leur classe sociale, à travers eux, garde la haute main sur certaines fonctions très

importantes et évite ainsi qu'elles ne tombent entre des mains étrangères.

Être eunuque dans l'Empire romain d'Orient et plus tard au sein du pouvoir ottoman était l'un des meilleurs moyens d'embrasser une belle carrière de gouverneur, d'ambassadeur, de Premier ministre, de stratège, d'amiral ou de patriarche. En Chine aussi plusieurs dynasties virent des eunuques occuper des fonctions importantes sur l'échiquier du pouvoir.

Zheng He fut capturé à treize ans, puis castré et placé comme serviteur dans la résidence du prince Zhu Di (1360-1464). Après son accession au trône, Zhu Di, devenu troisième empereur Ming sous le nom de Yongle, attribua à cet eunuque le nom de Zheng et celui, religieux, de Sanbao, qui signifie « Trois Trésors ».

Déjà sous la dynastie Yuan, qui avait succédé à celle des Song, un vaste programme de constructions navales avait été mis en œuvre pour préparer une infructueuse invasion du Japon et des expéditions contre le Tonkin, le Tchampa et Java (cette dernière en 1293). Mais il fallut attendre l'avènement de la dynastie Ming pour voir un considérable développement des expéditions maritimes. Yongle avait transféré en 1409 la capitale chinoise de Nankin (dans le Sud) à son emplacement actuel, Pékin. Ce grand réformateur avait ordonné que de gigantesques expéditions maritimes aillent explorer des pays de l'océan Indien comme l'Indonésie, la Malaisie, le Sri Lanka et l'Inde. C'est ainsi que, sortant d'une longue domination mongole, tous les chantiers navals du bas Yangzi furent mobilisés avec pour mission de construire deux cents navires d'une armada baptisée La Flotte des Trésors. Elle comprenait des navires à quatre mâts, dont les plus gros mesuraient cent quarante mètres de long et cinquante-sept de large, avec une capacité en charge de mille cinq cents tonnes.

Zheng He se retrouva à trente-quatre ans à la tête de cette grande escadre navale. Il avait été élevé au grade de grand amiral des mers de l'Ouest sans avoir jamais pris part à aucune aventure maritime. Le 11 juillet 1405, La Flotte des Trésors largua les amarres depuis le port de Long-kiang, à l'embouchure du Yangzi Jiang, le fleuve Bleu, pour un long périple dans les mers du Sud. C'était la première des sept grandes missions d'exploration conduites par l'eunuque chinois, mais aussi la plus grande expédition maritime de l'histoire de la Chine. Elle concernait environ trente mille hommes et deux cents bateaux à voiles. En plus des marins étaient embarqués des médecins, des comptables, des interprètes, des enseignants, des astrologues, des commerçants et des artisans. Zheng He explorera l'océan Indien et l'archipel d'Asie du Sud.

Puis il longea la côte orientale de l'Afrique. À cette époque, les côtes

africaines allaient voir se croiser des caravelles portugaises et des jonques chinoises. Les deux puissances menaient parallèlement des campagnes maritimes d'envergure. Le Portugal, par le prince Henri le Navigateur, depuis son observatoire de Sagres, lançait expédition sur expédition pour découvrir la route menant aux légendaires richesses du Grand Khan et au royaume mythique de Cathay. Mais ce n'est qu'en 1488 que Bartolomeu Dias parviendra jusqu'au cap des Tempêtes, qui sera par la suite rebaptisé cap de Bonne-Espérance, bien après que Zheng He eut, au cours de sa quatrième expédition, abordé les côtes de l'Afrique australe.

Une carte chinoise datée de 1389, qui est la plus vieille représentation cartographique de l'Afrique, révèle d'ailleurs la bonne connaissance qu'avaient les Chinois du continent noir. Cette carte, qui s'étend de la Chine à l'océan Atlantique, donne une représentation à peu près exacte de l'Afrique. Elle fait apparaître le Nil et les montagnes du Drakensberg en Afrique du Sud. Baptisée *Da Ming Hun Yi Tu* ou « Carte du grand empire Ming », elle a été digitalisée par les services de cartographie de l'Afrique du Sud, afin d'être montrée au public. L'original de dix-sept mètres carrés (4,5 mètres de large et 3,8 mètres de long) fut longtemps conservé dans le plus grand secret aux Archives historiques de Pékin. Cette carte, qui serait vraisemblablement la copie peinte sur soie d'un autre planisphère sculpté dans la pierre vingt ou trente ans plus tôt, n'a jamais quitté l'empire du Milieu.

Zheng He fut certes le premier à aborder les régions côtières africaines en ne naviguant pas « à l'aveugle ». Mais des poteries chinoises datant du XIII^e siècle ont été découvertes dans la province du Limpopo (au nord de l'Afrique du Sud) et des inscriptions en caractères chinois dans la province du Cap. On a également retrouvé des tessons de céramiques chinoises dans les ruines du Grand Zimbabwe. C'était au cours de la cinquième expédition, qui fut spécifiquement africaine. Elle se déroula en 1417 et fit d'abord cap sur Ormuz, dans le golfe Persique, puis vers Aden, où l'on offrit aux Chinois une girafe, qu'ils appelaient *K'i-lin* (du nom d'un animal fabuleux). Dans le Mou-Kou-tou-chou (Mogadiscio), les habitants firent don de zèbres et de lions. La flotte de Zheng He se rendit aussi à Ou-la-wa (Brava) dans la Somalie d'aujourd'hui.

Selon la *Chronique des Ming*, Zheng He fut envoyé entre 1417 et 1423 comme ambassadeur à Brava, puis encore une fois en 1430 (cinquième année de l'empereur Xuande). Les ouvrages chinois du XV^e siècle, notamment le *Ying-yai chenglan* (« Les versions triomphales de l'Océan sans limites »), composé par Ma Houan, aux environs de 1430, nous donnent sur l'Afrique orientale des indications,

surtout détaillées dans le *Sing-tch'a cheng-lan*. On voit là des descriptions des villes de Somalie, Brava, Mogadiscio et Djoumbo. Ils indiquent que, durant la quatorzième année de l'empereur Yongle, Mogadiscio envoya une ambassade en Chine et que les cités de Brava et de Malindi rendirent à la cour de Chine l'hommage accompagné d'un tribut.

Le roi de Mogadiscio fit partir pour la Chine deux autres ambassades chargées de tributs, et l'empereur lui fit remettre en échange des dons comprenant notamment de la soie à dessins de fleurs pour lui et ses concubines. À cette époque, Brava envoya quatre fois le tribut. Ainsi peut-on dater de 1416 les premières relations diplomatiques entre la Chine et deux principautés dont les centres se trouvaient dans le territoire de la Somalie d'aujourd'hui et qui se considéraient alors comme pays tributaires de l'Empire chinois. En 1415, le sultan de Malindi, sur la côte orientale d'Afrique, avait déjà envoyé à l'empereur de Chine une ambassade avec des présents variés, notamment une girafe. Cette girafe, ainsi que celle du sultan du Bengale (qui l'avait reçue d'Afrique et l'avait envoyée à l'empereur de Chine l'année précédente), fut accueillie avec de grands honneurs à la cour de Pékin. En raison de sa démarche jugée harmonieuse et de son bêlement considéré comme musical, la girafe y apparut comme un symbole de la bienveillance céleste à l'égard de la dynastie. Et l'on vit en elle l'emblème de la vertu par excellence, du parfait gouvernement et de l'harmonie complète de l'univers. Une peinture chinoise conservée à New York représente la girafe accompagnée d'une inscription célébrant la beauté et les qualités de l'animal. Zheng He ramena des côtes de Somalie des autruches, que les Chinois appelaient des « oiseaux chameaux ». Il rapporta aussi en Chine des léopards et des lions.

Les navires chinois à ponts multiples transportaient des produits d'exportation destinés au troc, notamment de la soie et des porcelaines. Zheng He échangea ses marchandises contre plusieurs spécialités africaines (épices, bijoux, bois de construction, etc.), ce qui lui gagna l'amitié des habitants des pays accostés.

Ces indications attestent donc l'existence de relations commerciales entre la Chine et certains territoires de l'Afrique australe et de l'Est au début du XV^e siècle. En fait, d'après la *Chronique des Ming*, la flotte de Zheng He atteignit les côtes de la Somalie, du Kenya et de Zanzibar. Elle avait gagné Mombasa et Malindi (ou Mélinde), ville du Kenya habitée par les Swahilis depuis le XIV^e siècle.

Des archéologues kényans ont découvert dans la localité de Shangjia une statue de lion dont la conception renvoie au style architectural de la Chine ancienne. Les habitants de cette localité, située dans l'archipel de Lamu, sont appelés les Wa Shangjia ou « les gens venus de Shangjia ».

Or l'endroit se trouve justement sur le chemin que la flotte chinoise devait obligatoirement prendre pour se frayer un passage vers l'Afrique orientale. Louise Levathes, journaliste au *New York Times*, auteur de *Lorsque la Chine prétendait à l'hégémonie sur la mer*, affirme y avoir rencontré un centenaire. Cet ancien lui aurait dit avoir appris de son grand-père qu'un navire chinois avait échoué sur un écueil près de l'île. Des survivants seraient restés dans les villages environnants. Leurs descendants formeraient aujourd'hui la population locale. En fait, des recherches sérieuses ont confirmé que le navire qui a sombré faisait bien partie de la flotte chinoise conduite par le navigateur Zheng He. Une vingtaine des membres de l'équipage ont pu finalement gagner l'île de Pataï. Ils sont arrivés au village baptisé aujourd'hui Shangjia, s'y sont installés et ont épousé des femmes autochtones.

L'histoire rapporte que, au moment où ces marins chinois ont débarqué, ils n'ont pas été acceptés immédiatement par les habitants du village. Mais dès que l'un d'entre eux eut tué un grand boa qui s'en prenait à la population depuis plusieurs années, ils furent appréciés différemment et invités à rester. Certains experts sont catégoriques : « Shangjia » est un dérivé de Shanghai (en Chine). En swahili, la prononciation de Shangjia est la même que celle de Shanghai et le mot a deux sens. Soit il évoque « l'endroit où il y a des abeilles », soit il désigne la ville chinoise de Shanghai. Comme il n'y a jamais eu d'abeilles dans cette région, on est fondé à croire que ce village kényan doit son nom à la ville de Shanghai, devenue un district chinois en 1291. Le village de Shangjia est tombé en ruine au milieu du XV^e siècle à cause d'un incendie ou du manque d'eau potable, soit plusieurs décennies après l'arrivée de la flotte de Zheng He sur les côtes africaines.

Les chercheurs chinois sont d'avis que, si des marins originaires de l'empire du Milieu ont laissé une descendance sur la côte est de l'Afrique, il y a plusieurs centaines d'années, ceux-ci ne pouvaient qu'avoir fait partie des équipages de Zheng He. Aussi, le 30 juin 2005, Mwamaka-Shiaruifu, Kényan descendant de l'un d'entre eux, est-il allé participer à la célébration du six centième anniversaire des voyages maritimes du grand amiral des mers de l'Ouest. Il s'est rendu à Taicang, dans la province du Jiangsu, en Chine orientale, qui était le lieu de départ de la flotte de Zheng He. L'excursion de son « ancêtre jaune » vers l'ouest avait ouvert la route maritime de la soie, reliant la Chine, les pays d'Asie et d'Afrique.

Cette intrusion des Chinois au XV^e siècle sur les côtes d'Afrique orientale était une surprise totale pour les commerçants arabes, persans et indiens. Si le motif économique était évident, le but principal n'était pas expansionniste. À l'inverse des expéditions européennes de l'époque,

celles de Zheng He n'étaient pas destinées à étendre la souveraineté de la Chine au-delà des mers. Ces explorations maritimes n'ont jamais esquissé un début de colonisation, contrairement à celles des nations européennes. Avant le départ de Zheng He, l'empereur Yongle lui avait fait des recommandations bien précises. Outre l'approfondissement des connaissances géographiques, il devait nouer des amitiés et créer des opportunités d'échanges commerciaux avec les pays étrangers, en privilégiant une coopération mutuelle et la recherche d'avantages réciproques. Mais, comme le note Rémi Kauffer, « il s'en est fallu d'un cheveu que l'Afrique soit chinoise ».

En fait, la possibilité que l'Afrique orientale devienne une colonie de la Chine a été contrecarrée par les tendances isolationnistes qui dominaient à la cour de Pékin durant les années du milieu du XV^e siècle. Sitôt l'amiral Zheng He disparu, Pékin renonça à ses ambitions maritimes. Est-ce par manque de moyens financiers ou pour concentrer ses forces contre les invasions mongoles ? L'empire du Milieu se referma sur lui-même. Le successeur de Yongle, Hongxi, était défavorable à ces expéditions. L'empereur suivant, Xuande, donna des instructions précises pour arrêter la construction de navires à destination de « pays barbares ». Et, bien qu'il ait admis l'ultime croisière de Zheng He en 1431, il n'envoya plus personne, par la suite, dans les mers occidentales.

La flotte fut démantelée et les commerçants chinois se virent interdire, sous peine de lourdes amendes ou de mort, de construire des navires de fort tonnage. Ils devaient se contenter de jonques destinées au cabotage sur de courtes distances. Hormis quelques jésuites admis à la Cour au XVII^e siècle, la présence des étrangers n'était plus autorisée dans l'empire du Milieu. La disparition de Zheng He en mars 1433 devait donc consacrer l'interruption totale des relations directes entre la Chine et l'Afrique. L'empire du Milieu mettra en veilleuse durant des siècles cette politique d'ouverture vers le monde. Jusqu'en décembre 2008, la flotte chinoise ne naviguera plus sur l'océan Indien. Puis les Portugais s'installèrent à Macao au XVI^e siècle. Ils établiront des relations avec la Chine, mais à leur profit exclusif, amenant avec eux des Africains issus des bases lusitaniennes.

Aujourd'hui, dans sa stratégie de pénétration du continent noir, la Chine aime à rappeler les expéditions pacifiques de l'amiral Zheng He sur la côte orientale africaine au XV^e siècle. La République populaire instrumentalise l'histoire pour servir ses intérêts présents et se rapprocher diplomatiquement des régimes africains. Elle rappelle que ses relations commerciales passées avec l'Afrique étaient dépourvues de visées expansionnistes. Cet argument est souvent avancé et mis en exergue.

En effet, du fait de ses expéditions maritimes et de son avance

culturelle et technologique, la Chine aurait pu avoir les mêmes ambitions que les nations anciennement colonisatrices du continent noir. Pendant que la plupart des autres régions du monde vivaient à l'âge des ténèbres, ce pays connaissait un essor incomparable pour l'époque. Dans son ouvrage *Naissance et déclin des grandes puissances*, l'historien Paul Kennedy écrit à propos de la Chine : « Sa population considérable au XV^e siècle (entre cent et cent trente millions d'habitants), par comparaison avec celle de l'Europe (cinquante à cinquante-cinq millions d'habitants), sa remarquable culture, ses terres irriguées, reliées par un système de canalisation depuis le XI^e siècle, et son administration dirigée par une élite éduquée aux normes confucéennes avaient donné une cohérence à la société chinoise qui faisait l'envie des visiteurs étrangers. » Que l'empire du Milieu ait été une grande civilisation capable de transmettre des valeurs universelles ne souffre aucun doute. L'enseignement de Confucius, l'histoire impériale des dynasties successives, la route de la soie, la calligraphie érigée en art, la culture et les mœurs chinoises sont devenus avec le temps des éléments de référence en matière de savoir-vivre. Si cet État-nation, le plus ancien au monde, porté par une civilisation de plus de cinq mille ans, ne fut pas une puissance colonisatrice, la raison en est sans doute que sa civilisation a connu une longue période d'essoufflement ou, plus précisément, de stagnation due à une absence de vulgarisation de ses sciences vers ses populations. Seule l'élite sociale, la petite caste stérile des mandarins, put les cultiver, alors que les nations européennes profitaient de la quintessence de la civilisation chinoise et des résultats de son génie créateur notamment pour envahir et dominer le monde, y compris l'Afrique.

Néanmoins nombre d'historiens se perdent encore en conjectures pour expliquer le repli de la Chine, alors même que les nations occidentales se lançaient à la conquête du monde. Dans son ouvrage *China and Maritime Europe, 1500-1800*, John E. Wills nous fournit sans doute la véritable explication : « Entre 1590 et 1610, Macao était au sommet de la prospérité, servant de centre névralgique aux grandes routes commerciales européennes en pleine expansion et à l'activité économique surchauffée de la Chine des Ming, jouant notamment un rôle essentiel dans l'exportation de soie brute et de soieries vers le Japon et l'importation d'argent métal de ce même Japon. Mais en dépit des profits générés par ce commerce, il y avait quelque chose à propos de Macao qui dérangeait beaucoup les habitants de Canton. Les Chinois qui s'y rendaient croisaient dans les rues des personnages aux allures étranges, issus de toutes les races, bigarrés : Portugais d'origine, esclaves et métis venus de tout l'océan Indien. L'architecture, les processions religieuses, le son des cloches des églises, tout cela disait aux Chinois que ce n'était pas la Chine. Le fait que des esclaves

africains s'échappent de Macao pour se réfugier à Canton était une autre source de problème. Aux alentours de 1600, les Cantonais commençaient sérieusement à se dire que Macao n'appartenait plus à Canton. Les poètes commençaient à évoquer les dangers des "dragons dans les eaux", bien différents des dragons bienfaisants des plaines du Nord, qui apportaient la pluie. »

Cette description révèle aussi une page cachée, ou jamais abordée, de l'histoire des relations sino-africaines, notamment la présence d'esclaves africains dans l'empire du Milieu.

Quand la Chine actuelle renoua des relations suivies avec les pays du continent noir, ses dirigeants n'oublièrent jamais de rappeler qu'ils avaient laissé en Afrique le souvenir d'un peuple pacifique, ne s'étant jamais imposé par la force. C'était suggérer que, contrairement aux « méchants esclavagistes et colons occidentaux », la Chine n'avait aucune responsabilité dans le martyre des peuples noirs. Et passer sous silence son implication avérée dans cette tragédie.

À l'époque Song fut écrit le *Tchou-Fantcheu* (« Description des peuples barbares »), un ouvrage compilé en 1226, sur la base de sources antérieures, par un nommé Tchao-Jou-Kou. L'auteur était inspecteur du commerce extérieur de Ts'iuen-tcheou (port de la province de Fou-Kien). Il y parle de plusieurs pays africains, y compris l'Égypte (Wou-sou-Li, c'est-à-dire Misr), la Libye, le Maroc (Mo Kie La : « Maghreb el agsa ») et les pays de la côte orientale (dont Ts'eng-Pa, qui est Zanzibar, et Kan-Mei, probablement les Comores). Il y est question d'Alexandrie et de son phare. Deux régions européennes sont citées : la Sicile (Sen-Kia-li-ye) et la côte méridionale de l'Espagne (Moulan-P'i, de l'arabe *Mourabit*, pays des Almoravides). On y croise aussi, à l'occasion d'une citation du *Ling-wai-Taita*, ouvrage écrit en 1178 par Tcheou Kin-Fei, les îles de K'oun-Loun Ts'eng-K'i, qui correspondraient à celles de Pemba et de Madagascar, et l'indication que des milliers de Noirs provenant de K'oun-Loun (donc Pemba ou Madagascar) étaient vendus comme esclaves en Chine.

On les appelait notamment *He-hiao-seu* (« serviteurs noirs »), ou *Ye-jen* (« sauvages »), ou encore *Kouinou* (« esclaves ressemblant à des démons »). Dans le *P'ing-tcheou K'o T'an*, l'auteur Tchou You déclare que, « dans la province de Koangtcheaou (Kouang-Tong), la majeure partie des gens riches possédait de ces "esclaves ressemblant à des démons" ». Ils étaient ainsi appelés à cause de leur aspect jugé repoussant par les Chinois ou encore traités de sauvages (*Ye-jen*).

Une inscription trouvée à Java et datée de 860 de notre ère identifie sur une liste de domestiques des *Zendjs*, originaires d'Afrique orientale vendus en Chine. Une autre inscription javanaise mentionne d'autres esclaves noirs, offerts par un roi de ce pays à la cour impériale de

Chine. Les Javanais ont ainsi envoyé plus de trente mille esclaves noirs à la dynastie Ming.

L'histoire atteste qu'il y avait bel et bien des esclaves noirs sous les Song, en Chine du Sud. Les Occidentaux ne sont pas les seuls acteurs ou bénéficiaires de la traite et de l'esclavage des Noirs. Ces nombreux témoignages nous enseignent que l'odieux trafic humain des Noirs — inauguré par les Arabo-musulmans — aurait même commencé en direction de la Chine avant que le premier captif africain ait été embarqué en direction du Nouveau Monde. Des siècles avant que Français, Anglais ou Portugais aient déporté un seul Africain, les Chinois en asservissaient des milliers chez eux, qu'ils tenaient dans un mépris total. Les dirigeants de l'empire du Milieu ont évidemment toujours évité d'en faire état dans les discours officiels entre délégations chinoises et personnalités africaines. Il est bien plus commode de dénoncer et d'utiliser — comme un cheval de Troie — les crimes des « horribles esclavagistes et colonialistes occidentaux » envers d'anciennes victimes, devenues aujourd'hui solidaires de la Chine-Afrique...

CHAPITRE II

Passif colonial des Occidentaux ou Le cheval de Troie des Chinois

La traite des Noirs n'était pas vraiment préméditée. Les navigateurs européens savaient ce qu'ils cherchaient, mais ignoraient ce qu'ils allaient trouver et comment ils allaient le trouver.

Joseph Ki-Zerbo

Après l'arrivée au pouvoir du Parti communiste de Mao Tsé-toung, en 1949, la Chine, devenue révolutionnaire et anticolonialiste, rétablit des liens avec des pays africains, en brandissant comme viatique l'émancipation de ces peuples opprimés. Pékin avait pressenti que soutenir la décolonisation lui donnerait l'occasion de nouer, de manière inédite, des contacts privilégiés qui se transformeraient tôt ou tard en d'intéressantes relations économiques. Durant cette période transitoire de domination coloniale, tout rapprochait la Chine des pays africains qui brisaient leurs tutelles occidentales ou étaient en passe de le faire. La fraternité Sud-Sud était alors un élément fort et récurrent dans le discours chinois : « La Chine est le plus grand pays en développement du monde tandis que le continent africain regroupe le plus grand nombre de pays en développement et dominés. »

Ce principe pacifique de solidarité devait servir de base à l'organisation d'une conférence afro-asiatique. Celle-ci eut lieu à Bandung, en Indonésie, du 18 au 24 avril 1955. Elle accueillit six pays africains, dont l'Égypte et l'Éthiopie. Le Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, au nom de l'Asie, tendit la main à l'Afrique en ces termes : « Je pense qu'il n'y a rien de plus terrible que l'immense tragédie qu'a vécue l'Afrique depuis plusieurs siècles du point de vue tant racial que pratique. Il appartient à l'Asie d'aider l'Afrique au mieux de ses possibilités, car nous sommes des continents frères. » Lors de cette conférence, nombre de responsables de mouvements de libération nationale sollicitèrent du Premier ministre chinois Chou En-lai, dit « L'Africain », armes et subsides.

La Chine fournit des cargaisons d'armes aux guérilleros des colonies portugaises (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, São Tomé-et-Príncipe, Cap-Vert) et à la branche armée de l'ANC, qui combattait le régime raciste de l'apartheid. Son aide sera tout aussi précieuse pour les mouvements anticolonialistes d'Algérie et de Rhodésie du Sud. La Chine y formait des spécialistes en guérilla et leur procurait une assistance militaire. Dans le même temps, après la nationalisation du canal de Suez en 1956, elle apportera son soutien à Gamal Abdel

Nasser contre la coalition franco-britannique. À la conférence de Belgrade, en septembre 1961, et à celles qui suivirent, la République populaire de Chine profita de toutes les tribunes internationales pour appeler à la décolonisation totale de l'Afrique. Ses contacts directs avec l'Afrique se limitaient alors principalement aux pays d'Afrique du Nord.

C'est après la vague d'indépendances des années 1960 que ces liens se diversifièrent. La Chine ne se contenta pas de nouer des relations diplomatiques avec les pays subsahariens, elle leur fournit une aide financière et militaire, ainsi qu'une assistance, surtout dans les secteurs de l'agriculture et de la santé. Mais elle commençait déjà à entreprendre quelques grands travaux d'infrastructures. En fait le chemin de l'actuelle Chine-Afrique a été balisé entre 1963 et 1964 par le Premier ministre Chou En-lai, lorsqu'il entreprit une tournée de trois mois pour visiter une dizaine de pays africains. La Chine cherchait alors à rallier le maximum de pays du continent noir dans son combat idéologique autour du concept que le président Mao Tsé-toung avait baptisé « théorie des trois mondes ».

Le Grand Timonier décrivait un monde divisé en trois blocs distincts. Dans ce schéma, le « premier monde » incluait les États-Unis et l'URSS, seules superpuissances impérialistes. Les pays développés de l'Europe occidentale, le Japon, le Canada et l'Australie étaient le « deuxième monde ». En dessous de ces deux univers politiquement et économiquement puissants, les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine constituaient le « tiers-monde ». Et le leader chinois présentait ce dernier comme la principale victime de l'oppression et de l'exploitation capitaliste néocolonialiste ou « sociale impérialiste » des deux premiers. Jusque dans les années 1970, les relations entre la Chine et l'Afrique évolueront dans le cadre de cette conception idéologique du monde, avec en toile de fond l'ambition de suprématie internationale du Parti communiste chinois.

Un des premiers résultats de cette stratégie fut de permettre à la Chine de rompre avec l'isolement diplomatique qui était le sien depuis la fin de la guerre de Corée : sa présence à toutes les conférences du groupe du tiers-monde lui valut de revenir sur le devant de la scène internationale. En 1971, c'est avec l'appui massif des pays africains qu'elle a pu dépouiller Taïwan de sa qualité de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, réussissant ainsi à siéger à côté des grands de ce monde. En remerciement et pour renforcer ses liens avec l'Afrique, elle y envoya des techniciens chargés d'assister ces « pays frères ». Beaucoup de médecins et d'ingénieurs agronomes partirent en réalité pour transformer ce tiers-monde en base anti-impérialiste faisant contrepoids à l'Occident.

Mais le réalisme économique allait bientôt réorienter la stratégie idéologique chinoise. Après la mort de Mao, celle-ci va laisser la place à une véritable coopération économique. Ce changement s'explique par la nécessité de reconstruire une économie laissée exsangue par la Révolution culturelle. Les besoins en produits de première nécessité et en équipements de base étaient énormes pour un pays qui avait à gérer la première population du monde. Les résultats de cette ouverture économique, commerciale et financière en direction de l'Afrique ne tardèrent pas à se manifester. D'autant que la Chine décida d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui, ajouté à son siège permanent aux Nations unies, lui permit de devenir un acteur à part entière dans la mondialisation.

Au sein de l'OMC, la Chine se veut désormais la porte-parole des pays en voie de développement en prônant un nouveau dialogue Sud-Sud. Son économie ayant décollé grâce aux réformes engagées en 1978, elle a dû trouver des marchés pour écouler les importantes productions de ses usines lancées à plein régime (matériel électronique, médicaments, vêtements, chaussures, produits alimentaires, BTP, etc.). C'est ainsi que, devant le déclin de la nébuleuse « Françafrique », s'est peu à peu imposée une « Chinafrique » aux contours imprécis. Dans cette offensive de charme, l'empire du Milieu a un cheval de Troie : il ne manque jamais de fustiger le passé colonial de l'Europe, qu'il qualifie de « plus grand méfait » de l'histoire du continent noir.

Il aime aussi à rappeler, avec un certain cynisme, que c'est à son génie créateur que les nations européennes doivent les moyens qu'elles ont mobilisés pour découvrir, envahir et coloniser l'Afrique. Comme le notait en effet le philosophe anglais Francis Bacon, trois inventions sont à l'origine de la suprématie des Européens consécutive aux découvertes maritimes qu'a connues la fin du XV^e siècle et qui ont changé la face du monde : la boussole, la poudre et l'imprimerie. Or ces inventions émanent du génie chinois. De toutes les grandes découvertes chinoises, la boussole est sans doute l'une des plus déterminantes dans l'histoire de l'humanité. Les Européens s'en servirent dans leur grand mouvement d'expansion pour chercher et trouver l'Afrique. Elle rendit possibles leurs voyages, donc leurs découvertes. Ils ont ensuite été aidés dans leur politique de colonisation par la supériorité militaire décisive que leur procuraient la poudre et les armes à feu. Quant à l'imprimerie, présente en Chine dès le VIII^e siècle, soit sept siècles avant Gutenberg, elle leur a permis de répandre leurs connaissances et d'imposer leur modèle de civilisation.

Mais les Chinois sont surtout soucieux de justifier la « solidarité Chine-Afrique » en affirmant avoir été victimes, au même titre que les

Africains, de cette entreprise coloniale : « La Chine et l'Afrique, disent-ils, ont connu le même sort dans le passé et souffert dans l'histoire contemporaine et moderne de l'agression et de l'oppression colonialistes. » Et, tout en jetant un voile obscur sur leur passé esclavagiste, ils ne se privent pas d'agiter celui des Occidentaux sur le continent noir, pour mieux se rapprocher de son histoire et ravir la sympathie de ses peuples.

On peut néanmoins se poser des questions sur la portée réelle d'un tel discours en direction de populations qui ne sont plus directement concernées par l'époque et les faits évoqués. La rhétorique antieuropéenne des nouveaux venus asiatiques ne s'adresse-t-elle pas qu'à un petit nombre d'individus ? Combien d'habitants de ce continent, qui est le plus jeune de la planète, peuvent-ils réellement comparer l'époque coloniale à la présence chinoise d'aujourd'hui ? L'Afrique est jeune, avec un âge médian de dix-sept ans. 45 % de ses habitants ont moins de quinze ans. Quant aux plus de soixante-cinq ans, qui avaient au moins quinze ans au moment des indépendances, ils ne représentent que 3 % de la population. D'un autre côté, tenter d'écarter ou de passer sous silence les conséquences postcoloniales de l'occupation européenne de l'Afrique relèverait sans doute d'une singulière malhonnêteté intellectuelle, voire d'une escroquerie mémorielle. Et ce n'est pas un hasard si beaucoup d'intellectuels africains débattent de ce sujet.

Il faut rappeler que, jusqu'au milieu du XVI^e siècle, les monarchies portugaises et espagnoles s'étaient arbitrairement partagé la domination des mers et l'accès aux territoires hors de l'Ancien Continent. Pour son malheur, l'Afrique possédait d'immenses richesses naturelles qui ne pouvaient qu'attiser la convoitise et faire d'elle la principale source d'approvisionnement de l'Europe. Sur les pays âprement disputés et conquis, les Européens délimitaient leurs territoires. Ils leur donnaient des noms de leur cru, inspirés le plus souvent par le produit caractérisant l'endroit : Côte d'Ivoire, Côte de l'Or, Saint-Georges de la mine, etc.

Dès lors qu'on proclame « Il n'y a de richesse que d'or », tous les moyens, par la guerre ou par le commerce, sont bons pour s'en procurer. Bien que ces « conquérants » aient cherché des denrées rares, qu'ils aient rempli accessoirement une mission civilisatrice, voire d'apostolat, il n'en demeure pas moins que l'appât du gain l'emporta sur toute autre considération. Du moins jusqu'à ce que la découverte du Nouveau Monde ne transforme, par un accident de l'Histoire, les Européens (Portugais, Espagnols, Français, Anglais) en trafiquants d'êtres humains. Cela fait dire à l'historien africain Joseph Ki-Zerbo : « La traite des Noirs n'était pas vraiment préméditée. Les navigateurs

européens savaient ce qu'ils cherchaient, mais ignoraient ce qu'ils allaient trouver et comment ils allaient le trouver. » Après l'or, ce fut la main-d'œuvre nécessaire à la mise en valeur du Nouveau Monde, par une ponction humaine énorme et sans précédent.

La traite négrière s'est imposée comme un pis-aller et comme la conséquence inattendue d'un débat qui eut lieu en Espagne, grande puissance européenne et mondiale de l'époque, à propos du statut théologique des peuples amérindiens, massacrés et réduits en esclavage pour la mise en valeur du Nouveau Monde. Une réunion fut convoquée le 15 août 1550 par Charles Quint, empereur du Saint-Empire romain germanique, d'Espagne et d'Amérique latine, dans la chapelle du collège Saint-Grégoire de Valladolid. Le débat opposait les représentants du monarque aux révérends pères dominicains et était arbitré par monseigneur Salvatore Roncieri, envoyé de Sa Sainteté le pape et présidant un conseil de quinze juges théologiens et experts de l'Amérique. L'événement est resté dans l'Histoire sous le nom de « controverse de Valladolid ». Pour la première fois, disait-on, une nation conquérante et opprimante acceptait de débattre des conditions de vie réservées à des populations vaincues et asservies.

Le dominicain Bartolomé de Las Casas, fils d'un des compagnons de Colomb et évêque de Chiapa, dénonça avec véhémence la barbarie des conquistadors : « Les Indiens venaient à nous, disait-il, avec victuailles et sourires... Mais trois mille hommes, femmes et enfants furent passés au fil de l'épée, en ma présence, sans raison aucune. » Il défendait l'idée que tous les hommes sont frères et sortis du même moule, jugeant absurdes les notions de « demi-homme » ou d'« homme inférieur ». Son contradicteur, Fray Juan Ginés de Sepulveda, chroniqueur et chapelain de Sa Majesté, et redoutable polémiste, s'efforçait, quant à lui, de rejeter les Indiens hors de la sphère humaine : « Les Indiens, affirmait-il, sont aussi différents des Espagnols que des êtres cruels peuvent l'être des doux et les singes des hommes. Leur infériorité et leur perversité font des Indiens des êtres irrationnels. »

L'envoyé du pape finira par reconnaître à ces malheureux « hommes rouges » une âme... Ils étaient donc rachetés par le sang du Christ, pourvu qu'ils se convertissent à la Vraie Foi.

En fait, Las Casas remportait une victoire éphémère car cette « bonne âme charitable » de Roncieri reconnaissait tout simplement que les Indiens constituaient une piètre main-d'œuvre, souvent réticente... et qu'il devenait urgent de trouver une « race » de substitution, plus robuste, accoutumée à la chaleur, facile à gouverner et apte à manier la houe et le coutelas. Comme l'Afrique regorgeait de bras valides et sans tutelle, il n'y avait qu'à se servir. L'envoyé de Sa Sainteté, homme

délicat, devait justifier la cause en ces termes : « S'il est clair que les Indiens ont une âme, en revanche les habitants des contrées africaines sont plus proches de l'animal. Ils sont noirs et frustes. Ils ignorent toute forme d'art et d'écriture. Toutes leurs activités sont physiques et, depuis l'époque de Rome, ils ont toujours été soumis et domestiqués. Ils n'ont pas d'âme et ne sont point nos semblables... » C'est ainsi que, pendant plus de trois siècles, l'Afrique allait servir aux nations occidentales d'immense réservoir de main-d'œuvre servile, travaillant à mettre en valeur le Nouveau Monde, avant de devenir une énorme réserve de matières premières et de produits agricoles quand le temps de la coloniser serait venu.

Car un extraordinaire concours de circonstances — la révolution industrielle avec ses nouvelles technologies et le développement de nouvelles cultures en Europe et dans le monde — allait disqualifier l'institution de l'esclavage. Les outils et techniques agricoles qui lui étaient associés devinrent progressivement obsolètes. L'exploitation et la large utilisation de la betterave sucrière en Europe, combinées à la concurrence des planteurs brésiliens et des Indes néerlandaises, avaient fini par ruiner les Antilles et certains territoires du Nouveau Monde, dont l'économie reposait sur la canne à sucre. Quant aux nombreuses révoltes d'esclaves, elles avaient déjà miné le système et diminué l'intérêt économique des îles, surtout depuis l'indépendance de « la perle des Antilles », Haïti. Du coup, notait l'économiste Adam Smith, le système esclavagiste devenait de plus en plus inefficace et improductif.

L'Angleterre avait su anticiper tous ces bouleversements. Première à effectuer, au début du XIX^e siècle, sa révolution industrielle, elle en comprit aussi les conséquences : que le développement de ce nouveau secteur économique allait se faire au détriment de l'agriculture en totale perte de vitesse. Les hommes d'affaires anglais prirent donc les devants en réinvestissant une part non négligeable des énormes profits issus de la traite et du travail servile des Africains dans le circuit de financement des industries de transformation, support d'un capitalisme nouveau. Ce qui faisait dire à Karl Marx : « *The hunting of black skins signaled the rosy dawn of the era of capitalist production.* » En traduction libre : « La chasse aux Nègres a annoncé la montée du capitalisme. » Le travail forcé des Africains dans le Nouveau Monde a apporté le capital nécessaire à la révolution industrielle et à la croissance de ses firmes.

La première vitrine de cette mutation économique fut le Lancashire en Angleterre. Sans la proximité du port de Liverpool, cette région n'aurait jamais pu devenir le premier centre industriel d'Europe. Et cette nouvelle économie avait besoin d'un autre type de main-d'œuvre, de matières premières et de débouchés. Tous ces éléments indispensables aux

économies européennes se trouvaient une nouvelle fois en Afrique.

Pour cela, il fallait passer à la phase de conquête et d'occupation coloniale du continent noir. Avant l'interdiction de la traite et l'abolition de l'esclavage, des traités avec les chefs locaux avaient déjà été négociés pour une cession d'une partie des territoires de la côte occidentale de l'Afrique. Cette première étape d'occupation, au Sénégal, avec Saint-Louis, Gorée enlevé aux Hollandais et plus tard Podor, permit aux Français de disposer de bases navales et commerciales, mais également de points de départ pour pénétrer à l'intérieur du continent. Au fil de leur implantation, les Européens ont découvert des peuples et des mœurs qui leur étaient jusqu'alors inconnus. Ils ont ainsi le plus naturellement du monde commencé à imposer leurs valeurs de civilisation à ceux qu'ils pensaient être des barbares.

Pour les Européens il n'existait de civilisation et de culture que les leurs. Cette bonne conscience leur conféra le droit d'envahir, de dominer et d'exploiter l'Afrique sous le couvert de « civiliser » des peuples. D'autant que, dans cette histoire de conquêtes coloniales, la religion était partie prenante. Dans le livre IV du *Génie du christianisme*, Chateaubriand louait la religion chrétienne d'avoir fourni à l'humanité la fabuleuse activité de missionnaire, qu'il présentait comme « une de ces grandes et nouvelles idées qui n'appartiennent qu'à la religion chrétienne ». Les colons, qui pouvaient déjà compter sur les théoriciens idéologues du XIX^e siècle — adeptes du postulat de la supériorité blanche —, allaient donc également bénéficier de l'appui des missionnaires pour invoquer un « devoir d'évangélisation des peuples africains ». Le général Gallieni lui-même avouera en parlant des missionnaires : « Je n'ai pas de meilleurs collaborateurs dans ma grande tâche de colonisation. » Et l'Africain de dire aux colons : « Quand vous êtes venus, vous aviez la Bible et moi j'avais mes terres. Maintenant, j'ai la Bible et vous, vous avez mes terres. »

Au XIX^e siècle, Anglais et Français supplanteront dans l'aventure coloniale toutes les autres nations. Ils imposeront dans tous les territoires qu'ils occuperont des valeurs pour eux universelles.

Dans le sillage des compromissions historiques des penseurs des Lumières avec les idées racistes, des théories comme le racisme scientifique imprégnaient, au milieu du XIX^e siècle, les esprits d'un grand nombre d'intellectuels de l'Ancien Continent. Si, au début de leurs conquêtes, les Anglais mettaient en avant la supériorité scientifique et technique de leur civilisation sur celle de « peuples attardés », par la suite, ils chercheront une « justification raciale » à la colonisation de l'Afrique. Ce furent les sociologues et scientifiques britanniques qui se chargèrent de présenter les Noirs comme « des êtres vivants, similaires

aux animaux ». L'une des références scientifiques de l'époque, Charles Darwin, n'avait-elle pas conclu ses travaux sur cette assertion définitive : « L'homme s'est élevé de la condition de grand singe à celle d'homme civilisé, en passant par les stades d'homme primitif et d'homme sauvage. Le degré le plus fini de l'évolution a été atteint par l'homme blanc. » Plus ou moins explicitement, cet éminent chercheur laissait à penser que l'oppression perpétrée par les colons blancs sur les peuples indigènes était une « loi de la nature ». Darwin considérait, par exemple, les Aborigènes et les Nègres « comme étant autant développés que des gorilles ». Le darwinisme social offrit ainsi à la puissance victorienne sa prétendue base scientifique, qui légitimait la colonisation, le racisme et la discrimination dans l'aventure africaine.

La France, dépositaire des valeurs héritées des Lumières, présentait sa colonisation de l'Afrique comme une œuvre « civilisatrice ». Au début du XX^e siècle, le ministre des Colonies, Albert Sarraut, conçut une politique dite de « mise en valeur ». S'appuyant sur la loi du 12 avril 1921, son gouvernement se lança dans un programme de grands travaux pour un coût d'environ trois milliards de francs. Cette entreprise fut un échec. Les investisseurs se souciaient avant tout de tirer profit de l'Afrique plutôt que de participer à son développement économique, fidèles au principe ultramercantile du « tout par et pour la métropole, en dépouillant au maximum, sans grands investissements ». Telle était la philosophie fondamentale des politiques coloniales.

Le système devait atteindre son apogée lorsque les retombées de la dépression de 1929 plongèrent l'économie mondiale dans une récession sans précédent. Cette crise déstabilisa un peu plus les sociétés africaines, héritières du troc : l'introduction de la monnaie et l'application de lois foncières individualisant la propriété ont sonné le glas de la vieille organisation communautaire et de nombreux autres repères traditionnels. Comme en une fuite en avant, et en dépit de la crise, pour faciliter le pillage des richesses du continent, les autorités coloniales décidèrent de réaliser d'autres « grands travaux », à savoir des plantations, des voies ferrées et des ports.

Mais la main-d'œuvre volontaire n'était pas légion. On eut alors recours au système du travail forcé. À la traite et à l'esclavage de sinistre mémoire, la colonisation substitua une autre forme d'asservissement, celui-là, déguisé. Des millions d'Africains furent « réquisitionnés » pour satisfaire aux besoins de portage, des cultures et des grands travaux. Albert Londres dénonce, dans son ouvrage *Terre d'ébène*, les affrontements entre hommes d'affaires et fonctionnaires pour se procurer la main-d'œuvre, les marchés et les bénéfices, la justice obsolète voire absurde, les conditions de vie des populations locales, la domination des Blancs, la mise à l'écart des métis, la

condition des femmes noires, qui étaient encore moins considérées que le bétail, la pratique d'un esclavagisme masqué par les colons. « L'esclavage, en Afrique, n'est aboli que dans les déclarations ministérielles d'Europe, écrit-il. Angleterre, France, Italie, Espagne, Belgique, Portugal envoient leurs représentants à la tribune de leur Chambre. Ils disent : "L'esclavage est supprimé, nos lois en ont foi. Officiellement, oui. En fait, non !" »

Les temps forts de son ouvrage sont consacrés à la dénonciation de deux scandales : l'exploitation de la forêt en Côte d'Ivoire et la construction de la voie ferrée Congo-Océan. Londres décrit avec précision les conditions de travail des Noirs pour la coupe de bois en forêt. Il nous raconte comment se déroule la foire aux hommes à Bouaké, la livraison de captifs. La France exploite ces hommes jusqu'à épuisement pour construire des voies de communication. Aucune faveur ou aide matérielle ne leur est concédée. La main-d'œuvre noire est bien moins coûteuse que des véhicules ou des machines. Les Nègres transportent tout sur leur tête ou sur leur dos : ils sont considérés comme des « moteurs à bananes ». « Qu'est-ce que le Nègre ? Le Nègre n'est pas un Turc, comme on dit. Il n'est pas fort. Le noir, en teinture, n'est pas un brevet de solidité. Parfois, dans les camps, les prestataires meurent comme s'il passait une épidémie. [...] On agit comme s'ils étaient des bœufs. Tout administrateur vous dira que le portage est le fléau de l'Afrique. Cela assomme l'enfant, ébranle le jeune Noir, délabre l'adulte. C'est l'abêtissement de la femme et de l'homme. Le Blanc soutenait une thèse, il disait : "Nous les obligerons à faire des routes ; c'est pour leur bien que le portage les tue ; les routes faites, ils ne porteront plus." Ils portent toujours ! »

Au Congo, les gouverneurs de la colonie, M. Victor Augagneur puis M. Antonetti, qui lui succède, portent un grand projet : relier Brazzaville à Pointe-Noire, qui débouche sur l'Atlantique. Cinq cent deux kilomètres de voie ferrée sont à construire. Albert Londres intitule cet épisode « Le drame du Congo-Océan ». Il raconte comment sont recrutés des hommes plus ou moins volontaires. Puis comment ils sont emmenés jusqu'à Brazzaville sur des chalands bondés de voyageurs (trois cents à quatre cents personnes). Le trajet dure quinze à vingt jours. À bord de ces embarcations, l'horreur commence : « Les voyageurs de l'intérieur étouffaient, ceux de plein air ne pouvaient tenir ni debout ni assis. De plus n'ayant pas le pied prenant, chaque jour [...] il en glissait un ou deux dans le Chari, dans la Sanga ou dans le Congo. Le chaland continuait. S'il eût fallu repêcher tous les noyés !... » Ensuite les Nègres prennent le « pied la route » en direction de Pointe-Noire. Trente jours de marche environ sur des pistes, où aucun camp n'est prévu pour le repos de ces hommes. Une fois arrivés à destination, ils participent tout de suite à la construction du chemin de fer. Sans matériel, juste leurs

maines et leur tête. « J'ai vu construire des chemins de fer ; on rencontrait du matériel sur les chantiers. Ici que du Nègre ! Le Nègre remplaçait la machine, le camion, la grue ; pourquoi pas l'explosif aussi ! Pour porter des barils de ciment de cent trois kilos les Batignolles n'avaient pour tout matériel qu'un bâton et la tête de deux Nègres ! » Lors de son passage sur ce chantier, Londres affirme que déjà dix-sept mille Noirs y sont morts et qu'il reste trois cents kilomètres de voie ferrée à construire.

Le gouverneur M. Antonetti, sûr de son fait, confie à l'auteur : « Il faut accepter le sacrifice de six à huit mille hommes ou renoncer au chemin de fer. » Ce système du travail forcé sera finalement aboli par la promulgation de la « loi Houphouët-Boigny » du 11 avril 1946. L'occupation coloniale de l'Afrique battait de l'aile. Visionnaire, Albert Sarraut avait écrit en 1931 dans son ouvrage *Grandeur et servitudes coloniales* : « S'agit-il du soin des races ?... Voici que l'œuvre provoque en retour le drame de la surpopulation... des millions de bouches nouvelles à nourrir. La cadence de leur croissance a été plus accélérée que celle de l'accroissement des moyens de vivre. La philanthropie entend monter vers elle le grondement des besoins insatisfaits.

« S'agit-il du progrès économique ?... Pour le service de la plantation, de la mine ou de l'usine, [la colonisation] a provoqué la formation d'un prolétariat dont les misères et l'agitation dressent devant elle un péril social nouveau. S'agit-il de l'instruction et de l'éducation des races ?... Comme partout, l'école a fait des savants, mais elle a exacerbé la déception des ratés, qui prennent la tête des séditions. Elle a, d'autre part, éveillé et aiguisé l'esprit critique qui s'exerce plus âprement contre le pouvoir colonisateur en s'alimentant, d'ailleurs, à la lecture des journaux ou des pamphlets rédigés dans la langue même du pays souverain. Enfin... le souci honorable que nous avons eu de rappeler à des peuples indigènes qui les avaient oubliés les fastes de leur propre histoire et l'éclat de leurs anciennes civilisations... a réveillé parmi nos protégés des sentiments d'orgueil qui se font une arme contre nous des gloires du passé national.

« S'agit-il de l'association indigène à la défense de la colonie ?... Le colonisateur a livré ainsi à ses assujettis les secrets et les moyens matériels de sa propre force... En tout domaine où son effort fut guidé par une intention bienfaitrice, le colonisateur a organisé contre lui la menace... Et, par exemple, lorsqu'il construit des routes et des voies ferrées... le colonisateur a mis en contact étroit des populations qui s'ignoraient ou parfois se haïssaient ; il a rapproché leurs esprits et leurs idées dont les identités se sont soudain révélées ; de la sorte, il a opéré l'unification morale d'abord, politique ensuite, de pays longtemps séparés et qui retrouvent leurs affinités contre les colons. »

Pour la première fois dans l'histoire, une entreprise qui était plus mercantile que « civilisatrice » avait sans le vouloir sonné le glas de son

propre déclin. Les Anglais, principaux concurrents des Français dans l'aventure coloniale, avaient longtemps redouté que la désintégration de leur empire consécutive à l'indépendance de l'Inde ne provoque leur faillite économique. Ce ne fut pas le cas, comme on sait. Cela n'échappa pas au visionnaire qu'était le général de Gaulle, qui cherchait une porte de sortie honorable, digne de la « grandeur de la France ». L'homme qui disait de son pays : « La France est une dimension spirituelle de l'histoire » était devenu très matérialiste sur la question africaine. Il pensait, comme les milieux d'affaires de l'Hexagone, qu'il valait mieux abandonner la couverture politique de ce système. Celui-ci était certes rentable en matière de pillage économique, mais il était devenu socialement explosif.

Les modes de domination allaient simplement changer. La colonisation prit fin avec le désengagement des puissances européennes mais fut remplacée par un système que Nkrumah qualifia de néocolonialisme et définît comme « la situation d'un pays politiquement, juridiquement souverain, mais dont les décisions essentielles émanent de forces extérieures ». C'est dans cet esprit que le retrait français d'Afrique fut amorcé. La « Françafrique » pointait à l'horizon, d'autant plus sûrement que nombre de pays africains francophones adopteront pour monnaie le franc CFA. Et comme disait le grand financier américain Mayer Amschel Rothschild : « Laissez-moi émettre et contrôler la monnaie d'une nation, et je me fiche de qui fait ses lois. »

Au début des années 1960, la souveraineté de la presque totalité des États du continent noir fut transférée à des pouvoirs locaux. Ce mouvement, vécu comme une libération, s'inscrivait en réalité dans le carcan d'un ordre économique international régi par la division entre pays industriels développés et pays sous-développés, les premiers fixant les règles du jeu, les seconds les subissant. Généralement agricoles et exportateurs de matières premières, les pays africains sous-développés sont donc restés sous la tutelle des anciennes puissances coloniales, leurs économies étant régulées par les spéculations boursières des capitales occidentales, dans le cadre d'une progressive mondialisation des marchés. Le poids des anciennes métropoles a continué de peser sur l'Afrique dans tous les domaines, du tracé des frontières et des principales voies de communication aux relations économiques, politiques et culturelles.

Dans leur lune de miel actuelle avec l'Afrique, certains économistes chinois tentent d'accréditer la thèse que cette situation serait due à une conspiration entre pays occidentaux développés, décidés à exploiter les pays asiatiques et africains sous-développés ou en développement, alors qu'elle résulte tout simplement de la révolution industrielle européenne et

nord-américaine. L'interdépendance économique s'est instaurée de fait, car, sans l'occupation et le pillage des richesses du sous-sol africain pour alimenter les industries de transformation occidentales, cette révolution industrielle n'aurait pas connu le succès qui fut le sien.

Mais l'expansion croissante du commerce avec l'Afrique se fit aussi grâce à une autre révolution, celle des transports. Le commerce, tributaire jusque-là de la navigation fluviale et du cabotage, vit son horizon profondément modifié par la modernisation de la marine marchande : dès la fin du XIX^e siècle, les pays africains commencèrent à occuper une place de plus en plus importante dans le commerce mondial. La part des colonies dans le commerce français est passée de 6 % en 1900 à 25 % en 1959, à la veille des indépendances. Dans ce contexte, les puissances coloniales n'avaient aucun intérêt à promouvoir l'industrialisation des pays africains qu'elles contrôlaient. D'une manière générale, elles firent ce qu'elles avaient toujours fait depuis les débuts de la colonisation, et qui d'ailleurs l'avait justifiée : ne pas accorder aux pays vassalisés d'autre rôle économique que l'exportation de produits agricoles et de matières premières, essentiellement au bénéfice de leurs métropoles. Cette stratégie a perduré bien après les indépendances. À y regarder de plus près, les politiques menées actuellement par les Chinois sur le continent noir ne sont guère différentes.

Les règles du marché international ont continué à maintenir un écart important entre les pays industriels d'Europe et ceux du Sud. En clair, jusqu'à nos jours, ce que l'on appelle communément les termes factoriels de l'échange, autrement dit « la quantité de produits importés qu'une nation peut se procurer contre une unité de travail national », condamnent l'Africain à être dépouillé dans toutes les transactions. L'exploitant malien aura beau consacrer autant de soin et de compétence à la culture de son coton que le fermier américain au même produit, leurs revenus respectifs seront toujours très différents, au mépris d'une certaine justice qui voudrait que la valeur d'un même produit et des compétences égales soient récompensées par des revenus égaux.

Dans les années 1960-1970, avant la grande offensive chinoise, les matières premières africaines avaient perdu près de 70 % de leur valeur. L'impasse était presque totale. Les Africains payaient de plus en plus cher la plupart des produits qu'ils consommaient, pourtant fabriqués à partir de leurs exportations. Faute de disposer d'une industrie locale capable de les transformer, les pays pourvoyeurs de matières premières, non seulement se privent de la plus-value attachée à cette opération, mais, en plus, sont obligés de passer sous les fourches Caudines du commerce international où le cours de ces matières premières dépend des Bourses occidentales. Résultat : le commerce

extérieur des pays occidentaux n'a fait que croître, celui des Africains que se détériorer.

Les puissances coloniales avaient pillé l'Afrique jusqu'aux indépendances des années 1960. Puis, pour y pérenniser leurs intérêts, elles y ont soutenu les régimes les plus répressifs, avant de finir par se retirer progressivement du continent, dès lors que prévalaient les politiques d'ajustement libéral adoptées par des institutions internationales à leur service. Dans ces conditions somme toute désastreuses, les exigences économiques et politiques qui accompagnent les accords de coopération ne pouvaient être que mal perçues et considérées comme autant de manœuvres de type néo-colonial. Nombre d'Africains les accusent encore aujourd'hui d'être à l'origine du plongeon de leurs pays dans les abysses du sous-développement. Les mesures de relance des économies africaines par le biais de l'« ajustement structurel », terrible diktat imposé à partir des années 1980, ont réduit les États à leurs fonctions étroitement régaliennes, tant et si bien que les Africains ont fini par perdre leurs capacités d'initiatives économiques, pour n'être plus que des quémandeurs passifs, soumis aux directives, aux exigences, d'institutions financières internationales et de bailleurs bilatéraux sans scrupules. Quant à l'hypothétique croissance attendue, qu'on leur avait fait miroiter, elle n'apparut point, tandis que la dette des États grimpait à des sommets vertigineux, au point de devenir, pour de nombreux pays du continent, un fardeau insupportable. Les prêts ajoutés aux intérêts cumulés fermaient à l'Afrique toute possibilité de remboursement. Il n'existait plus de plans crédibles permettant aux plus pauvres d'honorer leurs engagements et de mener à bien des objectifs de développement.

Le continent était en outre ravagé par des conflits ethniques récurrents et sanglants, tandis que ses populations fragilisées faisaient face à de dangereuses pandémies (paludisme, lèpre, choléra).

Ruinée, l'Afrique se retrouvait en marge du circuit économique mondial et sanctionnée par le départ massif des entreprises occidentales, qui considéraient sans doute comme une fatalité ces catastrophes insurmontables. L'afro-pessimiste Stephen Smith écrit dans son macabre constat intitulé *Négrologie* : « Depuis l'indépendance, l'Afrique travaille à sa recolonisation. Du moins, si c'était le but, elle ne s'y prendrait pas autrement. » Avant d'ajouter : « Seulement, même en cela, le continent échoue. Plus personne n'est preneur. » Mais là où tant d'Occidentaux ne voyaient plus qu'une terre de misère, un déversoir de l'aide humanitaire, la Chine, devenue l'« usine du monde », vit une opportunité. Elle qui avait planifié son grand retour en Afrique n'en attendait que l'occasion.

Et les Occidentaux lui avaient facilité la tâche sans le savoir en lui

offrant, avec une Afrique délaissée, une mine de richesses d'autant plus facilement exploitable que l'isolement international de ce continent l'avait rendu vulnérable.

Mais il fallait d'abord régler un problème d'ordre diplomatique en mettant hors jeu l'île de Taïwan. Une dizaine de pays africains avaient reconnu la république taïwanaise. L'Afrique du Sud était même son plus important partenaire. En 1998, ce pays devait renoncer à ces relations commerciales privilégiées au profit de la reconnaissance diplomatique de la Chine continentale. De nombreux pays africains suivront son exemple.

Exploitant à outrance le passif des Occidentaux, la Chine arrive en Afrique sans lier son aide à aucune condition. Elle présente aux pays africains une offre dépourvue de toute contrainte extracommerciale, telle que le respect des droits humains, de la liberté de la presse ou autre convention contre la corruption ou en faveur de la bonne gouvernance. Le tout dans un esprit « gagnant-gagnant » (*win-win*) et de « solidarité Sud-Sud », entre peuples anciennement victimes de l'Occident, dit-elle, et sur une base d'égalité politique, de confiance mutuelle, de coopération économique et d'échanges culturels. En d'autres termes, la Chine s'oppose en tout point aux pays occidentaux, qu'elle taxe de donneurs de leçons pleins d'exigences. Le constat d'un grand observateur de cette nouvelle alliance, M. Renaud Delaporte, est clair : « La Chine s'impose comme étant la seule puissance capable d'offrir à l'Afrique l'espoir d'une politique de développement réaliste, pragmatique et par conséquent applicable. Elle entérine l'échec de trente-trois ans de politique africaine française. »

D'aucuns semblent surpris, alors que, dans un ouvrage rédigé en 1965 et intitulé *East Wind over Africa : Red China's African Offensive*, John Cooley mettait déjà en garde contre l'expansion tentaculaire de la Chine communiste en Afrique. Il écrivait : « La Chine s'est installée en Afrique et compte bien y rester... Du Caire au Cap, des îles de l'océan Indien au golfe de Guinée, traversant les savanes et les montagnes, un vent nouveau venu d'Orient souffle sur l'Afrique. » On avait fini par croire que la Chine, isolée derrière sa Grande Muraille durant des siècles, avait perdu l'envie de s'adapter aux autres civilisations ou de cohabiter avec elles. Elle a aujourd'hui compris les enjeux de notre monde pluriel et s'est sans doute souvenue de cet adage de Confucius : « Qui ne se préoccupe pas de l'avenir lointain se condamne aux soucis immédiats. »

La Chine a définitivement rompu avec son isolement passé pour devenir un acteur à part entière de la mondialisation, en usant d'une des armes les plus redoutables et les plus adaptées à notre époque : la puissance économique. Elle s'est « jetée » sur l'agonisante proie africaine, l'œil

révélé sur ses matières premières, et, avec un dynamisme impressionnant, déploie une stratégie globale visant à lui ouvrir de nouvelles zones d'expansion. Elle n'ignore pas que le maintien de sa place dans le concert des nations est intimement lié à sa capacité à diversifier et à sécuriser ses sources d'approvisionnement énergétiques, quitte à aller les chercher ailleurs.

Quant à l'Afrique, lâchée par l'Occident, elle a accueilli ce prédateur en partenaire providentiel, fraternel et capable de tous les miracles. L'un de ses proverbes proclamant que « mieux vaut marcher sans savoir où l'on va que rester assis sans rien faire », elle suit...

CHAPITRE III

Le réveil du dragon à l'assaut de la proie africaine

Mieux vaut marcher sans savoir où l'on va que rester assis sans rien faire.

Proverbe africain

Depuis plus d'un siècle, les prédictions à propos du « réveil de la Chine » ont été nombreuses. Mais elles ont dû attendre, pour se vérifier, l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping. Lors de la grande famine qui ravagea la Chine sous Mao, ce visionnaire avait autorisé de nombreux paysans à cultiver de petits arpents de terre, ce qui était prémonitoire. Le Grand Timonier ne lui pardonnera jamais d'avoir créé dans son dos cette « ouverture de type capitaliste ». Il connaîtra la disgrâce, pour n'en sortir qu'un an après la mort de Mao. Néanmoins, par ce genre d'actions, Deng et quelques compagnons, comme Cheng Yue, ont sauvé la vie de millions d'innocents. Nul ne s'étonna, par conséquent, que Deng, devenu l'homme fort du régime, agisse pour l'ouverture (*kaifan*) et la modernisation (*sien dai hua*) de son pays. Tout a commencé en 1978, point de départ crucial.

Cette année-là, Deng Xiaoping entreprit, sans faire de bruit — contrairement à Gorbatchev avec sa *perestroïka* —, mais avec la plus grande efficacité, de restructurer la société de son pays en lui imposant de nouveaux choix politiques et économiques. Là se situe le véritable tournant qui devait conduire à l'intégration de l'économie nationale chinoise dans le marché mondial et à son ouverture à l'investissement étranger. Il n'était pas question de brûler les étapes, plutôt d'obéir au célèbre mot d'ordre : « Traverser la rivière en tâtonnant de pierre en pierre. » Les dirigeants chinois avaient découvert, d'une part, qu'ils avaient la possibilité de promouvoir le développement de leur pays en utilisant ses propres ressources (pétrole et charbon dans les années 1970-1980) ; d'autre part, que leur pays constituait en lui-même un immense vivier de consommateurs, susceptible d'attirer l'aide et les investissements étrangers nécessaires à sa modernisation (1990).

Le but était d'en finir avec un sous-développement dont la responsabilité incombait pour beaucoup au maoïsme. Si l'histoire ne retient aujourd'hui que le nom de Deng Xiaoping, le principal acteur de ce revirement politique est un génial technocrate du nom de Chen Yue. Vétéran de la lutte révolutionnaire aux côtés de Mao, l'homme était aussi l'architecte de la planification économique. Dès la troisième session plénière du huitième Comité central, en octobre 1957, il avait

suggéré de réduire le poids du Parti dans le processus de production, en même temps que d'adopter des mesures matérielles incitatives en direction des paysans et des ouvriers. C'est là qu'il faut trouver la source ou l'inspiration des réformes que Deng Xiaoping mit en œuvre à partir de 1978.

Pour le reste, il faut reconnaître à Deng le courage d'avoir purgé le pouvoir de tous les vieux dirigeants dont la légitimité ne reposait que sur leur participation au combat révolutionnaire qui avait amené le Parti communiste chinois au pouvoir. Et pour mieux relever les défis dont dépendait le « réveil » de cet immense pays, il les a remplacés par une génération de technocrates plus jeunes, plus pragmatiques et souvent formés à l'étranger comme lui. Deng Xiaoping réussira ainsi à doter la Chine d'un mécanisme de sélection de ses dirigeants privilégiant l'expérience acquise dans la gestion concrète de grandes villes et provinces. Puis, au lieu de lorgner du côté des Occidentaux, il se tourna, pour s'en inspirer, vers un État partageant la même identité culturelle : Singapour.

Deng était séduit par les réalisations économiques de ce pays. Lors d'un entretien, le Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, lui avait dit : « Vous pouvez mieux faire que nous, car nous sommes les descendants de paysans sans terres du sud de la Chine, alors que les mandarins, les écrivains, les penseurs et les gens brillants se trouvent ailleurs en Chine. » Depuis, Deng n'avait jamais cessé de conseiller à ses compatriotes de suivre l'exemple de Singapour. C'est ainsi que la Chine « communiste » s'est ouverte à l'économie de marché.

Puis l'architecte du renouveau chinois fixa deux objectifs majeurs à la diplomatie de son pays : au niveau international, favoriser le développement progressif de relations axées sur la solidarité et la paix ; au niveau national, promouvoir une « économie de marché socialiste ». En 1978, le troisième plénum du XI^e congrès du Parti communiste chinois inaugurerait le début d'une ère nouvelle, celle de l'ouverture sur l'étranger et de la dérégulation économique. Cette double inflexion a entraîné des transformations qui ne sont pas neutres. L'introduction des mécanismes de marché dans une économie initialement planifiée a conduit l'appareil bureaucratique-politique vers une séparation de l'État et du management d'entreprise, tandis que l'intervention croissante du privé, par l'intermédiaire des entreprises et des capitaux étrangers, a contribué à l'intégration du système dans un mouvement d'internationalisation.

Cette politique fit sentir ses effets de façon spectaculaire aux yeux du monde après deux décennies. Elle a permis à la Chine d'enregistrer des taux de croissance aussi surprenants qu'imprévus. Ce pays qui pesait moins de 1 % de l'économie mondiale en 1978, au début des réformes de Deng, dont le commerce extérieur excédait à peine vingt milliards de

dollars, grâce à cette mutation, est en passe de devenir l'un des géants de la planète. Car, contrairement à ce que pensaient les conservateurs du Parti habilement bluffés, l'ouverture décidée par Deng n'était pas un remake de la fameuse et temporaire Nouvelle Politique économique (NEP) de Lénine en 1921. L'action de Deng visait le long terme et à hisser son pays au sommet des puissances mondiales du XXI^e siècle.

La Chine veut renouer avec l'histoire de son passé et la parfaire. Ce pays peut bien se proclamer communiste, nombre de ses citoyens vous diront : « Le gouvernement chinois est communiste, mais la société est capitaliste », certains jouant même avec les initiales du Parti (PCC) pour le rebaptiser Parti capitaliste chinois. Et, pour pérenniser cette aisance naissante, la Chine a compris qu'il lui fallait sécuriser ses sources d'approvisionnement. L'Afrique sera un élément de cette stratégie.

Au cours de sa visite au Nigeria, en avril 2006, le président Hu Jintao n'a pas manqué de souligner les atouts du continent noir. Aujourd'hui, les entreprises chinoises passent avec des producteurs africains de matières premières des contrats d'approvisionnement presque léonins, à très long terme : de vingt à trente ans, la norme étant jusqu'alors de quelques années seulement. Cette demande planifiée a contribué à la hausse durable des cours des matières premières. Dans tous les sommets Chine-Afrique, le « frère » chinois, soucieux des intérêts d'un État avide d'hydrocarbures et de matières premières, met en avant l'attachement infini de son pays au continent noir. Ces rencontres se concluent généralement par l'adoption d'une déclaration et d'un nouveau plan d'action. C'est presque magique pour des pays dont le monde se désintéressait il y a seulement quelques années.

Les autorités chinoises brandissent toujours le principe du « gagnant-gagnant » : dans ce système de coopération économique, à les entendre, aucun partenaire ne serait lésé. Elles parviennent même à rallier à leur cause des spécialistes occidentaux et pas des moindres. Harry G. Broadman, conseiller économique pour la région Afrique à la Banque mondiale, affirme : « Cette nouvelle "route de la soie" offre en potentiel à l'Afrique subsaharienne — région où vivent trois cents millions de personnes parmi les plus pauvres qui soient, et qui constitue pour le monde le défi le plus redoutable sur le plan du développement — une occasion majeure et jusqu'ici inégalée d'accélérer son intégration internationale et sa croissance. » Pour Liu Naiya, chercheur à l'Académie des sciences sociales de Chine, spécialiste des affaires africaines : « Après plus de deux décennies de réformes et d'ouverture, la Chine est en mesure de satisfaire aux besoins des pays africains, notamment pour les technologies sophistiquées, à un coût relativement bas, et d'apporter son expérience de réduction de la pauvreté et de développement économique. » Et l'on a pu entendre le

secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, prendre à son compte ce genre de discours : « La famille des Nations unies s'est fermement engagée à soutenir la coopération Chine-Afrique. Le système des Nations unies intensifie actuellement sa collaboration avec la Chine en matière de coopération Sud-Sud, de manière que cela profite aux pays africains. »

Cependant il n'est pas interdit d'émettre des doutes quant aux véritables intentions de la Chine et au réel bénéfice que les populations africaines pourraient tirer de tant de générosité.

En fait cette coopération Chine-Afrique est plus animée par le principe du « donnant-donnant » que par celui du « gagnant-gagnant ». Au début de l'année 2006, le ministre des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, est passé au Cap-Vert, au Sénégal, au Mali, au Liberia, au Nigeria et en Libye. À Monrovia, capitale d'un État riche en diamants et situé en pleine zone d'influence américaine, il a offert vingt-cinq millions de dollars pour la reconstruction du pays saigné par une longue guerre civile. En attente de quoi ? Nul ne le sait pour l'instant. En avril, le président Hu Jintao a rendu une visite officielle au Maroc, au Nigeria et au Kenya. À Lagos, il a offert quatre milliards de dollars pour améliorer les infrastructures. Mais c'est en échange de plusieurs licences d'exploitation pétrolière. À Nairobi, il a apporté sept millions et demi de dollars d'aide et de prêts pour la lutte contre la malaria, pour le développement de la riziculture et la construction d'un grand stade. Là encore, le Chinois a obtenu des droits d'exploitation pétrolière, cette fois dans l'océan Indien. En juin, le Premier ministre Wen Jiabao a accompli une autre grande tournée en Égypte, au Ghana, au Congo Brazzaville, en Angola, en Afrique du Sud et en Tanzanie. Dans ces pays ses motivations vont du pétrole aux minerais.

En fait, tous les financements chinois de projets d'infrastructure ou de prestige en Afrique sont systématiquement « liés » à l'octroi de concessions pétrolières ou minières. Généralement, les entreprises chinoises qui opèrent sur le continent sont spécialisées dans ces ressources ; on en recense près de mille. Comme le note l'économiste Bruno Hellendorff : « La Chine lie aide et affaires de manière innovante en promouvant ses intérêts nationaux au travers de partenariats mutuellement bénéfiques mis en œuvre par un large spectre d'acteurs et d'instruments. De cette façon, l'aide au développement chinoise n'est pas vue comme un enjeu moral, mais comme un outil de persuasion politique et une manière d'adoucir l'entrée d'opérateurs économiques chinois sur le continent. »

La stratégie d'implantation de la Chine en Afrique est bien rodée. Si ses entreprises peuvent y réduire considérablement leurs coûts et remporter

si facilement les appels d'offre africains, c'est qu'elles bénéficient du double avantage de subventions considérables (Pékin est toujours derrière avec des réserves financières de l'ordre de deux mille quatre cents milliards de dollars) et d'une main-d'œuvre bon marché. Pour un pays africain, la facture chinoise est 30 à 50 % moins élevée que la facture occidentale. Troisième corde à leur arc, les entreprises chinoises ne travaillent jamais seules mais se réunissent en véritables conglomérats afin de proposer aux pays africains des offres complètes ou « packages ». Ainsi, sur un projet d'assainissement au Sénégal, ont-elles pu proposer moins du tiers du coût proposé par des entreprises françaises.

Les Chinois dominaient déjà le petit commerce sénégalais, ils sont aujourd'hui très présents sur les grands chantiers du pays, qui ont constitué une véritable aubaine pour des entreprises comme Henan Chine. Celle-ci a même eu les yeux plus gros que le ventre puisqu'elle a dû, ce qui est rare, sous-traiter une partie de la tâche à de petites PME locales. Pour rester dans le coup, de grands entrepreneurs sénégalais avaient été contraints de s'allier aux Chinois. Le cas le plus connu est celui de la construction de la première tranche de l'autoroute à péage qui doit relier Dakar à Thiès (une ville de l'intérieur). Le patron de l'entreprise Jean Lefebvre Sénégal (Jls) a été obligé de se rapprocher de Henan Chine pour que son offre soit acceptée. Pourtant, assure cet entrepreneur, « j'avais la capacité de réaliser seul cet ouvrage. Mais je n'aurais rien obtenu sans ce partenariat ». Voilà longtemps qu'un autre grand commerçant, patron du holding CCBM, applique cette stratégie d'alliance. Il est maintenant le distributeur exclusif des véhicules de marques chinoises au Sénégal (avant l'invasion chinoise, son usine de Dakar montait des réfrigérateurs et des téléviseurs coréens).

Et quelques hommes d'affaires ironisent : l'État n'est pas payé en retour de la confiance qu'il accorde aveuglément aux Chinois. Ils rappellent l'histoire de Sénégal-Pêche, société florissante de transformation de poisson qui a fermé ses portes deux ans après avoir été cédée à des repreneurs chinois. Ceux-ci ont disparu en laissant une ardoise de plus de dix milliards de francs CFA (15 millions d'euros). Plus de deux cents pères de famille se sont retrouvés au chômage. Arrêté, l'un des patrons a bizarrement été libéré avant son procès, puis s'est évanoui dans la nature, bénéficiant probablement de quelques complicités intéressées.

Partout en Afrique, sur tous les grands projets de ports le long de la côte Atlantique, de chemins de fer ou de barrages, les Chinois sont là. Lors d'une négociation avec la République démocratique du Congo, explique Daniel Guérin, « les fonds n'ont pas été directement prêtés au gouvernement africain, mais le gouvernement chinois a mandaté une entreprise publique chinoise de construction — recevant généralement

le soutien de l'Exim Bank (Banque chinoise d'investissement et d'import-export) — pour réaliser des projets d'infrastructures avec l'accord du gouvernement africain concerné.

« Ensuite, en contrepartie du financement de ces infrastructures, le gouvernement africain accorde à des entreprises chinoises (privées la plupart du temps) le droit d'extraire des ressources naturelles (pétrole, minerais, etc.), à travers l'acquisition de parts dans une entreprise nationale et de licences. Le "package deal" s'accompagne aussi de dons consacrés à la construction d'écoles, d'hôpitaux ou de bâtiments de prestige (palais présidentiels ou stades de foot) par des entreprises chinoises. »

Dans le « package deal » chinois, un projet peut contenir à lui seul une station de pompage, un barrage hydroélectrique, une centrale électrique, un chemin de fer d'acheminement, une raffinerie et une station portuaire. Ce type d'offre permet de mettre en place des infrastructures complètes, cohérentes entre elles du début de l'extraction de la matière première à son exportation vers la Chine.

Face à une telle concurrence, les géants occidentaux, du bâtiment et des travaux publics par exemple, ne prennent même plus la peine de monter un dossier, si bien que la plupart des pays africains sont progressivement conquis par les grandes entreprises chinoises de BTP ou de télécommunication. Leurs coûts particulièrement bas et une attention très limitée aux prises de risque disqualifient leurs rivales occidentales, pourtant traditionnellement présentes dans ce secteur.

Si, depuis quelques années, les entreprises chinoises trustent la plupart des appels d'offre portant sur les grands contrats de construction, c'est aussi qu'elles peuvent mobiliser rapidement et sur de longues durées des milliers d'ouvriers. Ceux-ci travaillent vite et bien, et acceptent de vivre dans des conditions spartiates. Ces petits hommes durs à la tâche ne parlent ni anglais ni français. Sur un continent très attaché aux contacts humains, ils montrent peu de curiosité pour les autochtones. Ces travailleurs ou « coopérants » chinois vivent toujours entre eux, adoptent souvent des attitudes perçues comme méprisantes, voire racistes, mangent chinois (un bol de riz), bâtissent leurs infrastructures avant de disparaître sans laisser de traces et retourner en Chine.

Mais quel État européen ou africain pourrait disposer d'une telle capacité logistique et déployer tant de main-d'œuvre silencieuse ? Et quant à cette propension à se replier sur soi-même, pourquoi pas ? Dans certains pays où ils logent à proximité des nationaux, comme en Côte d'Ivoire, on les trouve bruyants et sales. Ils crachent par terre, cuisinent des produits exhalant de fortes odeurs, sont des locataires revêches, peu soigneux de leurs jardins et asociaux... Bref, ces reproches réunissent les classiques clichés xénophobes, généralement

exagérés, que les populations agacées réservent habituellement aux émigrés.

Cependant beaucoup de ces travailleurs chinois sont en réalité des bagnards ou des repris de justice qui peuvent obtenir des remises de peine substantielles en allant « faire un tour chez les Noirs ». Cela ressemble fort à du « déjà-vu ». La présence en Afrique d'une main-d'œuvre chinoise douteuse remonte à la seconde moitié du XIX^e siècle. Pour pallier le manque de bras provoqué par l'interdiction de la traite et l'abolition de l'esclavage, la France et l'Angleterre étaient allées chercher en Asie, en Inde, en Indochine et en Chine, des milliers de travailleurs dits « engagés ». Comme aux Antilles, ils étaient recrutés pour travailler dans les plantations de canne à sucre. En Afrique ils furent même blanchisseurs lors de la construction du chemin de fer reliant Mombasa à Kampala ou à proximité des mines d'Egoli (Johannesbourg), la cité de l'or. Ces coolies sont à l'origine des prospères communautés commerçantes chinoises qu'on trouve encore à Maurice, aux Seychelles ou à Madagascar. À ces « engagés », il faut ajouter quelques bagnards. Le Gabon avait déjà hébergé pour un temps un bagne sur le modèle de la Guyane française. Cette prison accueillait des condamnés de droit commun venus de Cochinchine, d'Annam et du Tonkin, parmi lesquels on trouvait beaucoup de Chinois installés en Indochine. La plupart de ces bagnards, libérés sur place, resteront en Afrique. La Chine, championne des imitations, a dû s'inspirer de ce précédent.

Il semble même que, dans certains pays où la main-d'œuvre locale est peu fiable, les Chinois aient suggéré aux autorités de lui associer des prisonniers. L'octroi de nombreux marchés à des compagnies chinoises de travaux publics qui importent de Chine ce type de main-d'œuvre permet à ces mêmes entreprises de récupérer indirectement une partie de leur financement, tout en étant remboursées des prêts par les États débiteurs. Ainsi, à force de montages tortueux, de financements d'État et de main-d'œuvre caporalisée, les Chinois commencent-ils à grignoter des parts de marché jusque dans le secteur de l'automobile. Le cas de Peugeot est caractéristique : la marque, qui dominait il y a une trentaine d'années le marché africain, a été totalement dépassée par les véhicules *low cost* produits en Chine.

Par-delà les subventions considérables allouées à leurs entreprises par Pékin et le recours à une main-d'œuvre peu coûteuse, les Chinois profitent aussi, pour accéder au marché africain, des normes sur les produits manufacturés qui y sont moins exigeantes que celles des pays occidentaux. L'Afrique sert ainsi, depuis peu, de « laboratoire » pour les constructeurs automobiles chinois. Alors que leurs voitures ont échoué à plusieurs crachs tests en Europe, s'en voyant interdire le marché, ils

envahissent l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Soudan, avec des voitures neuves, copies presque parfaites des modèles conçus par les grandes marques occidentales, qualité et sécurité en moins et à des prix défiant toute concurrence.

Ces industriels sont difficiles à écarter, voire impossibles à battre, parce qu'ils ne respectent aucune règle. Leur refus de considérer les questions liées à la corruption, au non-respect des conditions environnementales leur confère un avantage incontestable par rapport aux firmes occidentales. Dans de nombreux domaines, des multinationales, telles que Total, Bouygues et Bolloré, ont perdu des contrats pour ces raisons. C'est à penser que les Occidentaux — par honte de leur passif colonial ou victimes de leur inadaptation à la configuration géopolitique actuelle — n'ont plus d'autres recours que d'agiter des épouvantails comme le déficit dans le domaine des droits de l'homme pour extirper l'ogre chinois de leur aire de jeu traditionnelle. Alors que les Chinois n'ont fait qu'imiter des pratiques anciennes, comme le note Lionel Vairon : « La Chine se trouve dans une situation semblable à celle des anciennes puissances coloniales [...] qui ont apporté leur soutien à des régimes autocratiques [...]. L'ingérence dans les affaires des anciennes colonies était alors la règle, mais nul ne s'en offusquait, et surtout pas les dirigeants africains qui bénéficiaient en échange de leur soumission d'une rente et d'une impunité confortables. »

Aussi bien les Occidentaux peuvent-ils difficilement se targuer d'être exemplaires, de n'avoir jamais soutenu, voire promu des dirigeants politiques qui favorisaient leurs entreprises. Une telle assertion provoquerait un fou rire dans tous les pays africains où l'influence occidentale a souvent été perçue comme le premier soutien à des chefs d'État corrompus et peu regardants sur le pillage organisé des richesses de leur pays.

La Chine n'a fait que retenir la leçon. Elle a aujourd'hui définitivement tourné le dos à l'idéologie qui nourrissait jusque-là sa politique extérieure, au profit du réalisme et du pragmatisme économiques, et ne s'embarrasse plus de principes moraux. Revenue de ses désillusions communistes, elle a acquis une parfaite compréhension de l'économie libérale et de ses pratiques, pas toujours propres. Elle en maîtrise parfaitement les potentialités et sait profiter de ses faiblesses. C'est avec ces armes de l'économie de marché que la Chine est en train de devenir la puissance dominante en Afrique. Et elle avance vite.

La Cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine a fermé ses portes le 20 juillet 2012 à Pékin. Ce fut l'occasion pour l'empire du Milieu de se présenter comme le premier investisseur sur le continent noir. Il a décidé de doubler ses crédits, portés à vingt

milliards de dollars (seize milliards et demi d'euros). Ces fonds annoncés sont présentés comme des prêts. Mais les Chinois ne disent rien sur leur taux d'intérêt, avec eux on ne sait pas toujours ce que désigne le terme de prêt.

Deborah Brautigam, professeur à l'American University, auteur de *The Dragon's Gift* (« *Le Présent du Dragon* ») sur l'impact économique des crédits chinois en Afrique, soutient que « l'argent des lignes de crédit chinoises pour l'Angola ne va jamais à Luanda, il est tout simplement réparti entre les sociétés de construction engagées dans la réalisation des infrastructures en cours dans ce pays ». Elle pointe l'une des grandes faiblesses de ces prêts chinois : « Le pays qui reçoit le crédit n'a aucune certitude d'obtenir une meilleure prestation au meilleur prix, étant donné qu'il n'y a aucune concurrence internationale pour ces projets qui sont confiés systématiquement à des entreprises chinoises. » Et d'ajouter que, « dans le processus d'adjudication, il y a aussi risque de corruption de la part des sociétés chinoises, une pratique très courante en Chine. En revanche, cette manière de procéder élimine le risque de détournement des fonds de la part de la partie angolaise, avec l'avantage, pour Pékin, de développer la capacité de paiement des dettes liée à une expansion d'exportations, ce qui arrive, par exemple, avec la République démocratique du Congo ».

En fait, l'aide chinoise s'insère dans un écheveau compliqué d'interventions, de relations et d'engagements, mêlant logique « opportuniste » de l'intérêt et logique « altruiste » du don, dimension politique et dimension économique. Les Chinois mélangent les prêts publics, les dons et les subventions qui sont accordés à leurs entreprises publiques.

Le risque économique est bien là. Au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, on craint que la Chine ne crée en Afrique un nouveau cycle d'endettement insoutenable, qui nuirait aux efforts consentis pour contrer la pauvreté. Paul Wolfowitz, l'ancien président de la Banque mondiale, prédisait le réendettement du continent africain par le truchement de ces aides chinoises. Pourtant, loin de s'en inquiéter, de nombreux dirigeants africains saluent cette manne providentielle et l'augmentation des échanges entre les deux continents. Pour plusieurs d'entre eux, la Chine œuvre au développement des pays africains en accordant des prêts concessionnaires et des dons pour des projets dans la construction, les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé. Pékin, disent-ils, est parvenu à répondre aux besoins des Africains.

« La coopération dans le domaine des infrastructures avait non seulement aidé à exporter des marchandises africaines vers la Chine, mais aussi permis de transférer des technologies chinoises vers l'Afrique. tout en créant davantage d'emplois sur le continent », déclare

Robinson Githae, ministre kényan des Finances. Le discours de beaucoup d'autres ministres et chefs d'État africains est du même cru. En fait ces satisfaits des élites africaines sont motivés par des bakchichs réactualisés bien plus importants que ceux des intermédiaires occidentaux. Par conséquent, que peuvent-ils dire sinon « Vive la Chine » ? Les peuples, qui ne sont pas dupes et qui ne voient toujours pas de réelles retombées à ces pactes que d'aucuns — notamment les plus cyniques — qualifient d'association de malfaiteurs, sont, eux, moins satisfaits. Ils rejoignent en cela nombre d'intellectuels africains pour le moins défavorables à cet essor dont les conséquences restent imprévisibles.

D'autant que, dans ce marché de dupes, les dirigeants africains vont en rang dispersé. Chacun essaie d'avoir sa part du gâteau. Mais la Chine sait exactement ce qu'elle réserve à chaque pays, en fonction des intérêts qu'elle y possède. Difficile de nier pourtant que l'augmentation du prix des matières premières (coton, bois, etc.) en Afrique, qui découle du dynamisme de l'économie en Chine et de l'augmentation du volume de ses importations, aurait pu être — dans une réelle logique de « gagnant-gagnant » — une bonne occasion pour des pays africains unis de mieux négocier leur positionnement mondial ; comme le souligne à juste titre Yves Ekoué Amaïzo : « Si l'Union africaine et les gouvernements africains ne se décident pas à dresser une carte exhaustive des actions multidimensionnelles de la Chine en Afrique, ils auront laissé l'essentiel de leur coopération avec la Chine s'opérer sans stratégie d'ensemble. »

Le continent noir étant convoité par plusieurs partenaires possibles, la logique serait de faire monter les enchères pour exiger des contreparties, comme un accès à la technologie ou de larges créneaux d'exportations sur le marché chinois. L'Afrique a réellement l'opportunité de profiter d'une position géostratégique sans précédent pour tirer de réels bénéfices en échange de ses matières premières, comme cela se fait ailleurs. Les exemples ne manquent pas. Lors de son voyage au Brésil, en septembre 2009, le président Sarkozy a enregistré une commande ferme de trente-six avions de combat Rafale. En contrepartie, le président Lula a exigé de la France l'achat d'une dizaine d'avions de transport brésiliens KC-390 et que le Brésil, quand il en aurait acquis la technologie, puisse assembler les Rafale et les vendre dans les autres pays d'Amérique latine.

La Chine, au début de ses réformes économiques, avait elle-même posé des conditions draconiennes à ses partenaires étrangers, pour s'assurer de la mise en place de joint-ventures et du respect de certaines normes environnementales de travail, ainsi que du paiement de taxes par les entreprises et populations chinoises. Lorsqu'elle s'est ouverte aux investisseurs étrangers dans les années 1990, le Parti communiste a fixé

des règles strictes et incontournables. Pékin exigea qu'une partie de la production étrangère écoulee en Chine soit fabriquée localement. Elle imposa aux entreprises occidentales de s'associer à un partenaire chinois à qui était donnée, dans la plupart des cas, la majorité du capital de la coentreprise ainsi créée. Voilà comment, en vingt ans, l'industrie chinoise a pu s'imposer comme une des toutes premières de la planète.

Au côté de chaque entreprise étrangère installée sur son territoire, l'État se place comme l'un de ses premiers acheteurs et comme le destinataire d'une grande part du bénéfice technologique. C'est par cette façon de procéder, par ce genre d'intelligence dans les échanges, que la Chine a acquis le savoir-faire et la technicité qu'elle est en mesure d'exporter aujourd'hui. Une Afrique unie, qui aurait assimilé cette leçon, devrait imposer à ses partenaires une véritable stratégie de coopération, plus favorable à ses intérêts. Mais, face à la Chine qui entretient une diplomatie unilatérale et secrète, les pays africains restent individuellement des proies.

Alors que la France, par exemple, s'appuie davantage sur des ensembles régionaux que sur des États (elle travaille beaucoup avec des ONG), la politique d'aide chinoise ignore tous ces outils et repose uniquement sur des relations d'État à État. Dans sa stratégie de pillage organisé, la Chine continue de considérer l'Afrique comme « le continent qui n'existe pas ». Non qu'elle dédaigne le poids diplomatique d'un tel ensemble, mais à condition, la place de l'Union africaine dans les négociations internationales étant somme toute assez symbolique, qu'il demeure une mosaïque balkanisée de cinquante-trois États. La Chine trouve en Afrique les ressources dont elle a besoin (et son marché d'un milliard d'habitants aujourd'hui, de deux milliards en 2050, est un formidable réservoir de consommateurs pour ses produits bon marché), elle manœuvre à sa guise sur un continent riche, mais qui demeure un *no man's land* faute d'un ensemble continental cohérent et crédible. Elle applique une politique décidée unilatéralement, à l'image de ce qui s'est produit avec les pays occidentaux quand ils réunirent la conférence de Berlin, en 1885, à l'issue de laquelle furent édictées les règles du partage colonial de l'Afrique, sans que celle-ci ait son mot à dire.

Le vrai défi pour les dirigeants africains serait de réussir à contourner le bilatéralisme destructurant de ce monstre affamé, prêt à dévorer des proies faibles et isolées.

CHAPITRE IV

La stratégie du monstre affamé

L'expropriation, le dépouillement, la razzia, le meurtre objectif se doublent d'une mise à sac des schèmes culturels ou, du moins, conditionnent cette mise à sac. Le panorama social est déstructuré, les valeurs bafouées, écrasées, vidées.

Frantz Fanon

Dans sa stratégie d'occupation de l'espace africain, la Chine n'ignore pas que, s'agissant de concurrence, les réalités de l'après-guerre froide ont obligé les pays occidentaux à revoir leurs stratégies géopolitiques. Pour diversifier leur approvisionnement pétrolier et moins dépendre du Proche-Orient, ils ont procédé à un véritable retour en Afrique. Ils ont alors constaté qu'il était peut-être déjà trop tard pour contenir l'avance chinoise. La nature a horreur du vide. Confronté aux mêmes problèmes de dépendance énergétique, l'empire du Milieu a capté la source africaine. Dans une démarche prédatrice, il a tissé sa toile avec opiniâtreté, jusqu'à devenir le premier partenaire commercial de l'Afrique.

Ce pays est pourtant le cinquième producteur de pétrole de la planète (5,2 % de la production mondiale en 2008). Mais avec huit millions de barils consommés par jour, soit 10 % de la demande mondiale, il est passé d'une position de pays exportateur, au début des années 1990, à celle de premier importateur mondial. En 2020, plus de 60 % de sa consommation pétrolière et 30 % de son gaz seront importés.

Avec un potentiel énergétique considérable, l'Afrique semble destinée à satisfaire la boulimie chinoise en ressources naturelles indispensables à sa croissance économique. Le continent noir détient 10 % des réserves mondiales de pétrole. Sa part dans l'approvisionnement de la Chine en pétrole est aujourd'hui de 35 %, alors qu'elle n'était que de 9 % en 1995. Le sous-sol de l'Afrique australe (Zimbabwe, Afrique du Sud, etc.) recèle l'essentiel des minerais stratégiques (or, titane, etc.). La Chine s'est donc employée à y faire fonctionner un modèle éprouvé, mis au point par les anciennes puissances coloniales, mais perfectionné par un savoir-faire hérité de son passé et de ses traditions historiques. Les Chinois n'ont pas inventé les échecs. Mais depuis quatre mille ans, ils disposent avec leur jeu de go d'un redoutable exercice de stratégie aux règles très subtiles. Les joueurs placent leurs pions noirs et blancs sur un damier de 361 intersections. Le principe consiste à conquérir ou à contrôler le maximum de territoires. C'est à cela que jouent les Chinois en Afrique contre les anciennes tutelles coloniales. Autrement

dit, l'empire du Milieu y applique une stratégie précise et calculée au détail près, pour bouter l'adversaire occidental hors de l'espace africain. C'est presque réussi, l'épopée africaine de Pékin ressemble à une conquête triomphale.

En quelques années, la Chine a bouleversé l'ordre postcolonial africain. Pour cela elle a mobilisé toutes ses capacités financières et diplomatiques. Après avoir sécurisé ses sources d'approvisionnement, elle s'est lancée à l'assaut du continent tel un tigre sur sa proie. Depuis l'an 2000, ses échanges avec l'Afrique ont été multipliés par dix, deuxième juste derrière les États-Unis, elle occupe aujourd'hui la première place. Il faut dire que son offensive africaine a bénéficié d'un coup de pouce inespéré. Elle doit une partie de sa réussite aux ONG occidentales, qui ont réussi, à la fin des années 1990, à forcer les entreprises pétrolières occidentales à quitter le Soudan (elles étaient accusées de contribuer à la répression brutale, voire au génocide, par Khartoum des populations noires du sud du pays). Un pragmatisme économique bien compris agrémenté d'un cynisme à peine dissimulé a permis à l'empire du Milieu de récupérer, dans tous ces pays en guerre ou sous le joug de gouvernements totalitaires, les marchés délaissés par les Occidentaux. Grâce à l'activisme des influentes ONG occidentales, la Chine est désormais le premier partenaire commercial du continent et son principal bailleur de fonds. Elle peut désormais s'approvisionner à loisir, pour ne pas dire « pomper » en Afrique l'essentiel des ressources naturelles dont elle a besoin.

Pour les plus vieux alliés économiques du continent noir, comme la France, l'heure est au constat des dégâts. Un rapport de deux cents pages consacré à la pénétration chinoise, publié en janvier 2006 par le cabinet BD-Consultants, conclut à la nécessité de prendre des mesures vigoureuses pour sauver la politique africaine de la France. Après avoir pointé du doigt le dynamisme économique chinois, le rapport mentionne que « l'efficacité chinoise contraste avec une relative passivité française [...] ». Sans une vigoureuse réaction visant à remuscler et à redynamiser les diverses facettes de notre présence, la Chine occupera vraisemblablement une place plus importante sur la scène africaine que la France ».

En fait les Occidentaux voient s'ériger, pour la première fois dans l'histoire du monde, un rival hors normes, un boulimique qui lutte pour sortir de sa condition. Depuis cet envol, que d'aucuns qualifient de « miracle chinois », une pléthore de publications a inondé le marché, mélange d'enquêtes bâclées et de diagnostics fallacieux. Médias, gouvernements et milieux universitaires s'efforcent, à coups d'analyses et d'interrogations, de comprendre ou d'expliquer les motivations et les stratégies de Pékin en Afrique. Mais très peu semblent y voir clair, c'est-à-dire imaginer que la préoccupation constante de la Chine est de

savoir si elle aura encore la possibilité de nourrir sa population dans les décennies à venir. Si les Gaulois vivaient dans la hantise permanente et irrationnelle que le ciel ne leur tombe sur la tête, la grande peur du peuple chinois, depuis des décennies, est la famine.

Le spécialiste de science politique Florent Baarsch, présent à la conférence de Copenhague sur le climat, nous rapporte la conversation qu'il a eue avec un jeune membre de la délégation chinoise :

« Très rapidement et même avant la fin de la conférence, les pays du Nord ont accusé la Chine de bloquer le processus et de ne pas vouloir s'engager. La question de la position de la Chine mérite d'être expliquée. Les négociations sur le climat sont un exercice particulièrement compliqué pour deux raisons : la première est qu'il existe beaucoup de préjugés à ce sujet, la seconde que les négociateurs chinois sont très peu accessibles, secrets. Cependant, au cours de la conférence de Barcelone, au mois de novembre, j'ai eu la chance assez exceptionnelle de pouvoir m'entretenir avec un membre de la représentation chinoise. Plutôt jeune, mais déjà parmi les plus importants négociateurs chinois, il est lucide et particulièrement intelligent. Au cours d'une discussion d'une vingtaine de minutes, il m'a été permis de comprendre la vraie nature de ce géant économique oriental.

« Comme il a pris le temps de me le rappeler, la Chine ne fait pas partie de ces pays qui nient l'existence du changement climatique, au contraire. Dans la mesure où elle y est déjà confrontée, elle a tout à fait conscience de cette réalité. De la même manière, le gouvernement chinois est conscient de son rôle de premier émetteur de gaz à effet de serre, devant les États-Unis, bien que mon interlocuteur ait pris le temps de préciser que, depuis 1850, la Chine n'était responsable que d'une mince portion des émissions globales. Fort de cette responsabilité nouvelle, mais également pour échapper à la dépendance du pétrole ou du charbon, les Chinois ont entrepris une lente reconversion énergétique en mettant en place des projets titanesques. À l'heure actuelle, ils sont le premier producteur mondial d'éoliennes. Et bientôt, avec des investissements dans les technologies "propres" bien supérieurs à ceux de l'ensemble des pays développés, ils deviendront le premier pays pour ce qui concerne la puissance installée dans le solaire et l'éolien. La Chine met en route sa révolution énergétique.

« Cependant — bien que des efforts importants soient faits — le changement climatique n'est pas le souci premier du gouvernement chinois. Au cours de cette conversation, ce délégué m'a appris que la préoccupation centrale du gouvernement chinois était la faim. Simplement la faim... Si surprenant que cela puisse paraître pour des habitants de pays développés, la situation alimentaire en Chine n'est

pas stable. Le pays dépend en partie des importations pour nourrir son immense population. Le souvenir des meurtrières famines de 1958 à 1961, et des importants bouleversements politiques qui ont suivi, fait craindre au gouvernement un retour possible à cette période noire, au cours de laquelle entre quinze et trente-six millions d'habitants seraient morts de faim. Dans la mesure où aucun pays n'est alors venu porter assistance à la population chinoise, les élites croient que, dans une situation similaire, nul pays au monde ne les aidera. Aussi toute mesure pouvant constituer un frein au développement de la Chine ou qui serait susceptible d'y déstabiliser la situation alimentaire est perçue comme une possible atteinte à l'équilibre social chinois. Un accord contraignant sur le climat serait de cette nature. À tort ou à raison, ce délégué m'avouait que la totalité des dirigeants chinois avait le sentiment d'être les ennemis de l'ensemble des pays développés. Ils se méfient de ces accords qui pourraient les fragiliser et engendrer cette famine déjà connue et tant redoutée et sonner le glas de leur hégémonie en Asie.

« Les propos de mon interlocuteur ont l'avantage d'être clairs et sans détour. Même si les présidents chinois et américains entretiennent un semblant de convivialité, une absence totale de confiance règne entre ces deux pays et plus largement entre les pays émergents et les pays développés. Ainsi le développement économique et social le plus rapide possible semble être la seule solution acceptable pour le gouvernement chinois. La volonté de se prémunir contre ce qu'ils pensent être la plus grande catastrophe, en l'occurrence la famine, entraîne la Chine dans une spirale de développement à tout-va, où la préservation du climat n'a aucune place. La logique est à l'extrême. »

Il faut dire qu'au cours de ses vingt-cinq siècles d'histoire la Chine a connu plus de mille huit cents famines. Malgré les demi-vérités et les mensonges grossiers de la propagande officielle de l'époque révolutionnaire, on commence tout juste à réaliser l'ampleur de celle qui frappa ce pays entre 1958 et 1961. Les experts de la propagande du Parti affirmaient pourtant : « La Chine a dépassé tous ses records de production. » Pendant ce temps, une politique inhumaine parquait les affamés hors des villes, alors que les animaux du zoo de Shanghai — exhibés à la vue des visiteurs étrangers — étaient, eux, grassement nourris. La plupart des visiteurs, toujours très encadrés, ne pouvaient rien deviner des terribles malheurs que le pays traversait. Comble d'incohérence politique, pendant que des millions d'enfants, de femmes et d'hommes étaient victimes de la faim à l'intérieur de ses frontières, la Chine faisait des dons de denrées alimentaires à l'étranger.

Tout cela se déroulait au cours du « Grand Bond en avant », une utopie meurtrière dont Mao Tsé-toung porte toute la responsabilité. Jusqu'au milieu des années 1950, la République populaire de Chine a copié avec zèle le modèle soviétique. Mao estimait que la Chine pouvait dépasser son rival communiste et atteindre plus rapidement le « stade suprême » de leurs objectifs planifiés. Mao, qui semblait naïvement croire aux contre-vérités de la propagande soviétique, a appliqué en Chine, dès 1956, la réplique du plan quinquennal de Staline de 1929, alors qu'il était démontré que les recettes de ses voisins « pseudo-spécialistes agraires révolutionnaires » et même les méthodes iconoclastes de Lyssenko avaient toutes échoué.

Du jour au lendemain, l'agriculture chinoise, structurée autour de « communes populaires rurales », passa sous le contrôle du gouvernement. L'État achetait des céréales à bon marché et les revendait cher. Grâce aux bénéfices réalisés, la Chine pourrait augmenter sa production sidérurgique et fabriquer le matériel agricole dont elle avait besoin.

L'État confisqua les terres, les biens personnels des paysans et abolit l'argent pour le remplacer par des tickets de rationnement. Tous ceux qui avaient la moindre compétence agricole furent arrêtés sous prétexte qu'ils étaient des adeptes rétrogrades de la science bourgeoise. Avec ses propres « spécialistes » à lui, Mao pensait pouvoir tripler la production céréalière en peu de temps. Ainsi toute la pratique paysanne traditionnelle fut remise en cause dans un pays où neuf personnes sur dix tiraient leur subsistance de la terre et n'avaient aucune idée des « nouvelles méthodes culturelles ».

Cette politique entraîna à la fois la croissance industrielle des centres urbains et une terrible famine dans les campagnes. Dans les communes populaires rurales, sur l'injonction du Parti, une main-d'œuvre inexpérimentée avait occupé tout son temps à la production locale de biens sidérurgiques d'une qualité exécrationnelle, tandis que les récoltes pourrissaient sur pied. Les mois qui suivirent furent meurtriers pour les populations confrontées à l'une des plus graves famines de l'histoire de l'humanité. À l'approche de l'hiver 1958, les réserves étaient épuisées. Au début de la disette, les gens mangeaient de l'herbe, des écorces ou des feuilles d'arbre. Certains avalaient de la boue, d'autres des toiles d'araignée. Dans les bouses de vache, on cherchait des grains de blé qui n'auraient pas été digérés. Jusqu'au jour où il n'y eut plus rien à se mettre sous la dent. La famine s'étendit sur l'ensemble du pays.

Des plaines du Yangzi Jiang aux plateaux du Tibet, toutes les contrées furent touchées. Au dire des spécialistes, le cannibalisme sévit dans cette partie du monde plus que nulle part ailleurs au cours du XX^e siècle. Au total, selon les Chinois qui veulent bien le reconnaître, entre quinze et trente-six millions de personnes périrent, victimes de la catastrophe

politique culturelle du « Grand Bond en avant ». Pourtant, sans état d'âme, les Chinois n'hésitèrent pas à « suggérer » cette calamiteuse recette à l'Éthiopie, un « régime frère ». Les mémoires se souviennent encore des images insoutenables des paysans traqués par la faim et des enfants souffreteux du régime marxiste-léniniste de Mengistu Haile Mariam.

Ce passé terrifiant et traumatique reste gravé dans la mémoire collective des Chinois, bien que le sujet soit tabou et banni de tous les supports de communication officielle. Le secret fut bien gardé et le drame occulté. Les thuriféraires de la Révolution culturelle, d'habitude si prolixes, restèrent évasifs ou étrangement amnésiques sur le sujet. Mais, comme en psychologie individuelle, refouler n'est pas oublier. Quand bien même les autorités chinoises ont réussi à industrialiser leur pays et à sortir leur population de la pauvreté extrême, le spectre de la famine continue de hanter la politique chinoise. La peur de manquer un jour de nouveau des ressources les plus essentielles au fonctionnement de leur pays pourrait bien expliquer la rapacité économique des dirigeants chinois et leur acharnement quasi phobique à vouloir sécuriser leurs approvisionnements. Confiance de l'un d'eux : « Les quelques faits qui perdurent dans nos mémoires sont la mort de Mao Tsé-toung, le 9 septembre 1976, et les années de famine où des millions de personnes moururent en deux ans. » La génération des maoïstes disparaissant au fur et à mesure que le pays s'enrichit, peut-être cette partie de l'histoire deviendra-t-elle plus facile à relater.

Pour l'heure, cette expérience doit inciter les Africains à plus de prudence devant certaines images propagandistes agitées aujourd'hui par l'empire du Milieu. Il convient de garder les pieds sur terre. Les résultats tant vantés du « miracle économique » chinois, malgré le recul de la pauvreté, n'ont guère augmenté les revenus urbains que de 14 % en moyenne et en accentuant les inégalités. La Chine n'est pas encore un pays développé.

Sa population dans son ensemble a certes bénéficié du véritable décollage économique enregistré à partir de 1978. En vingt-cinq ans, le revenu par habitant a fortement augmenté, puisqu'il était, selon la Banque mondiale, de cent quatre-vingt-dix dollars en 1978 et de mille dollars environ en 2004. C'est ce qui a permis à quatre cents millions de Chinois de sortir de l'extrême pauvreté. Réservés à l'élite pendant un temps, le réfrigérateur, le vélo et le téléphone sont devenus des biens de consommation courante pour des centaines de millions de personnes. Globalement, la consommation moyenne de calories par habitant a progressé au moins d'un tiers en un quart de siècle. Ce qui n'est pas sans expliquer l'allongement de l'espérance de vie. La Chine n'en reste pas moins un pays pauvre : près de la moitié de sa population vit

encore avec moins de deux dollars par jour ; le revenu moyen reste à des années-lumière de celui des pays occidentaux (il est trente fois inférieur à celui d'un Français, quarante fois moins élevé qu'aux États-Unis) ; la masse démographique exponentielle de ce pays et de récurrents déséquilibres régionaux sont autant d'obstacles qu'il lui faudra surmonter.

L'introduction du capitalisme selon une procédure qui était censée réduire les inégalités sociales a plutôt accentué les clivages entre des individus qui se sont rapidement enrichis et la majorité des Chinois qui continue de vivre dans les limites de la décence matérielle. Le géant asiatique compte aujourd'hui cinquante millions de nouveaux riches (un million de millionnaires en dollars) et deux cents millions de gens aisés. Mais ceux-ci côtoient plus d'un milliard de pauvres dans une cohabitation lourde de tensions. Les revenus des plus riches s'envolent comme sur une fusée et les hissent à la deuxième place du monde, tandis que ceux du peuple progressent à la vitesse de l'escargot. Des données du FMI publiées le 21 avril 2010 situaient le revenu moyen de la population chinoise, en 2009, à la cent neuvième place mondiale — étrange performance pour un pays considéré comme l'un des géants de la planète. Si l'organisation du marché intérieur d'un pays est la même pour tous, quel que soit le niveau de richesse (ou de pauvreté), elle n'aura pas de sens pour les gens ordinaires. Or les conditions de vie des populations chinoises sont justement caractérisées par de bas revenus et le manque de protection sanitaire, alors que les prix de l'immobilier et des produits de consommation flambent. Et cela ne les met pas à l'abri de taxes toujours plus élevées. Les Chinois eux-mêmes se demandent où les mènera une telle situation.

Il n'y a donc pas encore lieu de pavoiser devant le « grand saut en avant » chinois. Un spécialiste de la question, Jacques Van Minden, nous restitue l'image réelle de ce pays : « Il y a toujours en Chine neuf cents millions de paysans, quatre cents millions de citadins ou plus (ceux-là ne sont pas répertoriés). Il y a cent millions de migrants (des enfants multiples...). Quoi qu'il en soit, ils sont là et le problème c'est qu'ils mangent, et l'on sait, une fois écartés les déserts et les montagnes, qu'il n'y a que 14 % de terres cultivables en Chine, où faire pousser des légumes et élever des animaux... On a également aujourd'hui — les sources sont confirmées — cinquante millions de nouveaux riches [...] et deux cents millions de gens aisés. La cohabitation interne entre les riches et les pauvres crée de grandes tensions. On ne sait pas où ça s'arrêtera. À présent cela a été contrôlé à la chinoise, un peu brutalement. »

Cette promiscuité entre nouveaux riches et « extrêmement pauvres » est un maillon faible d'une société potentiellement exposée à des « sursauts

contre-révolutionnaires » de toute sorte. L'histoire de la Chine est rythmée par des révoltes populaires contre l'empereur. Certains de ces mouvements ont réussi à renverser des dynasties puissantes. Et depuis des siècles, tout dirigeant de ce pays s'en méfie : la sagesse autant que l'expérience historique lui commandent de trouver les moyens d'éviter l'étincelle qui provoquera l'explosion fatale. Sur la brèche quand il s'agit d'assurer l'approvisionnement énergétique du pays et d'échapper au piège de la dépendance étrangère, il édulcore son discours et se trouve comme par miracle des liens de « parenté » avec les Africains. Lors du sommet Chine-Afrique, qui s'est déroulé à Pékin du 3 au 5 novembre 2006, Hu Jintao, le numéro un chinois, a ouvert la séance par ces mots : « La Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique. »

L'ouverture de la Chine aux étudiants africains fut le premier signe de rapprochement concret, mais par le haut. Les autorités chinoises n'offraient de bourses presque exclusivement qu'aux enfants des élites africaines. Ces privilégiés sont généralement les fils de personnes importantes ayant rendu des services à l'empire du Milieu (ou qui sont susceptibles de lui en rendre), à savoir des diplomates, des hommes d'affaires, des policiers, des journalistes soudoyés, etc. La presse de plusieurs pays africains n'a pas tardé à condamner cette pratique, assimilée à une tentative de manipulation machiavélique. Depuis, sans totalement rompre avec ses vieilles habitudes et surtout dans le but d'apaiser les esprits, la Chine a élargi l'éventail d'octroi de ses bourses.

Ces aides sont dispensées entre autres par des instituts Confucius et financées par le Parti. Les livres scolaires sont rédigés par le Parti et les professeurs doivent tous en être membres. Les responsables politiques chinois fabriquent ainsi, à l'insu des Africains, des hommes dévoués à leur cause, qui leur serviront plus tard d'outils stratégiques dans le secteur de la diplomatie voire des relations publiques. Cependant, fausse note de taille, la vie des étudiants africains en Chine n'est pas toujours idyllique. Loin s'en faut. Beaucoup l'assimilent à une excursion vers l'enfer. Au cours des dernières décennies, la présence de Noirs dans les grandes villes du pays a suscité des réactions violentes de la part des populations. En Chine, le mot pour décrire les Noirs est *heiren*. *Hei* veut dire « noir, sombre, et illégal ». Un étudiant africain raconte : « Cela fait des années que la communauté africaine en Chine demande au régime de Pékin de changer ce mot, qui a des connotations négatives, espérant changer la mentalité des Chinois envers les Africains, mais sans succès. C'est une humiliation permanente. »

La plupart des Chinois véhiculent les pires clichés sur les Noirs, plus spécialement sur les Africains. L'ignorance y est pour beaucoup. Dans certains endroits reculés de Chine, les populations n'ont jamais vu

d'autres types humains que le leur. Certains n'arrivent même pas à imaginer qu'il puisse exister d'autres peuples sur terre. Un étranger qui n'a pas le type asiatique y sera traité comme une curiosité ; un homme à la peau noire va susciter autant de curiosité que de peur et de rejet. Les habitants de ce pays plusieurs fois millénaire, longtemps muré dans ses terres et son silence, n'avaient que très rarement croisé des individus d'autres « races », du moins jusqu'aux débuts de la « coopération Chine-Afrique ». Depuis, chaque année, un grand nombre de Chinois émigrent vers l'Afrique, tandis que de nombreux étudiants et une poignée d'Africains, commerçants ou autres, s'installent en Chine. La situation des habitants des grandes villes est donc très différente : ils sont en contact permanent avec les étrangers de toutes origines, la méchanceté et la bêtise dont ils font preuve sont tout simplement incroyables. Une fois passé l'effet de surprise et de curiosité, ceux-là se forgent une opinion faite de clichés et de réactions épidermiques clairement racistes envers les Africains.

Cette attitude est en fait à géométrie variable : s'ils méprisent les Africains chez eux, ailleurs ils se battent pour « devenir Noirs ». En Afrique du Sud, le 18 juin 2008 n'aura pas été un jour comme les autres pour les deux cent mille Sud-Africains d'origine chinoise. Une décision de la Haute Cour de Pretoria faisait des Chinois d'Afrique du Sud une catégorie classée « population noire ». Ils peuvent désormais, en vertu de la loi, bénéficier de la discrimination positive, par exemple acheter des actions à des prix préférentiels ou accéder en priorité à des postes de haut niveau dans le monde des affaires. Pour obtenir ces avantages, la diaspora chinoise s'est battue pendant huit ans.

Régulièrement, des manifestations réunissent des milliers de personnes pour protester contre la présence des étudiants africains sur le sol chinois. En 1988, l'université de Nankin connaissait des insurrections populaires au cours desquelles les Chinois ont molesté des étudiants africains et, par milliers, sont descendus dans les rues en scandant : « Mort aux diables noirs ! » ou « Mort aux chiens noirs ! » L'insulte canine n'est pas nouvelle. Apprenant qu'il en avait été la cible, le général de Gaulle avait déjà marqué son étonnement d'être « traité de chien par un Pékinois ». Mais c'était aux beaux jours de la Révolution culturelle et pour des raisons politiques. Ici les manifestants ont pris prétexte de coups mortels portés contre un étudiant chinois, mais ils reprochaient surtout aux Africains leur succès auprès des jeunes filles. Dans de nombreux cas, des Noirs fréquentant des Chinoises sont tout simplement arrêtés et accusés de viol.

Dans la Chine d'aujourd'hui, on s'arrange de leur présence notamment à Canton (Guangzhou), dans le sud du pays, à deux heures de train de Hongkong. Près de cent mille Africains (officiellement) y ont durablement élu domicile ou sont de passage. Baptisé « Chocolate

City », le quartier noir est situé dans une zone de dix kilomètres carrés. On y parle ibo, wolof ou lingala. Les Africains s'y rendent généralement pour leurs approvisionnements en gros. C'est un marché où se négocient des produits d'industrie légère. Pour les commerçants noirs, vivre en Chine n'est pas vraiment une sinécure. Il suffit d'écouter Vincent, Nigérian installé dans le pays depuis cinq ans, pour s'en convaincre : « Même si c'est pire en Indonésie ou en Malaisie, on entend toujours des insultes fuser, comme "diable noir". Dans les transports en commun, les gens se bouchent le nez et parfois, dans la rue, les enfants fuient à mon approche. Il faut vivre avec. » D'autres situations ne sont pas moins humiliantes, comme celle décrite par Jean-Bedel, un étudiant congolais : « À l'hôpital, pour la moindre fièvre, les médecins te prélèvent un nombre inhabituel de tubes de sang et pratiquent systématiquement un test HIV. C'est un comportement qu'ils n'ont pas vis-à-vis de leurs compatriotes. Ils mettent aussi très précautionneusement des gants avant de pratiquer tout examen. Et ce uniquement avec les Noirs. » M. Barry, résident africain de « Chocolate City », ajoute : « La population africaine a diminué. Avant, les Africains avaient des visas valables pendant un an avec entrées multiples et durée de séjour illimitée. En 2008, juste avant les jeux Olympiques de Pékin, les autorités ont voulu faire place nette. Elles ont complètement cessé de renouveler les visas sur place. Il fallait rentrer dans son pays pour renouveler un visa d'affaires. » « Les rafles ont recommencé », raconte un autre résident. Témoignage de M. Kabba : « Ma femme a ouvert sa porte à la police pour un contrôle de visas, mais c'est moi qui avais les papiers. Les policiers ont commencé à crier sur mes enfants qui pleuraient. On leur a dit qu'ils iraient en prison, alors que ma famille est enregistrée auprès des services de l'immigration. Ils savent que nous sommes en règle. »

De nos jours, dix mille Africains étudient à Pékin, dans le cadre du Fonds de développement des ressources humaines pour l'Afrique, créé par le gouvernement chinois. Mais cette « générosité » n'impressionne plus les Africains qui savent à quoi s'en tenir. Par exemple, dans un article de *Courrier international*, daté du 18 juillet 2008, Céline Allemand rapporte qu'en totale contradiction avec le slogan officiel des Jeux — *One World, One Dream* — les autorités chinoises avaient planifié secrètement l'interdiction des bars de la capitale aux Noirs et aux autres populations classées « socialement indésirables ». Les propriétaires de bars situés dans le centre de Pékin ont déclaré au quotidien *South China Morning Post* qu'ils avaient dû, sous la contrainte du Bureau de la sécurité publique, signer un document dans lequel ils promettaient de ne pas laisser entrer les Noirs dans leurs établissements. L'un d'eux, qui a souhaité conserver l'anonymat, a confié au journaliste : « Des responsables du Bureau de la sécurité publique sont

venus ces jours-ci, en civil, pour me demander de ne pas servir les Noirs et les Mongols. »

Quelques mois auparavant, la police pékinoise avait déjà lancé une opération d'envergure contre les Noirs fréquentant le district de Sanlitun, le quartier des expatriés de Pékin où se concentrent les bars occidentaux.

Le document qu'ont dû signer les tenanciers de ces bars ne se limitait pas à l'interdiction de servir les Noirs. Ils devaient également promettre de suspendre, le temps des Jeux, certaines activités telles que la danse ou les concerts. Fait symptomatique, ils ont pu conserver des copies de ce document, à l'exception des pages concernant l'interdiction de servir les Noirs. Manifestement, les autorités se sont méfiées des accusations de racisme qu'aurait pu déclencher la révélation de telles mesures. Les Africains sont aujourd'hui victimes « d'acharnement ». Dans un article du 6 octobre 2009, sur french.news.cn, Mme Mo Lian, directrice adjointe de la division de l'administration de contrôle d'identité aux frontières du département provincial de la sécurité publique du Guangdong, reconnaît que « 70 % des étrangers détenus l'année dernière pour immigration illégale et expiration de visa étaient des Africains. Au premier semestre 2009, la proportion s'est élevée à 77 % ».

Tout cela ne semble pas préoccuper les « partenaires » de la Chine-Afrique, particulièrement les autorités chinoises qui font mine d'ignorer la question. Pour l'empire du Milieu, outre son potentiel énergétique, l'Afrique c'est aussi cinquante-trois États qui, par leurs votes, peuvent exercer une influence majeure sur les décisions des organisations internationales et devenir un soutien stratégique parfois décisif. La Chine a renforcé la réorientation de sa politique internationale vers l'Afrique quand il lui a fallu rompre son isolement après les événements de la place Tian'anmen, en juin 1989, et trouver une parade au feu de critiques qu'elle a dû alors essuyer de la part des pays occidentaux. Aujourd'hui, le soutien africain lui est d'autant plus essentiel qu'elle travaille à consolider sa position aux Nations unies, que la réforme de cet organisme et l'entrée possible du Japon au Conseil de sécurité risquent de soulever la problématique de la définition de zones économiques exclusives, qui l'opposent au Japon en mer de Chine, et que les questions de Taïwan et du Tibet restent posées.

Non seulement l'Afrique compte pour plus d'un tiers des effectifs de l'ONU, mais elle connaît depuis le début du XXI^e siècle une croissance économique annuelle supérieure en moyenne à 5 %, ce qui lui donne toujours plus de poids dans le reclassement géopolitique mondial en cours. Elle est au cœur des préoccupations sécuritaires des grandes puissances et de la compétition pour l'accès aux ressources minérales et

aux hydrocarbures. Tous ces facteurs ont favorisé son intégration dans l'univers de la mondialisation. Mais l'Afrique saura-t-elle adopter la politique cohérente que son nouveau statut appelle ou se contentera-t-elle de changer de prédateur, prenant appui sur l'un, la Chine, pour faire la nique à l'autre, les Occidentaux, juste parce que ceux-ci furent pendant longtemps ses fossoyeurs, esclavagistes et colonialistes ? Saura-t-elle éviter que toutes ses actions futures ne soient qu'une façon d'échapper à l'emprise de ses bailleurs de fonds traditionnels, à un moment où ceux-ci conditionnent leurs aides à une démocratisation de ses régimes politiques ?

Il est indiscutable que les besoins énergétiques d'aujourd'hui dessinent la géopolitique de demain et que la Chine et l'Occident seront amenés à convoiter plus que jamais les matières premières du sol et du sous-sol africains. Dans cette compétition, les pays du continent noir ont plus d'un atout dans leur jeu. Encore gagneraient-ils à abandonner toute stratégie victimaire ou revancharde à propos du passé, qui ne les mènerait à rien qu'à la satisfaction ambiguë d'avoir cocufié les Occidentaux par une nouvelle idylle rivale.

CHAPITRE V

La prédation économique par « deal non regardant »

Peu importe que le chat soit gris ou qu'il soit noir, l'essentiel est qu'il attrape la souris.

Deng Xiaoping

L'engagement des Chinois en Afrique se fait sans état d'âme, par un immoral « deal non regardant ». C'est une occasion inespérée offerte aux régimes autoritaires en place pour se débarrasser du manteau de Nessus que représentent à leurs yeux les conditions imposées par les Occidentaux. Kenneth Roth, directeur de Human Rights Watch, le résume en ces termes : « La politique étrangère de la Chine est délibérément agnostique. Reflétant la manière dont elle voudrait elle-même être traitée. Pékin adhère à une politique de non-ingérence, qui lui permet de commercer et d'investir sans se soucier de savoir si son partenaire est un démocrate ou un tyran. »

Déjà, chez lui, l'empire du Milieu n'est pas soucieux de bonne gouvernance et entretient des élites corrompues et oppressives. Mi-octobre 2012, les autorités chinoises ont censuré une enquête du *New York Times* portant sur la famille du Premier ministre Wen Jiabao. Bien que ce chef de gouvernement aime à rappeler ses origines modestes, il est établi qu'il fait partie des premières fortunes de son pays. La provenance subite de ce patrimoine soulève beaucoup de questions.

Sa mère était une simple institutrice du nord de la Chine et son père un éleveur de porcs pendant les dures périodes des campagnes maoïstes de travail forcé. Pourtant Wen Jiabao possède aujourd'hui une fortune estimée à trois milliards de dollars. Dans de nombreuses affaires en Chine, les noms de ses proches se dissimulent derrière plusieurs paravents et des vecteurs d'investissement impliquant des amis, des collègues de travail et des associés. La famille de Wen Jiabao possède des intérêts dans des banques, des bijouteries, des stations touristiques, des compagnies de télécommunication et des projets d'infrastructure, en recourant parfois à des entités offshore. Son frère cadet, qui possède une entreprise de traitement de déchets, a bénéficié de plus de trente millions de dollars de contrats attribués par l'État. Son épouse, Zhang Beili, surnommée « la reine des diamants » par le *New York Times*, a fait fortune dans les pierres précieuses, secteur pourtant strictement régulé par l'État.

Ces informations présentent une étrange similitude avec celles que

l'on recueille si souvent sur les dirigeants africains et leur entourage. Non seulement les Chinois sont coutumiers de ces pratiques, mais ils les exportent. *Jeune Afrique* rapporte que la société publique Nuctech, liée à Hu Haifeng, le fils du président Hu Jintao, aurait participé à des détournements de fonds en Namibie pour une somme évaluée à 12,8 millions de dollars. C'est la commission anticorruption (ACC) du pays qui a dévoilé l'affaire en juillet 2011. Cet argent devait initialement servir à l'achat de détecteurs de sécurité par la Namibie. Mais il a été retrouvé sur le compte d'une autre société, Teko Trading, avant de servir à l'achat de maisons, de belles voitures ou encore à l'approvisionnement d'un compte privé. Encore en cours d'instruction à Windoeck, ce dossier ravive les critiques des Occidentaux sur le comportement des Chinois en Afrique. En ligne de mire, notamment, l'opacité des prêts gouvernementaux, particulièrement ceux attribués au Nigeria et à l'Angola. En République démocratique du Congo, le fameux « deal infrastructures contre minerais » a été dénoncé par les institutions de Bretton Woods.

« La pratique de la corruption, consubstantielle au système politique chinois, rencontre en Afrique un champ d'application nouveau », explique Valérie Niquet, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il est notamment reproché aux compagnies pétrolières de recourir aux pots-de-vin pour décrocher des permis d'exploration et de production. « Leurs méthodes sont les mêmes que celles des majors occidentales », estime néanmoins Ricardo Soares de Oliveira, chercheur associé à l'université de Cambridge. Les commerçants africains et libanais accusent leurs concurrents venus de l'empire du Milieu d'arroser les fonctionnaires pour minimiser leurs droits de douane ou obtenir des marchés. Devant l'avalanche des critiques, les autorités de Pékin « appellent » leurs ressortissants à respecter les règles en vigueur en Afrique, tandis que les dirigeants africains se taisent.

En fait tout rapproche les dirigeants chinois de la plupart des caciques des régimes africains en place. Aussi, dans leur approche socio-économique et politique du continent noir, les Chinois estiment que la démocratie à l'occidentale et ses exigences de moralité ne sont pas faites pour l'Afrique. Et que, pour l'heure, celle-ci devrait s'occuper de problèmes plus urgents pour lesquels eux, Chinois, détiennent les véritables solutions. Au cours de sa visite au Nigeria, en avril 2006, le président Hu Jintao déclarait devant les parlementaires de ce pays : « L'Afrique a de riches ressources et un grand potentiel de marché, tandis que la Chine a accumulé au cours de sa modernisation une expérience profitable et des techniques pratiques. La coopération sino-africaine a donc de vastes perspectives. »

Selon Pékin, c'est cela la priorité pour les États africains. Les Chinois ont une histoire de deux mille cinq cents ans d'obéissance envers des pouvoirs centraux. Ils n'exigent pas de leurs dirigeants une gouvernance vertueuse, comme le veulent les démocraties modernes occidentales. De nos jours, peu d'historiens ignorent ou ne veulent pas se souvenir que la Chine a tenté une expérience démocratique. En février 1923, la première et unique élection démocratique qui se soit jamais déroulée dans ce pays avait consacré la victoire du président Tsao Kun dans des conditions plus que douteuses. Au lendemain de sa victoire, le Président était devenu l'otage de ceux qui l'avaient aidé à manipuler le scrutin. Sans expérience ou compétence dans la gestion de la chose publique, des militaires et des concubines, sortis de nulle part, furent récompensés par des postes juteux de « conseillers spéciaux ».

Cette page de leur histoire a laissé un goût amer aux nombreux Pékinois qui s'en souviennent. Depuis, la plupart des Chinois pensent qu'un tel système ne peut prospérer chez eux. Pour eux, la démocratie est synonyme d'échec. Par conséquent, la Chine entend participer au développement des pays africains sans leur indiquer une quelconque voie politique à suivre. Elle espère seulement que les dirigeants du continent noir retiennent qu'elle a créé un modèle de développement efficace et pragmatique, taillé sur mesure pour eux et fondé sur une séparation imperméable entre objectifs économiques et réformes politiques.

Elle-même, d'ailleurs, bien qu'elle véhicule l'image d'une nation autoritaire, est un pays ouvert au développement économique et au progrès technique. Son dirigisme, plutôt que d'être un handicap, n'est-il pas à l'origine d'une formidable croissance ? Ce pays, qui n'avait pas plus de deux personnes dans le bureau du FMI à Pékin, n'a-t-il pas refusé pendant longtemps de suivre les prescriptions libérales du monde occidental et rejeté tous les appels à l'ouverture de son compte de capital ? La Corée du Sud, qui a suivi le chemin inverse, ne s'est-elle pas retrouvée plongée dans la plus grande crise financière asiatique en 1997 ? La Chine se vante aujourd'hui d'avoir tiré de la pauvreté, en un quart de siècle de réformes économiques, plus de quatre cents millions de personnes. Elle est devenue le plus grand pays exportateur de capitaux, avec deux mille quatre cents milliards de dollars de réserves extérieures, sans compter son fonds d'investissement doté de deux cents milliards de dollars et les actifs de ses grandes entreprises à l'étranger.

Ce sont ces exemples agités par l'empire du Milieu qui constituent un argument de taille, permettant à une bonne partie de l'élite africaine d'affirmer que la démocratie à l'européenne n'est pas l'unique chemin qui mène au développement économique et social. « Je pense que les Occidentaux auraient tort de croire qu'il leur suffit d'acheter la bonne

gouvernance en Afrique..., nous dit l'ancien président éthiopien Meles Zenawi. Ce que la Chine a réalisé taille en pièces cette illusion. Elle [la Chine] ne met nullement en danger les réformes de bonne gouvernance et la démocratisation en Afrique. Car seuls ceux qui [comme la Chine] ont privilégié une croissance endogène avaient des chances de réussir » (*Financial Times*, 5 avril 2007). Du coup les thèses et les actions des bailleurs de fonds traditionnels occidentaux se trouvent discréditées, d'autant que, par le passé, ils n'ont servi à l'Afrique que des recettes incapables de répondre aux défis de son développement.

La Chine de son côté, invoquant toujours un principe de solidarité, présente sa coopération avec les pays africains comme une forme de partenariat entre nations en retard et historiquement dominées. Cela lui permet de financer plusieurs régimes qui ne satisfont pas aux conditions internationales d'octroi de prêts, et où corruption et violations des droits de l'homme sont devenues un mal endémique. Elle fait fonctionner en Afrique une arme redoutable dont elle seule détient le contrôle : la plus massive manne financière jamais déversée sur le continent.

Un véritable financement des innombrables projets en cours est certes nécessaire à la relance du processus de développement et à l'amélioration du bien-être des populations africaines. Mais leurs dirigeants y ont jusqu'ici fait preuve d'une singulière incapacité à assurer une véritable gouvernance saine et transparente. Toute manne financière a toujours été monopolisée par ces oligarchies autoritaires ou semi-autoritaires. Les Chinois n'ont fait que renforcer le phénomène. Durant ces trente dernières années, par exemple, le Nigeria a tiré de son pétrole des recettes estimées à près de deux cent quatre-vingts milliards de dollars. Cet argent a été en grande partie détourné par ses minorités gouvernantes, corrompues et maffieuses, qui ne se soucient nullement des dizaines de millions de démunis et de laissés-pour-compte, dans un pays au bord de la déliquescence. En déclarant : « Nous ne pensons pas que les droits de l'homme doivent se situer au-dessus de la souveraineté », les Chinois ne laissent à ces populations aucun espoir que rien ne change et que leur calvaire prenne fin.

La politique de « deal non regardant » du nouveau venu asiatique offre soutien et protection politique internationale à leurs dirigeants. Elle sape les maigres résultats enregistrés dans la lutte contre la pauvreté et ôte toute efficacité aux pressions exercées par la communauté internationale pour une bonne gouvernance. Les efforts d'intégration des pays africains à l'économie planétaire se trouvent ainsi annihilés sur un continent englué dans ses mauvaises habitudes d'endettement et de chômage, alors que, jusqu'à l'arrivée des Chinois, les Européens, les Américains et les institutions internationales accompagnaient leur politique de coopération de mesures visant à pallier la crise de la dette

des pays concernés, avec plus ou moins de bonheur il est vrai, en appliquant les principes du « consensus de Washington » (FMI, Banque mondiale).

Dès la conférence de Bandung en 1955, la Chine présentait la clé de voûte de sa politique extérieure vis-à-vis des pays en voie de développement. Celle-ci reposait sur les « cinq principes de coexistence mutuelle », à savoir :

- 1) respect de l'intégrité territoriale ;
- 2) refus de l'agression ;
- 3) non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ;
- 4) égalité et bénéfice mutuel ;
- 5) coexistence pacifique.

Ces principes sont « une manière de faire du business », comme le dit le ministre rwandais des Finances, M. Donald Kaberuka, qui cachent en réalité une inédite politique de « deal non regardant ». Les ONG dénonçaient déjà des pratiques occidentales suspectes en Afrique. Les Chinois, qui ont bien retenu la leçon, les ont « perfectionnées »... en pire. Ce qui est ainsi résumé par M. Douglas Steinberg, responsable sortant du programme angolais de Care : « Les conditions d'octroi des crédits chinois donnent beaucoup plus de possibilités à l'Angola, comparées aux exigences fixées par d'autres accords, en premier lieu ceux passés avec le Fonds monétaire international. En fait, cela permet aux autorités gouvernementales de ne pas pratiquer la transparence. »

La Chine cible en Afrique des zones particulièrement rentables en matières premières. Les régimes en place obtiennent alors des ressources financières qu'ils n'auraient jamais pu avoir, sans procéder aux réformes démocratiques imposées par la communauté internationale. Ainsi l'empire du Milieu est-il le seul pays non africain à entretenir des relations économiques avec le Zimbabwe. Le très contesté dictateur Robert Mugabe parvient à se maintenir au pouvoir grâce à ce genre de soutien. Pékin finance sa police, son armée et rémunère l'élite au pouvoir pour éviter des dissidences qui grossiraient les rangs de l'opposition, tandis que, dans le même temps, les États-Unis imposent des sanctions économiques à ce pays et que l'Union européenne interdit de séjour cent trente et un dirigeants zimbabwéens pour manquements aux droits de l'homme et à la démocratie.

Comme le souligne Valérie Niquet, « Pékin utilise sa condition de membre du Conseil de sécurité de l'ONU pour offrir des garanties politiques à des régimes corrompus. La Chine a beau jouer sur la fibre tiers-mondiste, cette pratique rappelle les stratégies que les pays occidentaux avaient mises en place juste après la décolonisation ; elle retarde les évolutions démocratiques nécessaires en Afrique ». Alors que l'Afrique gagnerait à s'inscrire dans le respect de règles de coopération

conditionnées à des réformes de structure. Elles seules permettraient le renforcement des institutions étatiques nécessaires au développement durable d'un pays. Mais le partenaire non regardant qu'est la Chine ne se préoccupe pas des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Pékin juge même cette approche paternaliste, voire misérabiliste. Sans doute parce que l'absence de concurrence avec des multinationales occidentales dans des pays jugés corrompus est tout à son avantage : elle lui offre la possibilité d'y faire plus de profits encore.

Le FMI exigeait de l'Angola une plus grande transparence dans la gestion de ses revenus pétroliers. Il proposait son aide à condition que ce pays, qui est l'un des plus corrompus d'Afrique, élimine les pots-de-vin et s'assure que les revenus pétroliers aillent à des programmes sociaux. C'était sans compter avec la Chine. Disposant d'une énorme réserve de change depuis 2008, l'empire du Milieu concurrence maintenant en Afrique le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. C'est un prêt chinois de deux milliards et demi de dollars qui allait permettre au président Eduardo Dos Santos de mettre à la porte la délégation du FMI chargée de cette mission d'assainissement et de bonne gouvernance. En cinq ans, grâce à l'aide sans condition de la Chine et à la flambée du cours du pétrole, l'Angola a engrangé cent milliards de dollars et affiche l'un des taux de croissance les plus élevés du monde, estimé à 25 %. Cet exemple est d'autant plus préoccupant que le « deal non regardant » chinois enrichit un peu plus les dirigeants corrompus de ce pays. Il leur permet de s'accrocher à leurs privilèges en ignorant toutes les règles du jeu démocratique. Mais, si les autorités angolaises trouvent leur compte dans la « Chinafrique », les politiciens de l'opposition, qui ne reçoivent ni pots-de-vin ni petits cadeaux, ne décolèrent pas, et les travailleurs ne touchent que des salaires de misère pour des tâches accomplies dans des conditions proches de l'esclavage. Il n'est donc plus exclu que ce pays, à peine sorti d'une longue guerre civile, ne retombe dans la violence, la Chine ayant permis à sa classe dirigeante de se soustraire aux critiques et à l'arbitrage de la communauté internationale, et de s'accrocher à un pouvoir sans partage.

Le Soudan, autre pays à régime dictatorial, était sous le coup de sanctions internationales durant une guerre civile meurtrière. Sans états d'âme, Pékin s'y était taillé la place de premier investisseur (quatre milliards de dollars). Selon le Rapport d'Amnesty international de 2006 (Marie-France Cros) : « Pékin n'a pas d'états d'âme. Quand le gouvernement soudanais, entre 1999 et 2001, déplace par une politique de terre brûlée des centaines de milliers de civils dans les zones pétrolières [...] pour y laisser le champ libre aux entreprises, la Chine n'en a cure, tandis que les sociétés occidentales — comme la canadienne Talisman, qui a dû quitter le Soudan après une campagne

d'ONG de son propre pays — sont soumises à une forte pression dans leurs pays. » Aujourd'hui, le Soudan fournit 7,5 % des importations totales de la Chine. En contrepartie, les royalties versées à ce pays, que la communauté internationale interpelle pour génocide, lui ont permis d'acheter des armes chinoises pour réprimer les populations du Darfour dans le sang. Grâce à la politique chinoise, le chef de guerre Umar al-Bachir — sous le coup d'un mandat d'arrêt international — consacre 60 % de ses recettes pétrolières aux dépenses militaires.

L'offensive chinoise sur le continent est plus un facteur d'instabilité qu'une entreprise de développement. L'empire du Milieu a fortement contribué à alimenter les conflits par sa coopération militaire et ses ventes d'armes. Il est à l'origine non seulement de l'extension du conflit soudanais, mais aussi des troubles dans les régions frontalières entre le Tchad et le Centrafrique. Selon certaines estimations d'experts sur la question, la violence armée fait perdre à l'Afrique dix-huit milliards de dollars par an, soit à peu près le montant annuel de l'aide au développement pour l'ensemble du continent. La faible réglementation du commerce des armes — faille dans laquelle s'est engouffrée la Chine — freine le développement socio-économique de nombre de pays africains. Un conflit armé y entraîne généralement une baisse de l'activité économique d'environ 15 %. L'instabilité sociale, à quoi s'ajoute la criminalité qui en découle, décourage les investisseurs traditionnels. En Chine même, une politique répressive des médias, le contrôle de l'internet et l'encadrement des associations contestataires privent les ONG des relais et des moyens qui leur permettraient de dénoncer la responsabilité chinoise dans ces calamités que subit l'Afrique.

Régulièrement, l'empire du Milieu insinue que, si les pays occidentaux diabolisent ses activités sur le continent noir, c'est uniquement qu'ils cherchent à y freiner sa montée en puissance économique. Pour se donner bonne conscience, il fait croire que les puissantes ONG occidentales et leurs partenaires locaux sont à la solde de Washington. Et sans doute les critiques que les démocraties occidentales adressent à la Chine seraient-elles plus crédibles si elles s'appliquaient également à tous les États, et surtout à leurs alliés les plus douteux. Ce manque de cohérence, cette dissonance entre la rhétorique occidentale sur les droits de l'homme et certaine complaisance à l'égard de dictateurs « amis », ouvre un boulevard à la realpolitik chinoise. Plus profondément, au dire des plus éminents sinologues, le comportement politique de la Chine plongerait ses racines dans des préoccupations philosophiques anciennes. Les érudits mandarins de l'empire du Milieu ne croyaient pas que la nature obéisse à des lois. Les Chinois constatent le

fonctionnement du monde, sans lui chercher d'explications causales ou mécanistes. De là viendrait que les Chinois aient la réputation, contrairement aux Occidentaux, d'être plus « empiriques » que « théoriques ». Pour la Chine, tenter de fonder des relations internationales sur un socle minimal de respect des droits de l'homme est illusoire. Ceux qui s'en réclament sont des naïfs ou des hypocrites. Aussi, lorsque ses intérêts économiques sont en jeu, s'accommode-t-elle parfaitement de « génocides ». C'est dans cette logique qu'elle a fortement œuvré en 2004 pour dénaturer la résolution 1567 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le génocide du Darfour, que « même » George W. Bush dénonçait sans nuances.

Il en sera toujours ainsi : la Chine fera automatiquement — à la demande des autorités de « pays amis » — usage de son droit de veto contre tout projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui condamne ouvertement des régimes prédateurs et criminels.

Toutefois, il arrive que la pression exercée par les bailleurs de fonds internationaux réussisse à imposer un peu de morale au « deal non regardant » Chine-Afrique. À Lobito (Angola), par exemple, un contrat de raffinerie chinoise de trois milliards de dollars a été dénoncé après que le bruit eut couru que deux milliards de dollars avaient disparu des caisses des crédits chinois. (L'association britannique Global Witness avait averti que deux milliards de dollars de crédit accordés à Luanda par la banque publique chinoise Exim Bank risquaient d'être détournés.) Officiellement, cette somme avait été allouée pour rebâtir les infrastructures angolaises détruites par trente ans de guerre civile. En échange, la Chine recevrait dix mille barils de pétrole par jour. Or une partie de ces deux milliards a été effectivement détournée au profit de la propagande gouvernementale pour les élections générales de 2006. Le 9 décembre 2004, M. Antonio Pereira Mendes De Campos, intermédiaire connu dans le milieu des affaires, était prié de quitter son poste de secrétaire du conseil des ministres manifestement victime de la pression chinoise. Que Pékin ait dû enfreindre une règle essentielle de sa stratégie de conquête des marchés africains, à savoir la non-interférence avec les affaires intérieures des pays ciblés, n'a pas manqué de réjouir la plupart des ambassades occidentales à Luanda. À l'affût de ce genre d'impairs, elles en avertissent immédiatement leurs capitales respectives, détaillant dans des messages cryptés le moindre dysfonctionnement du couple sino-africain. Les télégrammes confidentiels échangés entre ambassades américaines ayant été piratés et révélés au public par WikiLeaks, nous en savons un peu plus sur la corruption et l'état réel des finances de la « Chine-Afrique ».

L'ambassade américaine à Nairobi décortique une négociation commerciale entre la compagnie de téléphone Telkom Kenya et

Zhongxing Telecommunications Equipment Company (ZTE). Cette dernière est une entreprise d'équipement téléphonique dont les produits sont même utilisés par le service de renseignements national kényan (NSIS). D'après les diplomates américains, l'attribution de ce marché s'est effectuée sur la base d'un versement de pots-de-vin. Il semble que Telkom ait été contrainte d'attribuer ce marché à la firme chinoise par le directeur général du NSIS, Michael Gichangi, en accord avec son directeur de la division des opérations, Joseph Kamau. « La préférence de Gichangi pour ZTE a été obtenue par une commission perçue au cours d'un voyage en Chine. Quant à Kamau, il a reçu des paiements mensuels de cinq mille dollars de ZTE pour ses factures médicales. » Le télégramme ne confirme pas l'authenticité de cette histoire de corruption. Son auteur préfère passer à d'autres aspects de la présence chinoise, notamment à l'irruption massive de produits contrefaits qui concurrencent dangereusement les produits américains, tels que les batteries. Dans le même temps, des masses de travailleurs chinois arrivent au Kenya, menaçant l'emploi dans le pays.

Le même télégramme fait état d'une conversation avec un responsable de l'organisme kényan chargé des parcs et de la faune sauvage, le KWS. Celui-ci dit avoir noté « une hausse sensible des activités de braconnage à proximité des camps où sont installés les travailleurs chinois ». Il cite un rapport du KWS qui avance que « 90 % des contrebandiers d'ivoire détenus à l'aéroport de Nairobi sont des Chinois ».

Toujours grâce aux télégrammes révélateurs de Wikileaks, nous apprenons aussi le dysfonctionnement de la machine de financements de Pékin : « Le rythme endiablé des engagements chinois en Angola s'est considérablement ralenti en 2009, quand la crise financière globale a diminué les revenus du pétrole et des diamants angolais, entraînant des coupes drastiques dans les dépenses du gouvernement. Selon l'ambassadeur chinois à Luanda, la Chine a été obligée de rapatrier plus de vingt-cinq mille travailleurs pour défaut de paiement du gouvernement angolais. »

Ces difficultés auraient-elles eu une incidence sur les relations entre diplomates chinois et diplomates américains à Luanda ? Il y a tout lieu de le croire. En 2008, les deux ambassadeurs essaient d'identifier des projets communs, malgré l'obstacle de la langue : le Chinois, regrette son homologue, « ne parle ni le portugais ni l'anglais, juste un peu l'espagnol ». Le diplomate chinois reconnaît que son pays ne pourra faire face aux besoins de l'Angola. Il exprime sa préoccupation de voir les responsables du gouvernement angolais « ne pas prendre la mesure de la crise économique globale et de son impact sur la capacité de la Chine à lever des fonds privés pour des projets en Angola. Finalement,

pourquoi la Chine et les États-Unis ne s'associeraient-ils pas dans des projets de coopération en Angola ?

« On envisage de chercher des pistes dans les secteurs de l'agriculture ou de la santé. Il est important que les Angolais et d'autres observateurs de l'Afrique puissent voir comment nos deux pays peuvent coopérer dans le cadre d'une vision pour un Angola meilleur », conclut diplomatiquement l'auteur du télégramme américain. Perfide coup de poignard dans le dos des Européens qui — Chinois et Américains ne l'ignorent pas — nourrissent tout aussi secrètement le rêve de reprendre la main en Afrique, comme l'exprime ironiquement un de leurs diplomates : « À nos amis angolais, nous disons ceci : "C'est super, votre petite promenade avec les Chinois. Amusez-vous bien. Mais, quand vous voudrez jouer dans la cour des grands, payez vos dettes et revenez nous voir..." »

Décidément la Chine inaugure aussi une nouvelle forme de zizanie en Afrique... Mais gagnera-t-elle longtemps à son jeu de « deal non regardant » ? La question reste ouverte si l'on écoute Lucy Corkin, une analyste du cabinet sud-africain Project for China Studies. Interviewée par le *Financial Times* sur l'évolution de la politique angolaise, elle déclare : « Le pays est conscient du danger qu'il y aurait à mettre tous ses œufs dans le même panier. Et il veut tirer de la Chine le meilleur parti possible, sans pour autant miser sur un seul partenaire économique. »

CHAPITRE VI

« Chine-toc » ou Contrefaçon au parfum fleur de lotus

*Choisis bien le jour où tu mettras tes chaussures neuves chinoises,
car ce sera la première et la dernière fois !*

Plaisanterie sénégalaise

Sur le continent noir, toute marchandise contrefaite est appelée « chine-toc », c'est-à-dire du toc venu de Chine. Pour la majorité des Africains, les Chinois sont passés maîtres dans cet art et dans la concurrence déloyale. Une victime ivoirienne, M. Sié, raconte : « Mon BlackBerry est en panne. Je suis allé voir le réparateur et il m'a dit que c'était un BlackBerry trafiqué, du chine-toc. Le vendeur m'avait pourtant assuré que c'était un original. » Si la présence chinoise constitue déjà une menace pour la main-d'œuvre africaine et pour les commerçants du continent, elle représente un surcroît de danger pour les consommateurs. Hormis le fait qu'elles sont des imitations grossières, leurs marchandises intègrent dans leur fabrication des produits réputés dangereux pour la santé. Les spécialistes ne cessent de tirer la sonnette d'alarme devant l'envahissement de ces produits nocifs qu'aucune barrière douanière ne contrôle ou n'interdit.

On ne compte plus les téléphones « répliqués », dont le fonctionnement est aléatoire et dont les batteries risquent d'exploser à tout moment ; les Coton-Tige qui laissent le coton au fond des oreilles ; les jouets imprégnés de produits dangereux pour les enfants ; les produits médicaux sans aucune garantie d'innocuité. Combien de morts, de maladies sourdes dues à l'inhalation ou à l'ingestion de médicaments contrefaits que les systèmes de veille et de prévention des pays africains, pour la plupart inefficaces, n'ont pas su détecter ?

Avec l'inondation des marchés locaux par une gamme infinie de produits de pacotille, la Chine freine aussi le développement d'une industrie saine et provoque un énorme manque à gagner pour les États. La fraude due au phénomène de la contrefaçon fait perdre plus de 40 % de recettes à l'économie de la Côte d'Ivoire. Dans certains secteurs comme le textile, l'arrivée des Chinois a quasiment réduit à néant l'effort d'industrialisation des économies locales. Au Nigeria, au Cameroun et en Afrique du Sud, l'entrée d'articles chinois a mis en faillite de nombreuses usines de textile et d'habillement, les prix chinois devenant la référence. Les « pagnes chine-toc » qui inondent le marché ont contraint de grandes entreprises de textiles, telles que Cotonnière ivoirienne (Cotivo) et Union des textiles ivoiriens (Utexi), à fermer

boutique. C'est toute l'industrie textile du continent africain qui est menacée à terme, avec pour résultat une situation porteuse de chômage et de tensions sociales. Selon Peter Pham, directeur du centre Afrique au sein de l'organisme Atlantic Council, près de deux cent cinquante mille emplois ont été supprimés dans l'industrie textile du nord du Nigeria.

Cette tendance a de fortes chances de perdurer. Les entreprises africaines ne peuvent faire face à la concurrence chinoise parce qu'elles ne jouent pas dans la même catégorie industrielle. Grâce à la délocalisation de nombreuses industries européennes et américaines en Chine, les usines chinoises disposent de technologies comparables à celles du monde occidental. Un réservoir quasi illimité de main-d'œuvre menée à la baguette et un potentiel considérable de personnel qualifié permettent aux firmes de l'empire du Milieu d'être compétitives sur de très nombreux marchés. L'exploitation des enfants — le scandale Foxconn, le sous-traitant d'Apple à Zhengzhou, continue d'indigner les ONG humanitaires — et des prisonniers leur donne l'avantage sur n'importe quel marché. Les usines chinoises emploient une main-d'œuvre qui peut travailler soixante heures par semaine, pour un salaire mensuel de cinq cents yuans (53 euros ou 35 000 francs CFA environ), compensé en partie par des logements en dortoir et des repas fournis à bas prix. Ces ouvriers n'ont pas accès à une protection sociale. On comprend que leur slogan publicitaire soit « Y a qu'à importer et c'est moins cher ».

Après trois décennies de croissance heurtée, la Chine s'est engagée dans une stratégie analogue à celle qu'avaient adoptée la Corée et Taïwan, vingt ans plus tôt. Libérant les initiatives paysannes, elle a capitalisé sur les bas salaires pour percer sur le marché mondial et remonter les filières industrielles. Cette stratégie a dopé sa croissance, qui a été de 9,4 % par an en moyenne entre 1978 et 2005. Non seulement elle a dépassé les États-Unis, en devenant le premier exportateur mondial de produits relevant des technologies de l'information et de la communication, mais, même sous licence étrangère, la Chine domine encore les marchés de biens dits basiques. Son offre se trouve ainsi adaptée à la demande des pays en développement. Elle est devenue, depuis 2001, le plus grand exportateur de produits de pacotille, particulièrement vers l'Afrique. Si ses exportations se révèlent adaptées au pouvoir d'achat limité des populations locales, elles transforment leurs pays en véritable poubelle. Loin de favoriser le développement économique et social du continent, l'importation des produits chinois lamine le secteur industriel local dans les rares pays où il a pu se développer, comme l'Afrique du Sud, la Zambie, le Cameroun, le Gabon, le Nigeria, etc. En mettant dans le circuit commercial une production de bas niveau, elle annihile des pans

entiers de l'économie africaine.

Depuis quelques années, les Africains assistent à de véritables performances dans le domaine de l'imitation. À telle enseigne qu'il devient de plus en plus difficile de reconnaître de prime abord la copie du faux, seule la pratique renseignant sur la qualité. Devant cette irruption massive de produits contrefaits, même les représentants agréés des vraies marques peinent à prouver l'authenticité de leur marchandise. Les mauvaises langues, pour les discréditer, insinuent qu'ils s'approvisionnent eux aussi en Chine. Mais ces mauvaises langues sont parfois bien informées : de nombreuses firmes commerciales, qui se gardent bien de l'afficher, écoulent en effet des produits fabriqués en Chine — et marques européennes ou américaines ne font pas exception.

Les entrepreneurs du continent réclament des mesures de protection pour contrecarrer cette concurrence désastreuse. En Afrique du Sud, un véritable climat antichinois commence à être véhiculé par les organisations patronales et syndicales. La puissante fédération syndicale Cosatu a menacé de boycotter les vendeurs de produits chinois, accusés de contribuer à la montée du chômage. Mais cette prise de position reste isolée. En réalité, les Chinois ne sont pas les seuls responsables de la diffusion sur le sol africain de cette camelote fabriquée dans les dizaines de milliers d'usines de la province du Guangdong. Ils bénéficient de la complicité passive des Africains. C'est sans que personne ne s'en émeuve que de prestigieuses marques occidentales, comme Adidas, Nike ou Puma, sont contrefaites et s'écoulent dans le commerce avec une légère modification de leurs noms. La contrefaçon cible les vêtements de luxe, les appareils électroménagers, les télévisions, les lecteurs de DVD, les jeux vidéo, les portables, les produits cosmétiques et les pièces détachées. Les stratégies de l'empire du Milieu ont tout simplement compris que le niveau de vie proche de l'indigence de l'Africain l'oblige à se contenter du moins cher. Au point d'en oublier la qualité. Ce faisant, il contribue et favorise la percée de la production de l'empire du Milieu sur le continent. Même vendus à bas prix, malgré leur mauvaise qualité, les articles chinois contrefaits représentent un chiffre d'affaires impressionnant. Cette industrie est devenue un tel souci pour les entrepreneurs du monde entier que certaines firmes européennes ont décidé de s'impliquer dans la lutte contre les produits chinois contrefaits.

C'est ainsi que, sur dénonciation de Gillette, la police sud-africaine a frappé un grand coup. Elle a détruit en 2012 plus de onze millions de lames de rasoir contrefaites en provenance de Chine, d'une valeur supérieure à vingt-sept millions de rands (environ 3 122 939 dollars américains). Ces lames de rasoir ont été introduites en Afrique du Sud

dans des conteneurs partis de Chine et débarqués à Durban. Au cours de deux opérations séparées, la police du port a saisi les marchandises et les a détruites. « Nous sommes fiers de la qualité de nos produits. Nos lames sont en acier inoxydable recouvertes d'une couche de platine et emballées de manière hygiénique », a déclaré le responsable local de la firme Gillette dans un communiqué. Il s'est dit encouragé par l'action de la police : « Nous avons découvert que les lames contrefaites étaient fabriquées en carbone. Ce qui rend la lame plus fragile : elle se casse lorsqu'on la courbe. »

Autre camouflet pour les trafiquants, un tribunal a dissuadé le gouvernement d'Afrique du Sud d'acheter des préservatifs féminins chinois. Ce pays est le plus touché par le sida au monde, 10 % de sa population est séropositive. Depuis quelques années, le gouvernement sud-africain a fait de la lutte contre ce fléau son cheval de bataille. Les produits chinois sont les premières victimes de l'opération. D'après le quotidien afrikaner *Beeld*, l'entreprise Siqamba Medical avait conclu un contrat avec le ministère des Finances pour importer dix millions de préservatifs féminins de Chine. Une société concurrente, Sekunjalo Investments Corporation, a alors saisi la Haute Cour de Pretoria, arguant que ses préservatifs sont 20 % plus longs que ceux du fabricant chinois. Le juge Sulet Potterill lui a donné raison, considérant que les préservatifs chinois étaient trop petits, de mauvaise qualité, non homologués par l'Organisation mondiale de la santé et probablement contrefaits.

Ces succès restent pourtant des épiphénomènes dans l'océan de la contrefaçon chinoise en Afrique. D'autres secteurs enregistrent même des dérives encore plus graves, qui vont jusqu'à l'empoisonnement tacite des populations africaines. Nul ne sait avec quoi sont fabriqués les dentifrices de fausses marques déversés sur le continent, ni les médicaments. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui regroupe huit pays, présente depuis longtemps le marché illicite des médicaments comme une catastrophe sanitaire. Jusqu'à présent, aucune politique de lutte efficace n'était vraiment mise en place par les pouvoirs publics. Rien n'était fait pour contrôler la sécurité des produits, afin de préserver le consommateur et de l'informer sur la qualité et les dates de péremption. Les choses sont-elles en train de changer ? D'énormes efforts sont à présent déployés pour combattre ce fléau. Une opération simultanée, dans l'espace UEMOA, entre septembre et octobre 2011, a abouti à la saisie de sept tonnes de médicaments contrefaits chinois sur le seul marché du Togo (les experts du ministère de la Santé de ce pays avaient déjà signalé que la contrefaçon des produits alimentaires et pharmaceutiques y était devenue le plus grand danger public, compte tenu de leur qualité plus

que douteuse).

Depuis peu, cependant, de faux médicaments, fabriqués en Chine, qui ont déjà causé de nombreux décès en Asie débarquent en Afrique. L'enjeu est à la mesure de leur cible, le paludisme, autrement dit la maladie infectieuse parasitaire la plus importante au monde. Elle est transmise par les moustiques qui se reproduisent en eau douce ou parfois en eau saumâtre. Chaque année entre un million trois cent mille et trois millions de personnes meurent du paludisme (300 à 500 millions d'accès par an). 90 % de ces décès surviennent en Afrique, avec un chiffre estimé à plus de un million. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les faux médicaments introduits par les Chinois pourraient faire beaucoup plus de victimes en Afrique qu'en Asie. Ces produits contrefaits sont fabriqués à la chaîne, dans des usines de Guilin, une ville du sud-ouest de la Chine. Au moins douze types différents de copies, contenant trop peu ou pas du tout d'artésunate, la molécule efficace, ont été recensés. On craint de les voir toutes débarquer en Afrique.

Pour les Chinois, il y a évidemment beaucoup d'argent à gagner avec les médicaments contrefaits. Le Cameroun leur a servi de laboratoire. Dans ce pays, il existe des marchands qualifiés de « pharmaciens des bus » ou « pharmaciens ambulants ». Ils s'approvisionnent dans des supermarchés chinois disséminés un peu partout à Yaoundé, la capitale du pays. On raconte que ces médicaments y sont plus commercialisés que les fleurs, les valises, les guéridons et autres articles à l'étalage. Cela, au vu et au su de tous. Les prix sont généralement aussi bas que la qualité. « Ce que nous déplorons, affirme un client, ce sont les conditions dans lesquelles ces produits sont conservés. Ils sont déposés à même le sol, dans la chaleur, mélangés à d'autres articles qui n'ont rien à voir avec la médecine. C'est dangereux pour notre santé. Certains de ces grossistes disposent même d'appareils servant à antidater les emballages des médicaments. »

La plupart des pays africains ont signé les accords internationaux de lutte contre ce crime économique. Au plus tard fin décembre 2013, plus d'un an après que les pays de l'UEMOA se sont concertés, dans la capitale togolaise, pour renforcer leurs capacités de lutte contre le fléau de la contrefaçon, devrait être lancée une opération dite « Vice GRIPS 2 ». Également soutenue par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), cette opération concerne seize pays africains et conjugue une action de traque concertée des faux produits au niveau des douanes des pays concernés et une action de protection de la propriété intellectuelle.

Mais là où existent de bonnes dispositions législatives, les Chinois arrivent à les contourner. Ils ont déjoué toutes les barrières françaises pour introduire des produits à base de lait contaminé à la mélanine,

trompant ainsi la vigilance de l'AFSA (Agence française de sécurité alimentaire), gendarme sanitaire pourtant réputé efficace. Et que dire de l'introduction sur le marché français du désormais tragique « fauteuil Conforama », qui « cuisait » la peau de ceux qui s'y prélassaient au cours de l'été 2010, au point de provoquer des brûlures et des lésions graves, voire cancérigènes ? Et n'oublions pas les pâtes dentifrices et autres confiseries contaminées elles aussi à la mélanine.

Et quand les pays développés renforcent leurs contrôles douaniers, le trafic des produits contrefaits chinois se rabat sur le continent africain, là où les services de douane sont dotés de moyens techniques obsolètes, les personnels inexpérimentés dans la répression de la contrefaçon (et ne parlons pas de la porosité des frontières). Reste alors, pour les firmes européennes, à avertir les pays africains du danger représenté, par exemple, par les pâtes dentifrices fabriquées en Chine. Ibrahima Lo, membre influent de l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (Unacois), nous dit : « Peut-être, dès lors que l'alarme vient cette fois d'Europe, les Sénégalais vont-ils nous prendre au sérieux quand nous les mettons en garde contre la pacotille que les Chinois déversent dans notre pays. Ils finiront sans doute par comprendre que c'est d'abord le bien-être des populations qui nous préoccupe, et pas seulement le profit. »

Des jouets, sortes de Yo-Yo écoulés à l'occasion des fêtes de fin d'année en 2005, contenaient des substances chimiques qui ont gravement intoxiqué de nombreux enfants. 83 % des entreprises africaines ont confirmé que l'imitation était la principale menace pour leur pérennité. Cette activité illicite touche les trois quarts des logiciels utilisés sur le continent, 30 à 70 % des antipaludéens consommés au sud du Sahara, 30 % des pièces détachées automobiles au Maghreb. Jusqu'aux productions locales sont menacées. Un journal marocain écrit : « Ils imitent sans vergogne toutes les grandes marques de l'électroménager [...] et bientôt ils imiteront les djellabas et les babouches, produits authentiques de l'artisanat marocain. » On retrouve la même inquiétude au Cameroun, dans un quotidien local : « Ils sont partout. Bientôt, on va les voir vendre les beignets-haricot dans les quartiers. »

Les cordonniers d'un village du nord du Sénégal (Ngaye Mékhé) se transmettent depuis des générations l'art de confectionner des chaussures typiques en cuir, reconnaissables à leur bout pointu. Les Chinois n'auront besoin que de quelques mois pour s'approprier leur particularité. Aujourd'hui, fabriquées massivement en Chine, elles inondent le marché sénégalais. Ces contrefaçons qui utilisent du plastique à la place du cuir sont vendues cinq fois moins cher que les chaussures authentiquement fabriquées par les artisans sénégalais. Ces

dernières, du fait de leur cherté, sont maintenant boudées par leurs anciens clients. Faute de législation en la matière, les commerçants sénégalais organisent la résistance en refusant de vendre leurs créations aux Chinois. Mais le mal est déjà fait. Deux artisans, dont les ancêtres confectionnaient les chaussures des monarques du royaume du Cayor, racontent leur première rencontre avec un « espion » chinois lors de la foire de Dakar, en 1998. Un petit Asiatique a d'abord longtemps rôdé devant leur stand sans rien acheter. Surprise : peu de temps après, un groupe de Chinois s'est présenté au village, attentif et intéressé, sans pour autant arrêter son choix sur aucun produit. Les villageois comprendront plus tard. Car, explique l'un d'entre eux, « à la fin de l'année, le marché était inondé de copies de mes chaussures. Ce qui me dérange dans cette affaire, c'est uniquement que ces gens n'achètent rien chez nous, ils ne viennent que pour vendre leurs produits ».

Les copieurs chinois produisent aujourd'hui des sandales en plastique qui chaussent quatre Africains de l'Ouest sur dix. Sur l'avenue Charles-de-Gaulle, à Dakar, les produits chinois à bas prix — des chaussures aux médicaments — envahissent les trottoirs et les étals. L'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (Unacois) a manifesté à plusieurs reprises, en 2004 et 2005, pour dénoncer la concurrence déloyale chinoise. À Dakar, le journaliste Mohamed Gueye, dans un article du *Quotidien* (journal sénégalais), a mené une enquête sur la situation des commerçants locaux depuis l'arrivée des Chinois, sous le titre : « Les "Baol Baol" rient jaune ». Les commerçants qu'on appelle ainsi sont issus de la région du Baol, au centre du Sénégal, le fief de la confrérie religieuse mouride. Ils ne décolèrent pas face aux Chinois, dont les produits de consommation courante à prix réduit ont fait perdre aux commerçants sénégalais d'importantes parts de marché, surtout dans le commerce de détail. Les « Baol Baol » estiment que l'État sénégalais favorise les Chinois et veulent que cela change. Alliés à leurs anciens rivaux d'origine libano-syrienne, ils se coalisent pour discréditer les marchandises vendues par les Chinois de Dakar. Ces derniers « cassent trop les prix », disent-ils.

Cependant l'arrivée massive de produits fabriqués dans l'empire du Milieu, vendus parfois cinq fois moins cher que les marques traditionnellement connues, a permis de démocratiser l'accès à la consommation. Les rentrées scolaires ou les cérémonies festives religieuses ne sont plus un cauchemar pour de nombreux chefs de famille. Ceux qui veulent offrir de nouveaux vêtements à leurs enfants vont se fournir chez les Chinois. La différence se fait maintenant par les marques, celles de Chine étant de moindre qualité. À Dakar et dans une

certaine mesure partout au Sénégal, le commerce de détail, hormis les produits alimentaires, se régule en fonction de l'offre des détaillants chinois. Établis sur l'une des plus importantes artères de Dakar, le boulevard Charles-de-Gaulle (appelé aussi Allées du Centenaire), ils arrosent le pays de produits « made in China ». Ce qui n'est pas pour déplaire à tous les Sénégalais, tant s'en faut. Selon Fallou Seck, petit vendeur à Dakar, « ces Chinois sont nos fournisseurs. Les petits vendeurs que vous voyez dans les rues de Dakar s'approvisionnent chez eux, s'ils s'en vont, comment allons-nous vivre ? ». Et c'est un fait que de nombreux petits commerçants, surtout ambulants, s'approvisionnent dans les officines chinoises du boulevard Charles-de-Gaulle, puis revendent les produits avec un profit confortable. Grâce au rythme soutenu des « affaires », ces nouveaux revendeurs ne cherchent même plus à s'éloigner de leurs fournisseurs. Ils écoulent des stocks entiers sur le pas même de la porte de ces derniers. Aux Chinois de renouveler rapidement les leurs. Aïssatou Camara, une mère de deux enfants, se réjouit : « Avec dix mille francs CFA [15 euros], je parviens à acheter deux pantalons pour mes garçons de huit et six ans, une chemise à chacun d'eux, ainsi qu'une paire de sandales. Cela n'est possible que chez les Chinois ! S'ils n'étaient pas là, tous ces produits m'auraient coûté plus de vingt-cinq mille francs [environ 39 euros]. »

Le plus inquiétant est que l'anathème jeté sur la mauvaise qualité des produits chinois par les « Baol Baol » reste sans effet. Même s'il y a unanimité sur ce sujet, les consommateurs sénégalais ne s'arrêtent pas à ce détail, comme le note Fallou Seck : « C'est plus facile de sortir cinq cents francs CFA que dix mille pour acheter un pantalon. Maintenant, le temps que l'habit va durer dépend aussi du soin que chacun met à entretenir son bien. »

Abdou Sène, employé d'un commerçant chinois, juge contre-productive la démarche de leurs homologues sénégalais affiliés à l'Unacois. Pour lui, « les marchands chinois font œuvre d'utilité publique. Non seulement ils permettent à beaucoup de gens de s'offrir des choses dont ils ne pouvaient même pas rêver, mais en plus ils luttent efficacement contre la pauvreté des masses sénégalaises ». Il explique que les nombreux jeunes revendeurs qui s'approvisionnent aux Allées du Centenaire n'ont que cette possibilité pour gagner de l'argent. Beaucoup viennent des banlieues populeuses de Pikine, de Guédiawaye ou de Yeumbeul. D'autres encore viennent des villes de l'intérieur. Tous sont attirés par les grandes marges que leur offrent les bas tarifs des Chinois. Et ceux qui ne parviennent pas à s'installer comme revendeurs, ajoute Fallou Seck, se retrouvent dans les pirogues qui cherchent à rallier l'Europe.

Devant la boutique, des acheteurs approuvent, tandis que le patron chinois sourit benoîtement, donnant l'air de comprendre ce qui se dit.

Yacine Fall, la trentaine, explique que son commerce de produits chinois lui permet de payer le loyer des deux pièces qu'elle occupe à Yeumbeul, dans la banlieue de Dakar, avec sa mère, sa tante et ses deux enfants en bas âge.

Autre écho du côté des grands négociants : ils pensent que c'est une erreur de laisser des étrangers occuper le secteur de la vente au détail. Le secrétaire général de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES), la fédération patronale à laquelle l'Unacois est affiliée, est clair : selon lui, si l'État veut que les entrepreneurs privés nationaux soient capables de mobiliser une forte épargne, qu'ils injecteraient ensuite dans l'économie, il doit leur réserver des secteurs comme celui du petit commerce, base de la formation du capital primitif. M. Dame Ndiaye, qui a été longtemps à la tête de l'Unacois, trouve suspecte l'attitude des pouvoirs publics consistant à accorder à des étrangers des privilèges dont ne jouissent pas les nationaux. « Vous ne verrez nulle part en Chine d'étrangers s'activer dans le petit commerce. Ici la plupart des commerçants chinois exercent leur activité sans autorisation administrative et les Sénégalais ne bénéficient pas de la réciprocité. »

Mais quand Dame Ndiaye et ses amis expliquent que beaucoup de commerçants, qui avaient pignon sur rue, ont été obligés de mettre la clé sous la porte faute de pouvoir lutter contre les Chinois à armes égales, une secrétaire de direction d'une agence de voyages déclare : « Ceux qui veulent les chasser sont ceux qui vendaient leurs produits si cher, alors qu'ils se sont toujours approvisionnés aux mêmes sources que les Chinois. Cela les choque de voir que les consommateurs peuvent maintenant avoir les mêmes produits à des prix nettement intéressants. »

Le ministère du Commerce ne tient pas un langage aussi direct, mais n'est pas loin de partager cet avis. Deux ministres qui se sont succédé à ce département ont carrément déclaré que les Chinois offraient au Sénégal l'opportunité de réformer le secteur de ses services. L'un d'eux allant jusqu'à dire : « Nos commerçants sont trop rigides dans leurs méthodes et ne voient pas plus loin que leurs petits profits. Le fait qu'ils ont pu casser le monopole des Libano-Syriens semble les avoir engourdis et ils ne comprennent pas que l'heure est aux grands regroupements, non à des rivalités stériles. » L'autre indiquant pour sa part que les commerçants qui auraient fait faillite à cause de la vague chinoise n'avaient qu'à retourner travailler la terre dans leurs régions d'origine. Ce que ces derniers n'ont pas apprécié. Les commerçants pensent que la politique de l'État désavantage le secteur privé national à tous les échelons.

Chez les Tanzaniens, Cyril Chami, ministre de l'Industrie, a réitéré son avertissement à l'attention des commerçants chinois qui enfreignent la loi en se lançant dans le commerce de détail. Ce secteur, autrefois géré par les populations africaines, l'est désormais par la diaspora chinoise.

Au Bénin, sur le marché international de Dantokpa à Cotonou, la capitale économique, vous pouvez croiser Clémentine Adonou, qui fait commerce de tissus : « Les Chinois sont experts en contrefaçon et ils vendent tout moins cher, ce qui nous cause d'importants manques à gagner », explique-t-elle. Et d'ajouter : « Bientôt, il n'y aura plus que des Chinois dans ce pays et, nous, nous serons déjà morts, parce qu'ils auront tué nos commerces. » Dans ce pays, les Chinois sont présents dans quasiment tous les secteurs, de la restauration au BTP en passant par l'agro-alimentaire ou l'électroménager. Bien des Béninois s'en réjouissent ! Surtout les « petits budgets » !

Au Cameroun, en 2012, une étude de l'Association des consommateurs a recensé près de deux mille commerces chinois dans les villes de Yaoundé et de Douala. Il faut multiplier par deux ce chiffre si l'on tient compte des détaillants. Chaque commerce fait vivre près de dix Chinois.

La seule lueur d'espoir vient paradoxalement de Chine, où le vice-directeur du Bureau des affaires africaines du département international du Comité de concertation permanent du Parti communiste chinois (CCPCC), M. Zong Weiyun, tout en niant toute politique de dumping de la part de son pays, reconnaît que les marchandises exportées en Afrique n'ont pas la qualité qu'on serait en droit d'attendre. Selon lui, « beaucoup d'Africains se plaignent de la qualité des marchandises exportées par la Chine. Je suis d'accord avec eux. Les marchandises exportées n'ont pas la même qualité que celles vendues en Chine ».

Cet officiel chinois s'en est rendu compte lors d'une visite officielle au Mozambique quand il a acheté des chaussures en plastique et a pu constater, comme bon nombre d'Africains, la médiocrité du produit. M. Weiyun considère que, souvent, les entreprises chinoises établies en Afrique font peu de cas de la main-d'œuvre locale, ne serait-ce qu'en la sous-payant. « Dans le processus de fabrication, certaines de ces entreprises ne respectent pas l'environnement et n'assument guère leur responsabilité sociale », souligne M. Weiyun, pour qui ces agissements donnent une mauvaise image de la Chine. Il ajoute : « Le gouvernement chinois ne pratique pas une politique de dumping en exportant des marchandises de mauvaise qualité dans les pays africains. Ce n'est pas une politique du gouvernement chinois, mais de certains commerçants malhonnêtes. » D'après lui, le gouvernement chinois est en train de prendre des mesures visant à résoudre ce problème en recommandant aux entreprises qui exportent vers l'Afrique de veiller à la qualité de

leurs produits. « Nous espérons, dit-il, que les pays africains feront de même pour les produits que nous importons de chez eux. Cette question de la qualité des marchandises vendues en Afrique nuit à l'image de notre pays. Je suis convaincu qu'avec l'évolution de la coopération sino-africaine ce problème saura trouver sa solution. »

CHAPITRE VII

Prostitution type « Empire des sens noir » ou Nouveau produit d'exportation chinois

L'un des commerces les plus florissants en Chine — à côté des téléphones portables et autres composants informatiques — est celui de l'« objet de jeu », autrement dit : les prostituées. Elles travaillent dans presque tous les hôtels des grandes villes de ce pays et plus généralement dans les établissements appartenant à l'État. Yang Fan, un économiste américain, en évalue le nombre à environ vingt millions, rapportant au pays 6 % de son produit intérieur brut. Ce constat a sans doute donné des idées aux autorités chinoises. Les « poupées bridées » font aujourd'hui partie des produits bon marché et amortis que la Chine exporte vers les pays africains par le biais de ses réseaux commerciaux bien organisés. Apparemment, les résultats escomptés n'ont pas tardé.

Selon une ONG qui souhaite garder l'anonymat, on compte plus d'une centaine de bars chinois au Mali, où la consommation d'alcool, de sexe et parfois de drogue ne connaît pas de limites ! D'après ces estimations, les Chinois qui évoluent dans le domaine du sexe à Bamako envoient annuellement plus de deux milliards de francs CFA (près de 2,5 millions d'euros) à leur pays d'origine.

Au Mali, la Coupe d'Afrique des nations 2012 a été l'occasion pour les businessmen chinois d'implanter leurs réseaux de prostitution. Les prestations qu'ils proposaient étant beaucoup plus abordables que l'offre locale, les gens se bouscuaient. Et chacun y trouvait, dit-on, son compte : hommes d'affaires, fonctionnaires d'État, sportifs, commerçants et même petits vendeurs de rues. Après la Coupe, cette « démocratisation » du sexe fut adoptée par les Maliens. Les chambres de passe tournent maintenant à plein régime, et il se forme des files d'attente dans les couloirs.

Cette expérience très juteuse a incité les Chinois à passer à la vitesse supérieure en investissant dans des maisons closes « spéciales », où le choix des filles se fait sur albums photo. Ces endroits ne sont pas à la portée de tous, ils sont destinés aux « boss », aux hommes fortunés. Pour autant les maisons « classiques » ne sont pas délaissées et la quasi-totalité des jeunes Bamakois connaît le chemin de ces chambres de passe qui emploient pour l'instant plus d'Africaines que de Chinoises. Malgré la crise économique et le sous-développement qui transforment la vie quotidienne en un véritable cauchemar, les chambres chinoises à deux mille francs CFA (3 euros) attirent toute une clientèle de nécessiteux.

Les rabatteurs et marchands de débauche s'installent partout au Mali

en bénéficiant d'une singulière bienveillance de la part des autorités. Et pour cause ! La rumeur dit qu'elles sont parfois friandes de chair asiatique. Des constructions proches des mosquées, des églises et des écoles sont érigées en bars et en maisons de passe. Beaucoup de ces lieux de débauche sont équipés de caméras cachées, qui filment les clients en pleins ébats à leur insu. Avec le sens des affaires et l'absence d'état d'âme qui les caractérisent, les Chinois exploitent cette ressource en diffusant sur le marché international des DVD pornographiques issus de ces enregistrements. Sans doute ne saura-t-on jamais combien d'« honorables » citoyens d'un pays africain, musulman à 90 %, ont été, sans le savoir, des acteurs de films classés X.

Avant de vendre leurs charmes en Afrique, les prostituées chinoises sont d'abord apparues en France, en 2003, à Belleville dans le XX^e arrondissement parisien. À l'époque, elles n'étaient pas plus d'une centaine, selon les estimations des services de la préfecture de police. L'une d'elles, Ahua, quarante-deux ans, raconte : « J'ai quitté la province de Shin Tao en 2003. Les faillites d'entreprises se multipliaient et je n'avais pas de travail. On m'a alors dit qu'il y avait moyen de venir en France. À mon arrivée, j'ai rapidement trouvé une place de nourrice, grâce à quelques relations. Mais le patron a cherché à abuser de moi et j'ai dû partir au bout d'un mois. Quand je me suis retrouvée sans le moindre argent pour vivre, mes colocataires m'ont dit que le plus simple serait de chercher un travail dans la rue. » Un « travail dans la rue », c'est ainsi que les femmes chinoises qui se prostituent en France nomment leur pratique. Mais les difficultés d'obtention de visas et les expulsions aidant, leur nouvel Eldorado est devenu l'Afrique, en attendant mieux.

Très discrètes, bien que leur activité soit de loin plus lucrative que les traditionnels emplois communautaires, elles ont peur d'être reconnues par la police ou par leurs compatriotes et ne se montrent pas en public. Généralement autonomes en Europe, en Afrique elles sont le plus souvent « encadrées » au sein de réseaux mafieux. Comme leurs collègues qui tapinent en Europe, la plupart sont originaires du Dongbei, territoire du nord-est de la Chine, correspondant à l'ancienne Mandchourie.

Aujourd'hui ces « poupées bridées » sont devenues des acteurs clés de l'industrie du sexe dans beaucoup de grandes villes africaines. Au Cameroun, les Chinoises ont vite compris que le secteur du sexe était très porteur. Là-bas, elles s'appellent presque toutes Chan, parce que Jackie Chan est un personnage très populaire en Afrique. Et Chan signifie en chinois « beauté ». Du coup, toutes les belles de nuit chinoises adoptent ce pseudonyme.

L'une d'elles raconte : « J'ai commencé à me prostituer lorsque mon

boss m'a expliqué que les Chinoises avaient beaucoup de succès auprès des étrangers et des Camerounais, raconte-t-elle. Mais, il m'a conseillé de ne pas abandonner mon job de vendeuse, car c'est une bonne couverture. » Au début, elle ciblait les restaurants chinois et les cabarets, et facturait entre deux mille et trois mille francs CFA (entre 3 et 4,50 euros). Puis elle a fréquenté les salons de massage et les saunas chinois où la passe ne coûte pas moins de dix mille francs CFA (15 euros). Dans un premier temps, elle évitait les autochtones : « J'avais peur, reconnaît-elle, car on me disait que les Noirs sont très puissants au lit. » Puis, un soir, elle tombe sur un riche Camerounais qui lui propose vingt mille francs CFA (30 euros) pour la passe. L'expérience se révèle apparemment aussi agréable que payante puisque, « depuis lors, [elle] préfère aller avec les Noirs, qu'ils soient riches ou pauvres ».

Ces filles sentent toujours bon, se lavent entièrement, se remaquillent et se parfument entre chaque « séance ». Elles n'utilisent que leurs propres préservatifs importés de la Chine, qu'elles pensent plus fiables. Les connaisseurs prétendent qu'elles sont plus performantes que les autres. Elles déshabillent le client, sourient sans arrêt, lui font croire qu'elles le désirent, puis simulent un véritable orgasme, etc., si bien qu'elles ont vite fait de se constituer une clientèle fidèle. Et bien sûr, suprême bonus, comme toute camelote chinoise, elles sont moins chères que leurs concurrentes africaines.

Les prix pratiqués par les Chinoises sont en effet imbattables : alors que leurs homologues camerounaises, qui opèrent dans la ceinture d'Akwa ou « rue de la Joie », un quartier de la capitale, facturent la passe entre cinq et dix mille francs CFA (7,50 à 15 euros), les beautés de Shanghai monnaient régulièrement leurs charmes à hauteur de deux mille à trois mille francs (3 à 4,60 euros). Dans les bidonvilles, où le pouvoir d'achat est à la mesure de la misère ambiante, elles acceptent même de descendre jusqu'à mille cinq cents francs CFA (2,25 euros), voire mille (1,50 euro). Une nuit passée avec une prostituée locale de seconde classe coûte au moins dix mille francs CFA (15 euros) ; la Chinoise réclame le tiers.

Propres, coquines et « bon marché », ces filles attirent beaucoup de clients, mais aussi, fatalement, l'attention et le regard vigilant des professionnelles locales. En juillet 2006, un journal camerounais rapportait que des prostituées africaines, rendues furieuses par cette « concurrence déloyale », avaient décidé de rendre la vie difficile aux Chinoises en créant une unité de vigiles pour protéger leur gagne-pain. Certaines menaçaient même de faire grève, pour protester contre le dumping des « putes bridées », accusées de « casser le marché ». Dans certains endroits, par crainte de représailles venant de la concurrence locale, il n'y a pratiquement pas de contact direct avec les Chinoises.

Pour passer du bon temps, l'amateur de plaisirs tarifés doit contacter un intermédiaire, souvent employé de l'un des hôtels où elles travaillent, qui alors le « programme ». Pendant la journée, les « poupées bridées » travaillent dans les nombreuses boutiques chinoises qui se trouvent en ville. Mais dès la nuit tombée, elles rejoignent les snacks ou les bars de leurs hôtels de passe pour honorer les rendez-vous fixés. Elles ne rencontrent le client qu'au moment d'entrer dans la chambre.

Au Nigeria, la presse remarque que les prostituées chinoises bon marché sont mises à la disposition des clients issus de la classe moyenne, tandis que les adolescentes, souvent plus belles et plus fraîches, sont essentiellement importées pour satisfaire les besoins sexuels des dirigeants du pays et des expatriés. Ceux-ci payent jusqu'à neuf cents euros la passe. La question que se pose la presse est celle-ci : pourquoi leurs dirigeants utilisent-ils l'argent du contribuable pour leurs fantaisies exotiques ? La pratique sévissait déjà avec les jeunes filles du pays. Voilà que l'invasion chinoise incite au « protectionnisme sexuel » sur un continent pourtant réputé accueillant et « ouvert »...

Quant aux Ivoiriens, leur activité la plus prisée tourne autour des salons de massage (plus prosaïquement : la prostitution discrète). Ces lieux de perdition se sont développés depuis 2005. Leurs appellations et leurs devantures affichent plus ou moins ostensiblement les services proposés à l'intérieur. Les « masseuses » y disposent d'un box individuel. Les parcours migratoires de leurs propriétaires sont divers (il est d'ailleurs intéressant d'observer que certains sont des femmes, ce qui est rare dans le domaine commercial). Toutes les « employées » de Xu Fangdong, surnommée Fantôme, sont chinoises. Elles auraient paraphé un contrat de six mois renouvelable, stipulant le paiement des frais de transport aller-retour. Plusieurs témoignages anonymes permettent de penser que la prostitution chinoise abidjanaise serait l'un des principaux circuits de blanchiment d'argent.

Selon Hughes, employé ivoirien d'un salon de massage dont les propriétaires sont originaires de Shenyang (Liaoning), une heure de compagnie serait facturée environ quarante mille francs CFA (soit 61 euros). Une nuit coûterait jusqu'à cent vingt mille francs CFA (183 euros) et un « mariage blanc » avoisinerait les cinq millions (7 500 euros). Selon les jeunes salariés recrutés pour assurer la sécurité et la traduction, un gérant gagnerait jusqu'à mille cinq cents euros par jour. Ici aussi, la clientèle est relativement fortunée. À titre d'exemple, le prix d'une simple Flag (bière du groupe Castel) est multiplié par dix. De ce fait, les Européens, les Syro-Libanais et les marins en escale constituent la clientèle ciblée.

Tout cela est plus ou moins toléré selon les pays. En Angola, trente-sept

ressortissants chinois accusés d'être impliqués dans la formation de réseaux de prostitution ont été arrêtés et extradés en Chine. Ils avaient attiré de nombreuses femmes dans le pays en leur promettant des jobs bien rémunérés, puis les avaient contraintes à la prostitution, rapporte la police chinoise. Le ministère chinois de la Sécurité publique a indiqué qu'une équipe spéciale de la police a été envoyée en Angola, au mois de juillet, pour aider leurs collègues africains à enquêter sur ces criminels. L'opération s'est soldée par l'arrestation de douze malfaiteurs et la libération de quatorze victimes, qui étaient pour la plupart forcées à se prostituer.

Un autre problème commence à inquiéter les autorités africaines. Beaucoup de victimes de ce trafic, dont la majorité est très jeune, sont atteintes de maladies sexuellement transmissibles : elles sont très mal informées sur la question. Au Cameroun, M. Gautier Mboulinou, de l'association Aids-Acodev, approche souvent ces filles dans le cadre des campagnes de sensibilisation. Il est très explicite : « Les travailleuses du sexe chinoises ont toujours leurs propres préservatifs et gels intimes, et refusent catégoriquement les préservatifs de leurs clients camerounais. D'après nos informations, elles utilisent toujours des préservatifs, mais certaines ne savent pas s'en servir. Des clients nous ont dit qu'elles enfoncent leurs ongles dans l'emballage et ouvrent le préservatif avec leurs dents au risque de l'endommager. » Et d'ajouter : « Elles sont parfois mal informées sur les modes de contamination par le virus du sida. Certaines demandent si la maladie se voit sur l'appareil génital ou sur le visage. »

En fait cela n'étonne personne en Chine. En 2011, une prostituée porteuse du VIH a publié sur son blog une liste de numéros de téléphone correspondant à deux cent soixante-dix-neuf de ses anciens clients, avec le commentaire suivant : « Si votre numéro est dans cette liste, félicitations, vous avez le sida. » Cette extravagance sordide de Yan Deli, prostituée de vingt-neuf ans, originaire du comté de Rongcheng, dans la province du Hebei, était accompagnée de plusieurs photos et vidéos. Loin d'être révoltés, les internautes chinois ont trouvé cette affaire plutôt divertissante. Avant de donner la liste de ses clients, la jeune femme a raconté son histoire, comment elle se faisait violer depuis l'âge de quinze ans par son « vieux salaud » de beau-père et comment elle était passée par des petits boulots bizarres à Pékin avant de se prostituer. Aucun détail n'est omis des maladies sexuellement transmissibles qu'elle a contractées au cours de relations non protégées. On apprend aussi qu'elle est tombée plusieurs fois enceinte, échographies à l'appui. Le récit s'achève sur la liste des numéros de téléphone, avec cette invitation : « Amis de Pékin et du Hebei, jetez un œil. Y a-t-il votre numéro dans la liste ? »

Cette histoire et les réactions des internautes en disent long sur le niveau d'éducation de la population chinoise à propos du sida. Dans ce pays, la maladie progresse actuellement surtout à cause de l'usage de drogue par voie intraveineuse et de la prostitution. Quatre cent trente mille à un million et demi de personnes sont censées être infectées. Mais des estimations beaucoup plus hautes et plus réalistes existent.

Dans de nombreux secteurs ruraux du pays, notamment la province du Henan, des centaines de milliers d'agriculteurs ont été infectés par le VIH pour avoir participé à des programmes d'État de collecte de sang au cours desquels de l'équipement contaminé était réemployé. Les autorités de la province, notamment le directeur de la Santé, M. Liu Quanxi, ont été reconnues responsables de la transmission du virus à très grande échelle. Les dons étant rémunérés, les donateurs (essentiellement des personnes pauvres) affluaient en masse, alors que les conditions sanitaires étaient précaires et qu'il n'y avait aucun suivi des produits. La contamination a même touché les donateurs, à cause de la réutilisation des aiguilles, du défaut de stérilisation et de la réinjection du sang d'autres donateurs après extraction du plasma. Cette épidémie a décimé la province, laissant de nombreux orphelins. On estime que certains villages, dits « villages du sida », ont été touchés à 80 %. Le nombre de Chinois atteints par le VIH a doublé au cours des neuf derniers mois de l'année 2008.

Depuis cette année-là, le sida est devenu une des maladies infectieuses les plus meurtrières en Chine, avec vingt-huit mille décès en 2011. Le directeur du Bureau municipal de la santé publique de Pékin indique qu'« uniquement 46,5 % des quatre-vingt-dix mille travailleurs du sexe de la ville utilisent des préservatifs ». Faute de programme de dépistage spécifique, le taux de transmission du VIH parmi les prostituées de Pékin n'est pas réellement connu. Tout cela concourt à créer un tableau d'autant plus inquiétant que l'Afrique accueille de plus en plus de « poupées bridées ».

La pauvreté et l'analphabétisme incitaient déjà beaucoup de jeunes Africaines, certaines encore écolières, à se prostituer et à accepter des rapports non protégés, favorisant ainsi la propagation du sida. L'arrivée des prostituées chinoises risque d'aggraver encore la situation, d'autant que les consommateurs africains ne semblent pas vraiment inquiets : « Les Chinois sont merveilleux..., affirme un habitant d'un quartier populaire de Libreville. Ils nous apportent tout : des produits vestimentaires aux produits manufacturés, en passant par les automobiles, le matériel hi-fi, les ordinateurs, les portables et autres... Ils nous envoient même des femmes, pour rivaliser avec nos belles de nuit... C'est vraiment merveilleux. » Si les programmes de lutte contre le sida ne prennent pas en compte l'information et l'éducation des

nouvelles venues, l'Afrique va devoir faire face aux conséquences désastreuses d'un « empire des sens noir », agréable mais mortelle spécialité des « poupées bridées ».

CHAPITRE VIII

Les risques d'une recolonisation chinoise de l'Afrique

La raison peut nous avertir de ce qu'il faut éviter, le cœur seul nous dit ce qu'il faut faire.

Joseph Joubert

Un bilan de l'implantation chinoise en Afrique comme de sa diplomatie du carnet de chèques est aujourd'hui possible. Sur l'ensemble du continent, des hommes d'affaires ou des ingénieurs chinois ont reconstruit et réaménagé des infrastructures longtemps délaissées alors qu'elles étaient vitales pour une évolution économique durable. Leur présence active a relancé la concurrence et subséquemment amélioré les termes de l'échange, grâce à une meilleure rémunération des produits d'exportation. La rivalité entre la Chine et les partenaires dits « traditionnels », comme la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon, a attiré de nouveaux acteurs que l'on qualifie d'« émergents », bien que certains connaissent déjà des performances de pays développés. L'Inde, la Corée du Sud et le Brésil se distinguent par l'importance de leurs investissements sur le continent. La Turquie y est également de plus en plus présente, de même que l'Iran, le Qatar et Dubai.

Avec l'engagement des Chinois, nombre de pays africains ont bénéficié d'aides et d'investissements massifs. Ils se sont vu accorder des remises de dette ou des tarifs commerciaux préférentiels. Dans des pays pauvres en ressources naturelles, comme le Mali, le Burkina, le Bénin ou le Ghana, les investissements chinois ont permis de relancer certaines entreprises locales très largement déficitaires. Le commerce sino-africain y a permis de doper considérablement les cours de plusieurs produits agricoles (coton, cacao, etc.) qui constituent souvent leurs seules sources de revenus.

L'austère FMI admet que la présence chinoise en Afrique est bienfaisante. Non seulement elle a contribué à la croissance des PIB nationaux, mais elle a aussi permis à certains États de faire face à la dernière grande crise financière.

Les partenaires européens y gagneraient aussi, si la coopération sino-africaine provoquait un essor économique et commercial susceptible de stabiliser les populations africaines. Il arrêterait l'interminable spirale migratoire vers l'Europe.

Au vu de tout ce que les Chinois ont déjà réalisé, leur intérêt pour le

continent pourrait donc représenter une chance. Reste à savoir si la Chine, dans son engagement en Afrique, agit en vraie partenaire ou penche pour une démarche néocolonialiste. Questionné sur ce sujet, Hong Mei, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a répondu : « Le néocolonialisme existe en effet en Afrique, mais absolument pas du fait de la Chine. » Il ne cite pas le pays auquel il fait allusion.

Le bilan chinois est certes concret, mais justifie-t-il les simplifications abusives de certains analystes, qui opposent ce que font les Chinois en Afrique à ce qu'y ont fait les Occidentaux ? Depuis les indépendances et surtout depuis l'offensive chinoise actuelle, certaines élites africaines ont en effet tendance à utiliser l'excuse facile consistant à attribuer le retard du continent au passé colonial des Occidentaux ou à la « Françafrique ». Or ni l'un ni l'autre, ni leur conjonction, ne suffisent à expliquer la catastrophique évolution économique et politique postcoloniale du continent. Au-delà du nécessaire rappel des aspects négatifs de cette colonisation, on ne peut résumer la présence européenne en Afrique à une simple succession de crimes contre l'humanité. La démarche historique ne s'en trouverait pas éclairée.

Il convient de voir les choses avec l'objectivité et la distance qui s'imposent. Les réalisations chinoises actuelles ne doivent pas faire oublier que, lorsqu'elle se partagea l'Afrique, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Europe avait tourné le dos à l'esclavage. S'il est possible de discuter de leurs réelles motivations, notamment économiques, on ne saurait nier que les puissances coloniales ont aboli cette ignominie, malgré des dérives et des lenteurs quelquefois intéressées. C'est aux forces coloniales européennes qu'on doit la défaite, en 1894, au Congo, des esclavagistes arabo-musulmans et la fin, partout où ces prédateurs opéraient, de leurs razzias dévastatrices.

Il est bien des domaines de la colonisation qui méritent d'être revisités avec le recul nécessaire. Par exemple, sur cette terre où existent environ un millier de langues et de dialectes, le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais ont permis à des peuples longtemps séparés par des différences ethniques, religieuses et linguistiques, de communiquer et de développer des espaces culturels élargis. En construisant des voies ferrées, certes pour mieux évacuer les richesses du continent vers leurs métropoles, les autorités coloniales ont dessiné des infrastructures qui, même dans un piteux état, ont aidé par la suite au démarrage des jeunes États indépendants. Et c'est essentiellement sur cette base que travaillent aujourd'hui la plupart des entreprises chinoises, qui les remettent en état.

Beaucoup d'officiers et d'administrateurs civils des colonies étaient humains, dynamiques et souvent animés par l'esprit progressiste des

bâtisseurs. Il y eut des colons honnêtes et compétents, qui sacrifièrent leur vie pour soulager la misère des autochtones, notamment dans le domaine de la santé. Dès le début, l'Institut Pasteur et l'Institut de la lèpre se mirent au service des Africains. Leur science et leur expérience ont permis d'épargner aux populations les conséquences dramatiques des épidémies tropicales, mais aussi des maladies d'importation qui avaient provoqué les ravages que l'on sait lors de la conquête du Nouveau Monde. Des hommes comme les docteurs Schweitzer et Jamot, entre autres, ont été les précurseurs de ce travail phénoménal.

Dans le secteur éducatif, les missionnaires européens ont également mis au point un système d'instruction publique efficace, à la portée des populations locales. Un grand nombre de jeunes Africains, formés par ces structures, dirigeront leurs pays après les indépendances, d'autres finiront à la Nasa, à la tête d'organismes internationaux ou à l'Académie française, prouvant la qualité de l'enseignement dispensé par les missionnaires.

Aujourd'hui, la Chine cherche à se positionner en puissance bienfaitrice du continent noir, comme si rien avant elle n'avait été fait. Cependant aussi évident que ses réalisations est son programme de pillage des ressources énergétiques dont regorge le continent africain. Sa stratégie consiste à afficher une volonté apparemment sincère et solidaire, qui se situe à l'opposé des pratiques attribuées aux anciens colons, alors que le canevas dans lequel évoluent les relations sino-africaines s'apparente davantage à un rapport Nord-Sud classique qu'à une coopération « Sud-Sud ».

Derrière le voile de discours différents, les Chinois sont globalement mus par les mêmes intérêts économiques que leurs prédécesseurs : accès aux ressources naturelles africaines, aux marchés, etc. La logique géopolitique n'a pas changé. Loin de suivre une philosophie de coopération équitable et solidaire, les Chinois s'évertuent à conserver ou à augmenter leur influence sur le continent. La solidarité n'est évoquée que lorsqu'il s'agit de contrer les modes de régulation du marché proposés par l'Occident visant à une meilleure transparence financière.

En Guinée équatoriale, au Zimbabwe et en Zambie, la « question chinoise » a occupé une grande place dans les débats au cours des dernières élections présidentielles. L'opposition, qui a failli l'emporter, accusait les entrepreneurs chinois de se comporter plus mal encore que leurs concurrents occidentaux. Certains candidats avaient même promis d'expulser purement et simplement les hommes d'affaires chinois de leurs pays.

Car il devient de plus en plus clair que le leurre d'un

« développement Sud-Sud » cache une entreprise qui devrait évoluer vers une nouvelle forme d'occupation de l'Afrique. C'est une menace que ne perçoivent pas ou ne veulent pas considérer les dirigeants africains en place. Ces élites corrompues ferment les yeux et s'accommodent d'une situation qui leur est très profitable. Car la coopération financière entre la Chine et l'Afrique n'est pas gérée par les représentants des peuples, mais plutôt par les chefs d'État eux-mêmes et leurs gouvernements, voire par leur entourage privé. Or le sous-développement du continent résulte essentiellement de leur gestion opaque des richesses. Les choses évoluent dans une telle nébuleuse que même le comptable d'Al Capone ne pourrait se retrouver dans l'imbroglio des relations financières entre les dirigeants africains et chinois. Aussi les générations actuelles sont-elles fondées à se demander comment elles feront pour rembourser les milliers de milliards que leurs chefs d'État ont perçus en endettant leurs pays, sans qu'il en résulte rien qui aille dans le sens d'un développement durable et en l'absence de réels plans de remboursement.

Le continent est divisé en trois sous-ensembles régionaux politiques :

1. Un groupe de pays qui œuvrent pour s'intégrer dans la modernité, comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Maroc, la Tunisie, etc.

2. Un groupe de pays pauvres en richesses naturelles qui articulent leur développement presque exclusivement autour de l'aide au développement ; c'est notamment le cas du Sénégal, du Mali, du Bénin, du Burkina, etc.

3. Enfin un groupe de pays qui intéressent vraiment la Chine, parce qu'ils sont dotés de matières premières, certains étant dirigés par des régimes à bout de souffle, rétrogrades et allergiques à toute idée d'alternance politique. On y trouve l'Angola, le Cameroun, la Côte d'Ivoire (avant 2011), le Congo Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Guinée Conakry, le Nigeria, etc.

Ciblant en priorité ce dernier groupe de pays, proies adaptées à leur politique de pillage, les Chinois négligent ou désertent les autres, peu peuplés, et presque sans matières premières comme ceux de l'Afrique francophone, qui enregistrent constamment une balance commerciale déficitaire à leur égard, de l'ordre de 80 %. Uniquement soucieux d'accroître les bénéfices issus du commerce extérieur des pays qu'ils jugent rentables, ils ne portent aucun intérêt aux politiques de renforcement de la production locale et aux autres domaines du développement intérieur dont dépend la stabilité sociale, ce qui provoque des catastrophes en chaîne : les pays africains qui ne disposent pas de richesses naturelles se trouvent déstabilisés par l'arrivée de réfugiés fuyant les crises sociales des pays pourvus, chassés par l'extrême pauvreté à laquelle les condamne la non-redistribution des

richesses. La Chine ne s'en émeut pas. Prospection anarchique, violation des droits sociaux et humains, multiplication des accidents du travail, atteintes à l'environnement : elle affiche devant ces événements découlant de son âpreté au gain une parfaite indifférence.

Cela dans le cadre d'une coopération ni équitable ni mutuellement bénéfique. M. Moeletsi Mbeki, vice-président de l'Institut sud-africain des relations internationales, constate : « Nous leur vendons des matières premières et ils nous vendent des produits manufacturés avec des résultats prévisibles : une balance commerciale défavorable pour l'Afrique. » Une analyse plus précise de ces échanges révèle que 70 % des importations chinoises proviennent de quatre pays seulement : l'Angola, l'Afrique du Sud, le Soudan et le Congo Brazzaville. Seuls seize pays africains, tous exportateurs de pétrole et de minéraux, enregistrent un excédent commercial avec la Chine, les trente-sept autres étant déficitaires. Les exportations africaines sont composées à 70 % de pétrole et à 15 % de minéraux, alors que la Chine exporte vers l'Afrique pour 90 % de produits manufacturés. Elle réinstalle ainsi en Afrique une économie de troc, échangeant des biens primaires contre des biens manufacturés qui sont surtout des produits à forte valeur ajoutée : textile et habillement, machines, outillages électriques, etc. Les flux économiques entre les deux continents et la nature des investissements chinois apparaissent ainsi structurellement déséquilibrés et potentiellement lourds de conséquences perverses pour le continent noir. L'ex-Président sud-africain Thabo Mbeki a déjà dénoncé cette situation, qui voit Pékin n'acheter à l'Afrique que des matières premières, créant une nouvelle économie de rente, mais interdisant l'émergence d'une industrie locale en submergeant le continent de produits bon marché, notamment textiles.

Voilà qui est peu propice à l'amorce d'un véritable processus de développement. En Afrique, la Chine achète et vend, exploite des mines et des forêts, sans se préoccuper de l'environnement et du progrès social. Elle construit des infrastructures sportives et des palais présidentiels sans le moindre transfert de technologie. Elle investit très peu dans le développement industriel. Délaissant l'éthique des peuples dominés et exploités d'hier, l'empire du Milieu se distingue aujourd'hui par des pratiques de corruption dans l'obtention des contrats. Son objectif de bouter hors du continent les entreprises occidentales est clair.

Tout aussi clair est le caractère néfaste de sa présence sur le terrain pour les entreprises africaines, qui se voient exclues des marchés en raison du dumping forcené des firmes chinoises. Beaucoup d'entre elles sont en faillite ou à deux doigts de l'être. Pourtant tous les accords prévoient, dans les contrats liés aux lignes de crédit chinoises, une répartition équitable entre les entreprises locales et les entreprises

chinoises. La « tricherie » consiste pour les Chinois à ne pas respecter ces engagements et à s'adjuger presque tous les contrats sans jamais établir de partenariats avec des entreprises locales. La plupart des industries africaines naissantes sont victimes de cette forfaiture, mais la main-d'œuvre africaine aussi : le taux insuffisant de *local content*, c'est-à-dire d'embauche et de sous-traitance locales, fait qu'elle ne peut bénéficier de l'effet d'aubaine des grands projets d'infrastructure. Sur ces chantiers, la main-d'œuvre est essentiellement chinoise, dans des pays où le taux de chômage peut dépasser les 80 %.

À l'heure où l'Afrique a besoin de stratégies qui permettent de briser le cycle de la pauvreté, « l'argent investi par les Chinois, selon Tsidiso Disenyana, chercheur sud-africain, ne profite pas aux économies domestiques ». Il serait temps de s'en inquiéter. Ainsi, en Angola, l'empire du Milieu finance la reconstruction nationale en s'attribuant la presque totalité du marché. D'après l'économiste indépendant Jose Cerqueira, « selon les termes des contrats BTP, 30 % du crédit alloué doivent être attribués à des entreprises locales, mais cela signifie que 70 % ne le sont pas. Or le secteur de la construction est l'un des seuls où les Angolais peuvent trouver du travail ». En fait, le « gagnant-gagnant » tant vanté par les Chinois n'est qu'un « made in China » exclusif...

Mais, quand bien même la présence chinoise est à l'origine de la croissance fulgurante d'un pays africain, d'autres aspects négatifs apparaissent, d'ordre écologique. Sont concernés les espaces géographiques du continent voisins du Gabon, constitués de plages, de savanes, de mangroves, ainsi que d'une forêt équatoriale dense, riche en faune et en flore. Ce patrimoine inestimable est en voie de disparition depuis l'arrivée des Chinois. Leurs entreprises, en pratiquant des coupes illégales, sont responsables d'une bonne partie de la déforestation sauvage des couverts forestiers au Cameroun, au Gabon et aux deux Congo. Elles ne respectent aucune charte de l'environnement ni normes précises.

La Chine, parce qu'elle est encore considérée comme un pays émergent, n'est pas tenue de respecter le protocole de Kyoto dont elle est pourtant partie prenante. Mettant largement à profit le délai qui lui est accordé, elle pollue à outrance, sans engager sa responsabilité internationale. Les fleuves, les lacs aux abords des villes et des zones d'activités industrielles sont progressivement stérilisés par les rejets. Pour satisfaire leur appétit en matières premières, les Chinois obligent les Africains à détruire les écosystèmes. 60 % des quatre millions de mètres cubes de grumes (troncs d'arbres) qu'exportent les pays africains sont destinés à l'Asie, en quasi-totalité (96 %) à la Chine. À Madagascar, d'après le rapport de Global Witness, l'enjeu financier du trafic de bois

de rose représente huit cent mille dollars américains de recettes par jour. « D'après les observations effectuées sur le terrain dans le parc national de Masoala et des informations fiables sur des activités illicites similaires dans les réserves de la biosphère de Mananara, précise ce rapport, l'équipe d'enquête estime que cent à deux cents arbres de bois de rose sont abattus et transportés chaque jour (estimation prudente). Cela revient à une moyenne quotidienne de deux cents mètres cubes de bois de rose illicitement exploités, remplissant environ sept containers de trente tonnes chacun. Le prix actuel du bois de rose en Chine étant de trois mille à quatre mille dollars la tonne, un container vaut plus de cent mille dollars américains. »

Les Chinois détruisent aussi les espèces protégées qui vivaient dans ces forêts depuis des millénaires. Eux présents, l'éléphant y est de plus en plus menacé. Selon un rapport établi en 2011 par l'organisation « Sauver les éléphants et préserver la faune », entre cinq mille et douze mille éléphants sont tués chaque année pour leurs défenses. La population chinoise est en effet très friande d'objets en ivoire. Ce rapport en recense deux cent quatre-vingt-dix-sept mille à travers le monde, malgré l'interdiction du commerce de l'ivoire en vigueur depuis 1989. Le paléontologue Richard Leakey, ancien directeur du service kényan de la faune (KWS), estime que « les éléphants pourraient disparaître en trente ans si le marché n'est pas contrôlé et la lutte contre le braconnage améliorée ».

Qu'advient-il du continent lorsque toutes ses ressources s'épuiseront du fait de leur exploitation intensive ? À moins que le plan chinois ait tout prévu, car presque partout on relève de plus en plus de manœuvres d'accaparement des terres. Au niveau stratégique, la Chine, dont la croissance demeure particulièrement gourmande, trouve en l'Afrique un nouveau « grenier ». Elle s'y approvisionne en produits agricoles grâce au rachat par des intérêts chinois de nombreuses terres, notamment au Zimbabwe. Cette acquisition de terres à grande échelle risque de compromettre la sécurité alimentaire des populations locales et d'exercer une nouvelle pression sur la paysannerie. Cela est corroboré par le nouveau rapport de l'ONG Oxfam au titre évocateur : *Main basse sur les terres agricoles et déni des droits*. Ce rapport, rendu public le 22 septembre 2012, nous informe qu'« une partie non négligeable de ces transactions foncières en Afrique sont en fait des accaparements de terres qui bafouent les droits et besoins des populations locales concernées. Sans consultation préalable, ni dédommagement, ni voie de recours, ces dernières se voient ainsi privées de logement et de terre... ».

Les hommes d'affaires ou diplomates chinois se distinguent dans leur relation avec les Africains par une arrogance, un cynisme et une froide

ignorance des forces civiles. Ils commencent à dévoiler, en Afrique même, leur vrai visage et, à la grande surprise des populations, un racisme anti-Noir jusqu'ici soigneusement dissimulé. On peut même parler d'apartheid, comme à Douala où un incident grave a été signalé à la Commission indépendante contre la corruption et la discrimination :

Monsieur le Gouverneur, la Commission indépendante contre la corruption et la discrimination vous présente ses compliments citoyens, et s'empresse de porter à votre connaissance les faits suivants.

Ce jour, 19 décembre 2012, nous avons reçu la plainte d'un pharmacien camerounais, qui s'est fait éconduire d'un restaurant chinois dénommé « Restaurant de la paix », sis au premier étage d'un immeuble à Akwa, face Afriland First Bank. Le haut cadre et citoyen avisé s'est vu notifier verbalement et de façon très ferme que les Camerounais n'étaient pas admis en ce lieu et par conséquent qu'il ne pouvait même pas y avoir accès. « Le restaurant est réservé aux Chinois », lui a-t-on martelé.

Inquiété par cette information, nous avons dépêché immédiatement sur le terrain le coordonnateur régional du Comicodi (79 20 65 28), accompagné d'un huissier de justice et du collaborateur de notre cabinet d'avocats (99 84 48 68). Ceux-ci s'étant présentés comme des clients ont été éconduits dans les mêmes conditions et avec les mêmes arguments.

La Commission indépendante contre la corruption et la discrimination estime qu'il s'agit de faits d'une gravité extrême qui méritent une enquête selon la procédure d'urgence. Il va sans dire que notre pays ne saurait tolérer l'implantation sur son sol d'étrangers qui pratiquent l'apartheid, la discrimination raciale sous toutes ses formes et l'illégalité ouverte dans le traitement des citoyens. Comptant sur votre prompt et énergique réaction, la Commission vous assure de sa profonde considération patriotique.

*Le Président de la Commission
Shanda Tonme Médiateur universel*

Au dire des voisins de ce restaurant, les cadres chinois qui le fréquentent ne veulent pas y voir de Noirs.

En fait, contrastant avec la volonté souvent affichée par Pékin de bâtir une « société harmonieuse », selon le mot de Hu Jintao, la plupart des cadres chinois et leurs firmes bafouent les droits les plus élémentaires des populations en général et particulièrement des travailleurs, là où les États n'ont ni les moyens ni la volonté de les faire respecter.

Les entreprises chinoises exploitent en Afrique ces vides juridiques, les failles des législations nationales et la faiblesse des organismes de

contrôle pour accroître leurs profits. Il n'existe pas en Chine de société civile capable d'exiger d'elles plus de probité dans leurs activités africaines. Dans les zones où elles opèrent, il n'y a pas de société civile assez forte pour exercer une pression sur son gouvernement dans le but de renforcer les droits humains et d'assurer un minimum de bonnes pratiques environnementales.

Un rapport récent de plus de deux cents pages a été publié par le Réseau d'études africain sur le travail (REAT), à l'initiative de syndicats régionaux. Il dresse un tableau accablant des conditions et des relations de travail au sein des entreprises chinoises opérant dans une dizaine de pays du continent. Les rémunérations sont insignifiantes, les journées de travail trop longues, éreintantes et non entrecoupées de pauses. La tendance est à la généralisation des contrats temporaires, voire à l'absence de contrat, avec des conditions de logement déplorables pour les travailleurs. Les Chinois, qui ne respectent pas les standards minima de sécurité, sont particulièrement hostiles aux syndicats. Ils multiplient les menaces et les pressions envers les ouvriers, avec des mesures de coercition : rétention des paies, maintien des travailleurs dans des postes subalternes et sous-rémunérés, etc.

Quant à leur répugnance à travailler avec des employés locaux, elle a fini par exaspérer les Africains. Les Chinois estiment que les Noirs ne disposent pas des capacités intellectuelles nécessaires à l'accomplissement des tâches complexes. Les Angolais se plaignent qu'ils ne les paient pas assez ou s'y refusent. Et qu'ils ne les traitent guère mieux que des singes, se moquant d'eux en imitant les « ouououh, ouououh, ouououh » d'un chimpanzé. Les Chinois ne connaîtraient que quelques mots de portugais : *Cava, cava* (« Creuse, creuse ») et *Rapido, rapido* (« Plus vite, plus vite »), disent-ils avec amertume. Les firmes chinoises imposent un rythme d'enfer dans les mines de Zambie, où elles ont investi d'énormes capitaux pour l'extraction de charbon et de cuivre. En 2006, un ministre zambien reconnaissait que des mineurs africains travaillant pour des Chinois étaient « gardés comme des porcs et frappés comme s'ils n'étaient pas des êtres humains ».

Depuis la nuit des temps, pour une certaine philosophie asiatique du travail, « s'il n'est pas productif, l'homme n'est pas plus utile que l'algue ». Cette vision du genre humain explique sans doute toutes ces fissures qui apparaissent dans l'édifice hâtivement bâti de l'alliance sino-africaine. Dans la plupart des capitales africaines, les protestations contre la concurrence déloyale faite au secteur privé ou national et contre le non-respect des droits syndicaux par les entrepreneurs chinois s'amplifient de jour en jour.

En février 2007, la troisième visite du Président chinois en Zambie

s'était déroulée sous haute surveillance policière, en raison des risques de manifestations violentes des travailleurs du secteur minier contrôlé par les firmes chinoises. Ces mineurs se révolteront le 4 août 2012, dans la mine de Collum Coal, située à Sinazongwe, à trois cent vingt-cinq kilomètres au sud de Lusaka, pour protester contre un retard à instaurer un salaire minimum. Le ministre zambien du Travail, M. Fackson Shamenda, affirmera : « Je ne comprends pas pourquoi il y a toujours de la tension entre les investisseurs chinois et les travailleurs de Collum. » Les mineurs ont tué un responsable chinois et blessé un de ses collègues. « Wu Shengzai, cinquante ans, a été tué par des travailleurs qui protestaient. Il a été touché par un chariot lancé sur lui par des mineurs au moment où il courait se réfugier sous terre. Il est mort sur le coup et son collègue est à l'hôpital », selon le commissaire Fred Mutondo de la police locale. En 2010, deux managers chinois de la même mine avaient été poursuivis en justice pour tentative de meurtre. Ils étaient accusés d'avoir tiré sur des mineurs qui manifestaient, faisant onze blessés.

D'après le centre de coordination pour les droits de l'homme de Luanda, cité par *The Wall Street Journal*, on assiste à l'émergence d'un « processus de discrimination durable ». En 2009, l'ambassade de Chine en Angola a émis un avertissement en ligne à propos de menaces dont des citoyens chinois auraient fait l'objet. Elle mentionne deux cas où des voleurs armés auraient dépouillé des hommes d'affaires chinois de plusieurs milliers de dollars en liquide et en équipements. Plus au nord, dans la province de Cabinda, riche en pétrole, les Chinois ont été victimes d'une flambée d'agressions et d'enlèvements perpétrés par un nouveau mouvement séparatiste, le Front pour la libération de l'enclave de Cabinda.

Des attentats sont même perpétrés par des groupes armés contre les firmes et les travailleurs chinois dans le delta du Niger.

Au Soudan, les rebelles darfouris du Mouvement pour la justice et l'égalité se revendiquent antichinois et affirment qu'ils continueront leurs exactions tant que les Chinois seront présents sur leur territoire. En novembre 2007, ils ont attaqué une entreprise pétrolière chinoise du Darfour, saisissant le matériel et détruisant les installations. Mettant leur menace à exécution, le 18 octobre 2008, les rebelles ont enlevé neuf ressortissants chinois. La rançon qu'ils réclamaient n'ayant sans doute pas été versée, ils ont tué cinq des sept otages et blessé les deux autres.

Il faut dire que les Chinois commencent à investir des zones où on ne les attendait pas. Au Ghana, par exemple, la police a fini par lancer une vaste opération contre l'exploitation illégale de l'or dans la région d'Ashanti. Située au sud-ouest du pays, cette région est au cœur d'un des principaux secteurs aurifères du continent. Une centaine de Chinois ont été arrêtés. Comme l'un d'entre eux tentait de fuir, il a été abattu

par la police. Pékin s'est immédiatement emparé de l'affaire et les Chinois ont été remis en liberté, après quelques jours de détention. L'ambassadeur de Chine à Accra avait rencontré les autorités et marqué sa « vive préoccupation » en demandant une enquête approfondie pour trouver le meurtrier et indemniser la famille. Le diplomate avait également tapé du poing sur la table, déclarant que ce genre de violences « ne devait plus se répéter au Ghana ». Nul doute qu'il a été entendu au plus haut niveau, tant les investissements chinois sont importants dans ce pays. L'empire du Milieu sait rappeler aux autorités africaines qu'il a investi des milliards de dollars, et, avec quelques « cadeaux », faire taire les fonctionnaires qui donnent de la voix.

Mais la corruption et les menaces n'arrivent pas à calmer les populations qui s'en prennent de plus en plus aux intérêts chinois. Depuis son grand retour en Afrique, l'image de l'empire du Milieu n'est plus celle des médecins aux pieds nus. L'entrepreneur privé et l'entreprise d'État ont remplacé le professionnel de santé et le travailleur humanitaire. Si leur pays promeut en Afrique une politique étrangère volontariste, tout en s'appuyant sur un réseau d'entreprises plus ou moins dirigées par l'État et les pouvoirs publics, les Chinois peuvent aussi compter sur une diaspora très active.

Au début des années 1990, le continent noir, à l'exception de l'Afrique du Sud, ne comptait presque aucun résident chinois. Aujourd'hui il est en passe de devenir le principal déversoir des populations chinoises. En moins d'une décennie, des ressortissants de la Chine populaire s'y sont installés un peu partout, au point d'être présentés comme les nouveaux « envahisseurs ».

Tout découle de la restructuration économique des entreprises d'État dans le Nord-Est chinois. Le lancement de la réforme économique en 1978 s'est soldé par la perte de dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs étatiques. L'opération a entraîné le licenciement massif des ouvriers de l'industrie lourde. Nombre des laissés-pour-compte seront recyclés en Afrique. À la demande de l'État, des agences de recrutement de main-d'œuvre ont fait leur apparition pour envoyer de nombreux travailleurs en Afrique. Les dirigeants chinois prétendent qu'un contrat de trois ans pour un ouvrier envoyé en Afrique lui fait gagner trois cent soixante-treize dollars par mois, au lieu de soixante chez lui. Ce qui lui permet de payer les études des enfants ou d'achever de construire sa maison.

Ces expatriés viennent en réalité des zones rurales pauvres de toute la Chine, où même les emplois les plus ingrats sont devenus rares et où les espoirs de réussite sont pratiquement inexistantes. Ils sont souvent analphabètes, affamés, et cherchent désespérément à nourrir leur famille. Ainsi, à côté des forçats, employés provisoires des entreprises

chinois et destinés à repartir, de nombreux expatriés sont maintenant implantés en Afrique où ils constituent la vraie diaspora civile chinoise. Plus de neuf cent mille sont répartis sur l'ensemble des pays africains, ce qui en fait une communauté aussi nombreuse que les expatriés français, anglais, américains et libanais réunis.

Cette diaspora est devenue la deuxième du continent par le nombre, après les Indiens qui seraient plus de deux millions. Les communautés les plus importantes sont localisées au Nigeria, au Soudan, sur l'île Maurice, en Angola, mais aussi en Afrique du Sud où vit la plus ancienne communauté chinoise du continent. À leur arrivée, les expatriés qui ne bénéficient pas de contrats précaires avec des entreprises soit privilégient l'aide financière familiale, soit peuvent compter sur l'aide communautaire de la part de leurs compatriotes déjà présents sur place. Cette aide leur permet d'ouvrir un commerce. Les bénéfices qu'ils réalisent servent à rembourser les prêts ou à alimenter une caisse commune au profit de futurs arrivants. C'est ainsi que les communautés chinoises croissent, se suffisent à elles-mêmes et s'autofinancent.

Cette diaspora relaie les efforts publics de l'empire du Milieu. Ce sont de petites communautés regroupées entre elles, reproduisant le modèle social chinois et constituant de véritables prolongements de leur pays en Afrique. Par leurs investissements dans des « Chinatowns », elles créent des réseaux locaux de petits commerces et petites industries, dans des secteurs comme la restauration, le textile ou la pharmacologie, qui sont autant d'occasions pour les industries chinoises d'accroître leurs débouchés. Une telle organisation est une source de richesses et d'investissements pour le pays d'origine : aujourd'hui, 75 % des investissements réalisés en Chine le sont par ses ressortissants installés un peu partout dans le monde, forme subtile de pillage des ressources et de fuite de capitaux hors du continent noir.

Un autre danger guette l'Afrique, que ses populations ne perçoivent pas encore : le géant asiatique s'est discrètement affranchi de son rôle strictement commercial ; aujourd'hui il intensifie sa coopération militaire et participe à des opérations de maintien de la paix sur le continent. Il s'implique de plus en plus dans cette dynamique, du Liberia à la République démocratique du Congo, où il a envoyé, en 2004, plus de mille cinq cents casques bleus. Depuis, on observe une impressionnante concentration d'attachés militaires chinois dans les pays membres de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). La Chine a ainsi mis subrepticement un pied armé sur le continent. Sans avoir l'air de se mêler des affaires internes des États, elle dénonce sans cesse les pratiques de la « Françafrique », tout en rêvant secrètement de les supplanter, y compris sur le plan international.

Elle soutient publiquement la candidature de trois pays africains (Nigeria, Afrique du Sud et Égypte) pour un siège de permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Son choix est en réalité le Nigeria, mais la Chine reconnaît officiellement que la décision finale se trouve entre les mains de l'Union africaine, organisation qu'elle ignore pourtant sur toutes les autres questions importantes. En cas de succès, le pays élu serait une formidable courroie de transmission internationale pour ses ambitions de puissance mondiale. Quant à sa rhétorique de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays, elle ne résiste plus à l'épreuve des faits. Pékin a menacé la Zambie de retirer son aide en cas de victoire de Michel Sata, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 2006. Celui-ci avait clairement annoncé son souhait de remettre en cause tous les « contrats de pillage » signés avec la Chine.

La plupart des analystes estiment que les conséquences négatives de la politique chinoise en Afrique sont encore loin d'être recensées. Toujours est-il que la Chine a des chances de conquérir le leadership sur un continent noir qu'elle pourra alors modeler à sa façon et en fonction de ses besoins. Après une période d'euphorie, certains dirigeants africains — les moins complices — commencent à ne plus regarder ce pays comme le modèle qu'il voudrait être pour l'Afrique. À l'opposé des démocraties occidentales, la Chine est dirigée par un régime autoritaire et répressif. Son système politique est miné par les scandales financiers, les affaires de corruption, les inégalités sociales, la surveillance policière de la société civile, l'absence de syndicat libre, le rôle souterrain prépondérant des mafias et le non-respect des populations. La dimension humaine y est totalement secondaire. Dans ce système que certains dirigeants africains se voient très bien adopter, les paysans et les ouvriers ne disposent pas de véritable protection sociale. Faut-il le laisser s'implanter en Afrique ? Le continent doit-il s'inspirer d'un pays où la contrefaçon représente 15 à 30 % de la production et 8 % du produit intérieur brut, qui doit sa « réussite » à ce qui peut être assimilé à un comportement de tricheur ? D'autant que son modèle, si modèle il y a, n'est pas forcément transposable ailleurs. L'OCDE a mené des investigations sur les politiques chinoises de lutte contre la pauvreté et les possibilités de les appliquer à l'Afrique. Elle conclut que, par définition, chaque pays suit le chemin que lui montre son histoire. Celui de la Chine ne pourra jamais s'appliquer à l'Afrique qui devra trouver sa propre voie de développement.

Mais pour l'heure, les peuples tardant à réagir, les Chinois s'attachent à renforcer leur puissance économique sur le continent, quitte à pérenniser de nombreux régimes dictatoriaux à bout de souffle et tout en espérant un rôle mondial toujours plus influent. Cette forfaiture passe

par une politique d'intimidation diplomatique et militaire, dont la seule finalité est une recolonisation déguisée du continent noir.

La Chine ne poursuit aucun véritable objectif de développement durable du continent noir. Sa stratégie, depuis longtemps mûrie, tend à l'inféoder pour mieux le dévorer. Cet objectif est planifié de longue date, visant à lui imposer un nouveau rapport de type colonial. Il s'agit d'un projet d'implantation et de pillage qui est rigoureusement subventionné par son administration. C'est le fruit d'une réflexion menée concomitamment par leurs meilleurs économistes et par des anthropologues chevronnés. L'analyse des mentalités africaines figure pour une part non négligeable dans leur arsenal de conquête.

Les Asiatiques, d'une manière générale, n'ont jamais été tendres avec ces concurrents occidentaux qu'ils tentent de bouter aujourd'hui hors du continent. « Cassez un œuf, mélangez, le jaune englobe le blanc, c'est naturel », tel était le slogan qu'ils diffusaient lors du second conflit mondial, partout où ils avaient battu et éloigné les armées occidentales. Mais, contrairement aux Européens qui les ont plus longtemps fréquentés et les connaissent mieux, les Africains ne maîtrisent qu'imparfaitement les déterminants psychologiques des populations chinoises dans leur rapport avec les non-Asiatiques. Le spectaculaire revirement du géant asiatique, qui hier les ignorait, aujourd'hui les courtise, ne les a pas alertés. Dans l'intervalle, pourtant, les matières premières africaines ont largement contribué à ce que d'aucuns qualifient de « miracle chinois » et l'empire du Milieu a compris que, pour s'en emparer et sécuriser ses voies d'approvisionnement, il était judicieux de s'implanter durablement sur place.

Le fait chinois d'aujourd'hui est une donnée qui conditionnera ou non l'avenir de l'Afrique. Le continent noir doit considérer la Chine comme un partenaire à l'égal des autres et harmoniser ses différentes coopérations, asiatique, européenne, américaine, afin de maximiser les résultats de ces synergies. Ainsi, seulement, il obligera la Chine à prendre conscience que la pérennité de sa présence en Afrique ne pourra être assurée qu'en améliorant les conditions. Les Chinois doivent comprendre qu'en Afrique le travail n'est pas un instrument de mesure de la production et de la rentabilité, mais un facteur de créativité, de convivialité et de construction du lien social. Leurs entreprises seront par conséquent incitées à prendre leurs responsabilités sociales. Les Africains de leur côté doivent retenir les leçons de l'Histoire et, sortant du colonialisme occidental, ne pas se jeter pieds et poings liés dans les pièges tendus par le néocolonialisme d'un prédateur sans scrupule. Car si pour les Chinois « le Jaune englobe le Blanc, c'est naturel », qu'en sera-t-il d'une faible proie noire entre les dents d'un dragon jaune impitoyable et affamé ?

ANNEXES

Chine-Afrique : repères

Avril 1945 - Ouverture du VII^e congrès du Parti communiste chinois.

Juin 1945 - Signature de la Charte de l'Organisation des Nations unies.

Janvier 1946 - Ouverture de la première session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Janvier 1948 - Entrée en vigueur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Octobre 1949 - Proclamation de la République populaire de Chine.

Décembre 1949 - Fuite des nationalistes chinois à Taïwan.

Mars 1950 - Accession de Tchang Kaï-chek à la présidence de la République de Chine.

Juin 1950 - Déclenchement de la guerre de Corée.

Octobre 1950 - Invasion du Tibet par la Chine.

Avril 1955 - Ouverture d'une conférence internationale à Bandung.

Mai 1956 - Début de la campagne des « Cent Fleurs » en Chine.

Septembre 1956 - Ouverture du VIII^e congrès du Parti communiste chinois.

Mai 1958 - Lancement du « Grand Bond en avant » en Chine.

Mars 1959 - Soulèvement des Tibétains à Lhassa.

Octobre 1962 - Début d'une offensive militaire chinoise en Inde.

Juillet 1963 - Accroissement des tensions entre la Chine et l'Union des républiques socialistes soviétiques.

Octobre 1964 - Explosion d'une première bombe atomique chinoise.

Mai 1966 - Déclenchement de la Révolution culturelle en Chine.

Mars 1969 - Incidents frontaliers entre la Chine et l'URSS.

Avril 1969 - Ouverture du IX^e congrès du Parti communiste chinois.

Septembre 1971 - Décès de Lin Biao.

Octobre 1971 - Admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations unies.

Février 1972 - Visite du président américain Richard Nixon en Chine.

Août 1973 - Ouverture du X^e congrès du Parti communiste chinois.

Janvier 1976 - Décès de Chou En-lai.

Juillet 1976 - Tremblement de terre à Tangshan, en Chine.

Septembre 1976 - Décès de Mao Tsé-toung.

Octobre 1976 - Arrestation en Chine des membres de la « Bande des Quatre ».

Août 1977 - Ouverture du XI^e congrès du Parti communiste chinois.

Août 1978 - Signature d'un traité de paix entre la Chine et le Japon.

Janvier 1979 - Visite de Deng Xiaoping aux États-Unis.

Septembre 1980 - Adoption de la politique de l'enfant unique en Chine.

Janvier 1981 - Dévoilement du jugement dans le procès de la « Bande des Quatre ».

Octobre 1987 - Ouverture du XIII^e congrès du Parti communiste chinois.

Mai 1989 - Début de la visite de Mikhaïl Gorbatchev en Chine.

Juin 1989 - Intervention militaire sur la place Tian'anmen, en Chine.

Janvier 1992 - Déclaration de Deng Xiaoping incitant les Chinois à s'enrichir.

Septembre 1995 - Ouverture d'une Conférence internationale sur les droits des femmes à Pékin.

Février 1997 - Décès de Deng Xiaoping.

Juillet 1997 - Rétrocession de Hong Kong à la Chine.

Septembre 1997 - Ouverture du XV^e congrès du Parti communiste chinois.

Décembre 1999 - Rétrocession de Macao à la Chine.

Décembre 2001 - Adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

Novembre 2002 - Ouverture du XVI^e congrès du Parti communiste chinois.

Février 2007 - Entente sur un éventuel démantèlement du programme nucléaire nord-coréen.

Juillet 2007 - Présentation de la journée Live Earth.

Octobre 2007 - Ouverture du XVII^e congrès du Parti communiste chinois.

Mars 2008 - Montée de la violence dans les rues de Lhassa au Tibet.

Août 2008 - Jeux Olympiques de Pékin.

Discours du président Yayi Boni au nom de l'Union africaine

22 juillet 2012

C'est un honneur et un plaisir pour moi de me retrouver parmi vous sur cette terre de civilisation millénaire et particulièrement dans cette belle ville de Pékin, où se tient la Cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine sur le thème « Consolider les acquis et ouvrir de nouvelles perspectives pour un nouveau partenariat stratégique Chine-Afrique ». Monsieur le Président de la République populaire de Chine, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants des communautés économiques régionales, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, honorables invités, je voudrais tout d'abord remercier très cordialement les autorités chinoises qui ont bien voulu m'associer à ce grand événement en ma qualité de président en exercice de l'Union africaine.

Je voudrais ensuite exprimer, au nom de l'Union africaine et en mon nom propre, ma profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, à son gouvernement et au peuple chinois pour leur hospitalité, leur sollicitude constante à l'endroit de toutes les délégations, et surtout pour les efforts déployés pour la tenue effective et le succès de la présente conférence. En cette solennelle occasion, je me félicite de la bonne qualité de la coopération multidimensionnelle unissant la Chine et l'Afrique depuis plusieurs décennies. En effet, la présence chinoise en Afrique est marquée par de nombreuses réalisations et d'importants investissements économiques, socio-administratifs et culturels.

C'est le lieu de rendre un vibrant hommage à la Chine, à son peuple et à ses leaders, au nom de l'Afrique tout entière pour le beau et magnifique nouveau siège de la Commission de l'Union africaine et le centre de conférences qui vient d'ailleurs d'abriter le dix-neuvième sommet ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de notre organisation continentale. La Chine, votre grand et beau pays, a vu juste en accompagnant l'Afrique dans son combat pour la liberté, la démocratie et le développement durable. Après cette conférence qui a vu le renouvellement des membres de la Commission de l'Union africaine, on peut affirmer que l'unité de l'Afrique a été une fois encore scellée pour un nouveau départ, tout en préservant les acquis de l'équipe sortante.

Je voudrais vous assurer que l'Afrique se construit aujourd'hui sur des valeurs cardinales d'unité, de paix, de stabilité et de bonne

gouvernance. C'est pour cette raison qu'elle affiche sa détermination à lutter contre les entraves à son développement, notamment la corruption, l'impunité, les guerres fratricides et l'instabilité politique et institutionnelle à travers différents mécanismes communautaires. Il s'agit là de valeurs partagées permettant de créer les conditions cadres d'une intégration réussie, qui passe par la mise en œuvre des programmes intégrés régionaux et continentaux en matière de développement agricole, des infrastructures et de l'énergie. En effet, depuis 2003, l'Union africaine a élaboré le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) décliné en plans nationaux de développement agricole, au terme duquel chacun des pays devrait consacrer au moins 10 % de son budget au secteur agricole.

Plus d'une vingtaine de pays ont déjà atteint cet objectif à la fois pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et aussi pour faire de ce secteur sensible la base du développement économique et social harmonieux de l'Afrique. Toutes les initiatives lancées par les membres du G8 et du G20 visant la sécurité alimentaire doivent désormais intégrer les priorités de ce Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique. Le continent s'est également doté d'un Programme intégré de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) appuyé par le partenariat public-privé et les ressources internes innovantes sans oublier celles externes publiques et privées.

Celui-ci devra permettre d'interconnecter l'ensemble des communautés économiques régionales du continent entre elles à travers des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires modernes, ainsi que des infrastructures énergétiques et de télécommunications afin de contribuer à l'intensification du commerce intra-africain, le thème central de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union au cours de cette année 2012. Ce sont là des éléments de la vision de l'Afrique pour lesquels l'engagement de la Chine est souhaité pour leur réalisation.

Il s'agit là, de cette Afrique unie, stable, sécurisée, mieux gérée, mieux gouvernée, démocratique et intégrée autour des objectifs de développement durable. Une Afrique qui parle d'une seule voix audible dans les instances internationales.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette réunion se tient dans un contexte difficile en ce qui concerne l'état de la paix et de la sécurité en Afrique. On peut mentionner ici les coups d'État intervenus au Mali et en Guinée Bissau, la situation dans la bande sahélo-saharienne et l'escalade de la tension en République démocratique du Congo. Ces crises et conflits, qui s'ajoutent à d'autres foyers de tension, notamment en Somalie, au Soudan et au Soudan du

Sud, démontrent l'ampleur des défis qui restent à relever pour permettre à l'Union africaine de faire de la paix une réalité sur l'ensemble du continent. Pour répondre à la situation mondiale qui connaît actuellement des changements profonds et complexes, la coopération entre l'Afrique et la Chine doit reposer sur notre engagement commun pour le multilatéralisme, le respect du droit international, la démocratie, la prévention et la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le trafic de drogues et la piraterie maritime, afin de parvenir à la réalisation d'un développement durable accompagné de plus de justice sociale, de protection de l'environnement, ainsi que l'élimination de la faim et de la pauvreté.

Excellence, Madame et Messieurs les présidents, Mesdames et Messieurs,

Depuis novembre 2009, date de la tenue de la Quatrième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine à Sharm El-Sheikh, la Chine et les pays africains ont œuvré de la main pour faire avancer la mise en œuvre des acquis de la conférence, notamment la réalisation des mesures annoncées par le Président Hu Jintao, dans les domaines de l'annulation de dettes, de l'exemption de droits de douane, de l'accès aux marchés, de l'octroi de prêts préférentiels et de la mise en place de crédits spéciaux pour le développement des PME africaines.

Cette Cinquième Conférence ministérielle permet non seulement d'évaluer ensemble les progrès réalisés depuis 2006, mais également d'améliorer les bases d'un partenariat stratégique mutuellement bénéfique pour les deux parties. Nous gagnerons ensemble à établir nos priorités dans la mise en œuvre du nouveau plan d'action 2013-2015 en vue de parvenir au financement de projets structurants intégrateurs et d'accélérer la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. La création d'emplois devra être également une préoccupation prioritaire de nos politiques de croissance axées sur la promotion de l'économie verte et les objectifs d'un développement durable au service de nos peuples et des générations à venir.

Excellence, Madame et Messieurs les présidents, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique unie et intégrée a besoin de la Chine. De même la Chine ne peut réaliser son rêve de grande puissance mondiale sans le continent africain. Comme vous le savez, l'Afrique dispose d'énormes

potentialités minières, énergétiques et agricoles encore inexploitées. Elle a une population abondante, jeune et dynamique, dont la taille atteindra deux milliards en 2050 avec plus de 60 % de jeunes de moins de trente-cinq ans. Vous comprenez ainsi avec moi que ce potentiel démographique pose également des défis d'une grande ampleur en matière d'éducation, de santé, d'économie verte donc d'emploi, d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire ainsi que d'assainissement.

Excellence, Madame et Messieurs les présidents, Mesdames et Messieurs,

Le partenariat gagnant-gagnant que nous souhaiterions renforcer avec la Chine est celui qui permet de donner de la valeur ajoutée aux nombreuses ressources africaines. En effet, au lieu de demeurer un continent pourvoyeur de matières premières ou un marché de simples consommateurs, l'Afrique se veut être un continent d'investissement pour relever le défi de l'emploi des jeunes et de production de richesses pour la croissance ; car seule une Afrique qui produit et transforme peut contribuer à la mutualisation des richesses de ce monde et devenir un marché compétitif, où les investisseurs et les populations pourront tirer chacun en ce qui le concerne le bénéfice escompté. Il ne fait plus aucun doute que l'Afrique est et sera désormais, selon les statistiques de la plupart des agences internationales de notation, le continent où les retours sur investissement sont et seront les plus élevés au monde.

Il est aussi indéniable que la croissance économique ces dix dernières années en Afrique tourne autour de 5 à 6 %, et ce malgré la crise économique mondiale persistante. Tous ces indicateurs font de l'Afrique un continent qui compte pour l'avenir de l'économie mondiale et aucune puissance au monde ne peut émerger en l'ignorant. D'où l'intérêt renouvelé de voir les capitaux chinois aussi bien publics que privés s'investir davantage que par le passé en Afrique. Il s'agit d'accroître davantage le rapprochement du monde des affaires des deux continents pour accompagner la qualité déjà exemplaire du partenariat entre les États. C'est aussi le lieu de renouveler l'appel de l'Union africaine au soutien constant de la Chine pour une plus grande participation aux instances de la gouvernance mondiale aussi bien au plan économique, financier que politique, notamment au sein du G8, du G20, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du Conseil de sécurité des Nations unies. En somme, la Chine devra continuer de jouer son rôle de leadership dans la gouvernance mondiale.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais conclure mon intervention sans mettre l'accent sur le rôle de la communication et des médias dans le processus de notre partenariat pour promouvoir nos cultures et civilisations, approfondir l'amitié entre nos peuples, multiplier les échanges entre les jeunes, les universitaires, les associations de la société civile, le sport et tant d'autres domaines d'intérêt commun. De même, en ma qualité de président en exercice de l'Union africaine, je voudrais savoir pouvoir compter sur le leadership de la Chine pour lancer et dynamiser le partenariat stratégique qui sera bientôt porté sur les fonts baptismaux entre l'Afrique et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Avec, comme premier instrument, la création urgente d'une banque de financement des infrastructures envisagée par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Je voudrais savoir pouvoir compter sur la Chine et les autres membres pour que le premier sommet autour de ce partenariat ait lieu le plus tôt possible.

Si la Chine et l'Afrique se réveillent et mutualisent leurs richesses, le monde tremblera, la gouvernance mondiale se modifiera, l'amitié des peuples sera rassurée, la croissance économique mondiale s'intensifiera et la prospérité du monde s'améliorera. Ce forum est pour moi une opportunité. Pour terminer, je souhaite plein succès à nos travaux et à nos délibérations qui, je suis convaincu, seront à la hauteur des attentes de nos peuples dans un cadre chaleureux d'amitié et de solidarité.

Vive la coopération internationale !

Vive la coopération sino-africaine !

Je vous remercie.

Discours du président chinois Hu Jintao à la cérémonie d'ouverture de la Cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine

Mardi 24 juillet 2012

Chers Collègues, Distingués Invités, Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Aujourd'hui, c'est un grand plaisir pour moi d'être parmi vous à cette Cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) pour évoquer l'amitié entre les peuples chinois et africains et discuter ensemble des stratégies majeures visant à approfondir sur tous les plans la coopération amicale sino-africaine. Tout d'abord, je tiens à souhaiter, au nom du gouvernement et du peuple chinois ainsi qu'en mon nom personnel, une chaleureuse bienvenue à tous les distingués invités venus de loin ! Je voudrais également saisir cette occasion pour adresser, à travers les amis africains ici présents, aux peuples africains frères les salutations cordiales et les meilleurs vœux du peuple chinois ! En octobre 2000 a vu le jour le Forum sur la coopération sino-africaine. Cette initiative a répondu aux exigences de l'époque et traduit l'aspiration commune des peuples chinois et africains à la paix, au développement et à la coopération dans le nouveau contexte. Depuis, douze ans se sont écoulés.

Les membres du Forum ont travaillé en étroite coopération dans un esprit de solidarité pour faire avancer sans cesse ce mécanisme de coopération et le faire aboutir à des résultats importants. La présente Conférence ministérielle a pour thème « Consolider les acquis et ouvrir de nouvelles perspectives pour le nouveau partenariat stratégique Chine-Afrique ». La Chine et l'Afrique sont donc appelées à poursuivre leurs efforts la main dans la main, à prendre en considération tant les intérêts immédiats que ceux de long terme et à planifier ensemble le développement de la coopération sino-africaine dans la prochaine étape, de sorte à jeter une base solide pour de nouveaux progrès encore plus importants des relations sino-africaines.

Mesdames et Messieurs,

Il y a six ans, nous avons tenu ici le Sommet de Pékin du FCSA. La Chine et l'Afrique sont convenues à cette occasion d'établir un nouveau

partenariat stratégique. Depuis lors, des progrès remarquables ont été enregistrés grâce aux efforts conjugués de part et d'autre. Sur le plan politique, la Chine et l'Afrique se sont témoigné mutuellement respect et confiance et leurs relations d'amitié ont connu un développement global, marqué par l'intensification des échanges de haut niveau, l'approfondissement des dialogues et échanges et la consolidation du soutien mutuel entre les deux parties.

Avec le développement en profondeur de ses relations avec les pays africains et les organisations régionales de l'Afrique dont l'Union africaine, la Chine a établi des partenariats stratégiques et des mécanismes de dialogue stratégique avec beaucoup de pays africains et apporté son soutien au règlement autonome par les Africains des problèmes d'actualité de leur région et à l'intégration africaine.

Sur le plan économique, la Chine et l'Afrique ont coopéré dans un esprit de bénéfice mutuel et leur coopération pragmatique n'a cessé de s'approfondir. Les deux parties ont travaillé ensemble pour faire face au choc de la crise financière internationale, mettre en œuvre de façon effective les deux « huit mesures » de coopération pragmatique annoncées respectivement lors du Sommet de Pékin et de la Quatrième Conférence ministérielle et construire progressivement un système de coopération global et multidimensionnel. Les échanges commerciaux sino-africains et les investissements chinois en Afrique ne cessent de s'accroître. En 2011, le volume du commerce sino-africain s'est élevé à 166,3 milliards de dollars américains, soit le triple de celui de 2006.

Les investissements directs chinois en Afrique ont atteint, au total, plus de quinze milliards de dollars américains et couvrent cinquante pays africains. Le complexe de conférences et de bureaux de l'Union africaine, construit par la Chine, a été inauguré et remis à la partie africaine. La Chine a augmenté progressivement ses aides à l'Afrique et construit pour les pays africains une centaine d'écoles, trente hôpitaux, trente centres antipaludisme et vingt centres pilotes agricoles. Elle a honoré son engagement d'accorder à l'Afrique quinze milliards de dollars américains de prêts à caractère préférentiel. Sur le plan culturel, la Chine et l'Afrique se sont inspirées mutuellement et leurs échanges socioculturels se sont avérés de plus en plus dynamiques. Elles ont lancé successivement une série d'activités d'échanges, dont le Focus sur les cultures chinoise et africaine, le Programme sino-africain d'échanges et d'études conjointes, le Forum des think tanks, le Forum populaire et le Forum des jeunes leaders.

La Chine a formé près de quarante mille Africains des différents secteurs et accordé plus de vingt mille bourses gouvernementales aux pays africains. Grâce à la coopération entre les deux parties, vingt-neuf instituts Confucius ou classes Confucius ont été établis dans vingt-deux pays africains. Vingt célèbres établissements d'enseignement supérieur

chinois et vingt célèbres établissements d'enseignement supérieur africains ont instauré entre eux une relation de coopération « one-to-one » dans le cadre du Projet de coopération 20 + 20 entre les établissements d'enseignement supérieur chinois et africains. Sur le plan des affaires internationales, la Chine et l'Afrique se sont entraînées mutuellement et leur coopération solidaire s'est renforcée davantage.

Les deux parties ont travaillé en étroite concertation sur les grands dossiers tels que la réforme des Nations unies, la lutte contre le changement climatique, le développement durable et les négociations du cycle de Doha de l'OMC, pour défendre les intérêts communs des pays en développement, promouvoir la démocratisation des relations internationales et faire évoluer l'ordre international dans un sens plus juste et plus rationnel. Les faits ont prouvé que le nouveau partenariat stratégique sino-africain, fruit de l'amitié traditionnelle sino-africaine qui s'est transmise de génération en génération, correspond aux intérêts fondamentaux de la Chine et de l'Afrique et répond au courant de paix, de développement et de coopération de notre époque. L'établissement de ce partenariat a permis d'ouvrir un nouveau chapitre dans les annales des relations sino-africaines et d'insuffler une nouvelle vitalité aux échanges et à la coopération entre les deux parties.

Je suis convaincu que, grâce aux efforts conjugués des deux parties, le nouveau partenariat stratégique sino-africain aura un avenir encore plus radieux. Mesdames et Messieurs, par rapport à il y a six ans, la situation internationale a encore connu de grands changements. La paix, le développement et la coopération demeurent le courant de notre époque, mais les facteurs d'instabilité et d'incertitude qui pèsent sur la situation internationale ont nettement augmenté. L'impact de la crise financière internationale se fait toujours sentir, les points chauds internationaux et régionaux se succèdent les uns aux autres, et l'ordre politique et économique international injuste et irrationnel affecte et entrave toujours la paix et le développement du monde. Les nombreux pays en développement affichent toujours un plus grand dynamisme de développement, mais, en même temps, ils sont toujours confrontés à de multiples difficultés et défis.

Ces dernières années, les pays et peuples africains ont travaillé inlassablement dans un esprit d'initiative et de ténacité, et obtenu aussi des succès remarquables dans la promotion de la cause de la paix et du développement en Afrique. Cela dit, l'Afrique fait toujours face à de sérieux défis dans sa voie de développement et de renouveau. La communauté internationale doit continuer à accorder plus d'attention à la paix et au développement de l'Afrique en s'y impliquant davantage, respecter la volonté de l'Afrique, se tenir à son écoute, tenir compte de ses préoccupations et l'aider à réaliser au plus tôt les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La Chine est le plus grand

pays en développement du monde, et l'Afrique le continent qui regroupe le plus grand nombre de pays en développement.

Avec plus d'un tiers de la population mondiale, la Chine et l'Afrique constituent des forces importantes pour la promotion de la paix et du développement dans le monde. Le destin de la Chine est étroitement lié à celui de l'Afrique, et l'amitié sino-africaine est profondément enracinée dans les esprits des peuples chinois et africains qui se témoignent toujours, dans un esprit d'égalité, amitié sincère et soutien mutuel dans leur engagement commun pour un développement partagé. Quels que soient les aléas internationaux, notre détermination à soutenir la paix, la stabilité, le développement et l'unité de l'Afrique ne changera pas. En toute sincérité, la Chine soutient le libre choix des pays africains quant à leurs voies de développement et les aide à renforcer leurs capacités de développement autonome.

Elle continuera à se tenir fermement aux côtés des peuples africains et restera pour toujours leur bon ami, leur bon partenaire et leur bon frère. Les mutations profondes de la situation internationale et les fortes attentes des peuples chinois et africains vis-à-vis du développement des relations sino-africaines exigent que nous travaillions avec un sens aigu de la responsabilité et du devoir pour nous adapter à la nouvelle situation, fixer de nouveaux objectifs, prendre de nouvelles mesures et régler les nouveaux problèmes, afin d'ouvrir un nouvel horizon au nouveau partenariat stratégique sino-africain. Pour ouvrir de nouvelles perspectives au nouveau partenariat stratégique sino-africain, la Chine et l'Afrique doivent renforcer leur confiance mutuelle sur le plan politique. Nous devons faire rayonner l'amitié traditionnelle sino-africaine, poursuivre la dynamique des échanges de haut niveau, renforcer le dialogue stratégique, multiplier les échanges d'expériences en matière de gouvernance et surmonter les obstacles venus de l'extérieur, afin d'accroître la connaissance et la confiance mutuelles.

La Chine entend travailler avec la communauté internationale pour soutenir fermement les efforts des pays africains en faveur de la paix, de la stabilité et d'une Afrique unie et forte, et jouer un rôle actif et constructif concernant les affaires africaines. Pour ouvrir de nouvelles perspectives au nouveau partenariat stratégique sino-africain, la Chine et l'Afrique doivent élargir leur coopération pragmatique. Nous devons continuer à élargir le champ de notre coopération et explorer activement de nouvelles modalités de coopération, en mettant davantage l'accent sur la coopération dans les domaines prioritaires de l'Afrique, tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et la construction d'infrastructures.

Mais aussi, sur la coopération approfondie en matière d'investissement, de finance, de services et de transfert de technologies, sur l'amélioration de la structure et de la qualité des échanges

commerciaux et sur l'aide au renforcement des capacités de développement autonome des pays africains, afin de mieux faire bénéficier nos peuples des fruits de la coopération. Pour ouvrir de nouvelles perspectives au nouveau partenariat stratégique sino-africain, la Chine et l'Afrique doivent multiplier les échanges socioculturels. Nous devons continuer à promouvoir les échanges et l'interaction multiformes et, aux différents niveaux entre les civilisations chinoise et africaine, intensifier les échanges dans les domaines éducatif, culturel, technico-scientifique, sanitaire, sportif et touristique, resserrer les liens entre les jeunes, les femmes, les associations populaires, les médias et les établissements académiques chinois et africains, pour donner une impulsion et un appui culturels à la coopération Chine-Afrique et enraciner davantage l'amitié sino-africaine dans les esprits.

Pour ouvrir de nouvelles perspectives au nouveau partenariat stratégique sino-africain, la Chine et l'Afrique doivent renforcer la coordination et la coopération dans les affaires internationales. Nous devons œuvrer ensemble à préserver les buts et principes de la Charte des Nations unies, à favoriser la démocratisation des relations internationales et à promouvoir un développement harmonieux et équilibré à l'échelle mondiale en nous opposant à ce que les grands oppriment les petits, les puissants malmènent les faibles, et les riches écrasent les pauvres. Il nous faut renforcer les consultations et la coordination, prendre en compte les préoccupations de part et d'autre et relever ensemble les défis planétaires comme le changement climatique, la sécurité alimentaire et le développement durable.

Pour ouvrir de nouvelles perspectives au nouveau partenariat stratégique sino-africain, la Chine et l'Afrique doivent renforcer le FCSCA. Nous devons, en tenant compte des nouveaux changements et des nouvelles caractéristiques de la situation internationale et des relations sino-africaines, explorer sans cesse de nouvelles pistes et nouveaux moyens de développement du FCSCA, innover les concepts de développement du Forum et les formes de coopération, mobiliser pleinement l'enthousiasme, l'initiative et la créativité des membres et renforcer sans cesse la force de rassemblement et l'influence du Forum pour en faire une plate-forme de coopération plus efficace.

Mesdames et Messieurs, depuis la fondation de la Chine nouvelle il y a plus de soixante ans, surtout depuis le lancement de la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur il y a plus de trente ans, la Chine a fait des progrès remarquables dans son développement socio-économique.

Nous gardons toujours à l'esprit le soutien énergique et l'aide généreuse que les pays et peuples africains ont accordés au développement de notre pays et leur en exprimons notre profonde gratitude. Certes, le chemin à parcourir sera sinueux, mais nous sommes

pleinement confiants dans les perspectives de développement de notre pays et nous continuerons à œuvrer pour préserver la paix et promouvoir le développement dans le monde tout en poursuivant notre développement pacifique. Dans les trois ans à venir, le gouvernement chinois prendra des mesures dans les cinq domaines prioritaires suivants pour soutenir la cause de la paix et du développement en Afrique et faire progresser le nouveau partenariat stratégique sino-africain :

— Premièrement, élargir la coopération dans les domaines de l'investissement et du financement afin d'appuyer le développement durable en Afrique. La Chine mettra à la disposition des pays africains une ligne de crédit de vingt milliards de dollars américains destinée en priorité à soutenir le développement des infrastructures, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des PME en Afrique.

— Deuxièmement, continuer à accroître l'aide à l'Afrique pour que les fruits du développement bénéficient aux peuples africains. La Chine accroîtra, dans une certaine mesure, le nombre de centres pilotes agricoles en Afrique pour aider les pays africains à renforcer leur capacité de production agricole. Elle mettra en œuvre le programme « Talents africains » pour former trente mille personnes dans différents secteurs, fournir dix-huit mille bourses gouvernementales et construire des infrastructures culturelles et de formation technique et professionnelle en faveur des pays africains ; elle approfondira la coopération médicale et sanitaire avec l'Afrique, enverra mille cinq cents médecins sur le continent et poursuivra les activités dans le cadre de l'« Action lumière » pour donner des soins gratuits à des Africains atteints de cataracte ; elle aidera aussi les pays africains à renforcer les infrastructures météorologiques ainsi que la protection et la gestion des forêts ; et elle continuera à mettre en œuvre des projets de forage de puits et d'adduction d'eau afin de fournir de l'eau potable sûre aux populations africaines.

— Troisièmement, soutenir l'intégration africaine et aider le continent à renforcer sa capacité de développement collectif. La Chine établira avec l'Afrique un partenariat sur la construction des infrastructures transnationales et transrégionales pour soutenir la planification et l'étude de faisabilité des projets et encourager les entreprises et institutions financières chinoises performantes à prendre part à la construction de ces infrastructures ; elle aidera les pays africains à améliorer les infrastructures douanières et de contrôle des marchandises afin de faciliter le commerce intra-africain.

— Quatrièmement, resserrer les liens d'amitié entre les peuples chinois et africains afin de jeter une base populaire solide pour un développement commun de la Chine et des pays africains. La Chine propose de lancer l'« Action pour l'amitié des peuples Chine-Afrique »

pour soutenir et promouvoir les échanges et la coopération entre les associations, les femmes et les jeunes chinois et africains. Elle créera en Chine un « centre d'échanges de la presse Chine-Afrique », afin d'encourager les échanges et les visites entre les professionnels de la presse des deux côtés et soutiendra l'envoi réciproque de correspondants par leurs médias ; et elle continuera à mettre en œuvre le Programme sino-africain d'échanges et d'études conjointes en finançant cent projets d'études académiques, d'échanges et de coopération entre les établissements académiques et les chercheurs des deux parties.

— Cinquièmement, promouvoir la paix et la stabilité en Afrique afin de créer un environnement sûr pour le développement du continent. La Chine lancera l'« Initiative du partenariat de coopération Chine-Afrique pour la paix et la sécurité », pour approfondir sa coopération avec l'Union africaine et les pays africains dans les domaines de la paix et de la sécurité en Afrique, fournir un soutien financier aux opérations de maintien de la paix de l'Union africaine sur le continent africain et à l'édification des forces africaines en attente, et former pour l'Union africaine plus d'officiels chargés des affaires de la paix et de la sécurité et plus d'agents de maintien de la paix.

Mesdames et Messieurs,

Ouvrir ensemble de nouvelles perspectives pour le nouveau partenariat stratégique sino-africain et construire ensemble un monde harmonieux de paix durable et de prospérité partagée, voilà nos objectifs et responsabilités communs. Travaillons donc inlassablement la main dans la main pour un bel avenir commun ! Pour terminer, je souhaite un plein succès à la Cinquième Conférence ministérielle du FCSA !

Je vous remercie.

Chine-Afrique : partenariat ou jeu du trait d'union ?

« Les Chinois ont un jeu : le trait d'union. Ils capturent deux oiseaux qu'ils attachent ensemble. Pas de trop près. Grâce à un lien mince, mais solide et long. Si long que les oiseaux, rejetés en l'air, s'envolent, montent en flèche et, se croyant libres, se grisent de battements d'ailes, de grand air, mais soudain : crac ! Tirailés.

« Ils volettent follement dans toutes les directions, tournoient et tourbillonnent, éparpillant le sang qui dégoutte de leurs ailes meurtries d'où s'arrachent plumes et duvet qui atterrissent sur les spectateurs. Les Chinois trouvent ça drôle, hautement comique et raffiné. De quoi avoir la chair de poule ! Il arrive que la ficelle s'emmêle dans quelques branches d'arbre ou autour de ces mêmes oiseaux. Pris au piège, ils se débattent, se picorent les yeux, le bec et les pattes. Et quand la Providence refuse de les empaler aux branches avant la fin du jeu, la mort survient, atroce, pour l'un ou pour les deux. [...] L'humanité est une volaille de ce genre. Nous sommes tous victimes de ce jeu ; séparés, mais liés de force. Tous, sans exception. »

Yambo Ouologuem
dans *Le Devoir de violence*, 1968

Bibliographie succincte des ouvrages consultés

- AICARDI DE SAINT-PAUL Marc, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, n° 14, Paris, printemps 2004.
- ALBERT Éric, « Les gérants font une timide percée sur le continent africain », dans *Marchés et Finances*, *La Tribune*, 4 mars 2008.
- ALDEN Chris, *China in Africa : Partner, Competitor or Hegemon ?*, Londres, Zed Publishers, 2007, 154 p.
- , *China Return to Africa : A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, C. Hurst & Co Publishers Ltd, 2008, 382 p.
- Associated Press : « Arrivée de Nicolas Sarkozy en Afrique du Sud », 28 février 2008.
- BENOT Yves, *La Révolution et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1987.
- BROADMAN H. (dir.), *Africa's Silk Road. China and India's New Economic Frontier*, Washington DC, The World Bank, 2006, 342 p.
- CÉSAIRE Aimé, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 1955.
- CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël, « Un demi-siècle de relations Chine-Afrique », *Afrique contemporaine*, n° 228, 2009, pp. 35-48.
- Chine : Ciel et Terre — 5 000 ans d'inventions et de découvertes*, catalogue de l'exposition aux Musées royaux d'art et d'histoire, Bruxelles, 1988.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Afrique noire : permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985.
- DAVIES Kenneth, *OECD Investment Policy Reviews China 2008 : Encouraging Responsible Business Conduct*, 2008, 290 p.
- DIANOUX Hugues (de), « Les relations historiques de la Chine en Afrique », *Éthiopiennes*, n° 12, octobre 1977.
- Encyclopædia Britannica*. Entrée à Cheng Ho.
- FERRO Marc, *Comment on raconte l'Histoire aux enfants à travers le monde entier*, Paris, Payot, réédition 1992.
- GASTON-MARTIN, *L'Ère des négriers, 1714-1774*, Paris, Félix Alcan, 1931.
- GAYE Adama, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- GOLDSTEIN A. (dir.), *The Rise of China and India. What's in it for Africa*, Paris, OCDE, 2006, 151 p.
- HARBULOT Christian, LUCAS Didier, *Les chemins de la puissance*, Éditions Tatamis, 2007.
- HASKI Pierre, « Premier tapis rouge pour la Chinafrique », dans *Liberation.fr*, 3 novembre 2006.
- HUBERT-RODIER Jacques, « Une nouvelle doctrine de la France en

- Afrique », dans « Idées », *Les Échos*, 6 mars 2008.
- , TOVI Laurence, « L'Afrique entre démons et mutations », dans « Idées », *Les Échos*, 11 février 2008.
- KI-ZERBO Joseph, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Éditions Hatier, 1995.
- KURLANTZICK J., « Beijing's Safari : China's Move Into Africa And Its Implications for Aid, Development and Governance », *Carnegie Endowment Policy Outlook*, n° 29, novembre 2006.
- LAFARGUE F., « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique australe », *Afrique contemporaine*, n° 222, 2006, pp. 167-180.
- , « China's Presence in Africa », *China perspectives*, n° 61, septembre-octobre 2005, pp. 2-9.
- Le Monde.fr, « À Taïwan, l'élection présidentielle a été dominée par les relations avec la Chine », 22 mars 2008.
- Le Point, « Poncelet : la Chine est prête à reprendre le dialogue avec le Tibet », 24 avril 2008.
- LONDRES Albert, *Terre d'ébène*, Paris, Arléa, 2008.
- MARTHOZ Jean-Paul, : « Darfour, la prochaine fois à Pékin ! », *Le Soir*, édition du 22 janvier 2007.
- MAUREL Chloé, *La Chine et le monde : constats et enjeux*, Studyrama perspectives, 2008.
- MICHEL Serge, BEURET Michel, *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*, Éditions Grasset & Fasquelle, 2008.
- « Never too late to scramble : China in Africa », *The Economist*, 28 octobre 2006.
- NIVELLE Pascale, « La ruée vers Canton des commerçants africains », *Libération*, 3 novembre 2006.
- ROBERT Anne-Cécile, « Du cauchemar à l'espoir ? Rêve d'une seconde indépendance sur le continent africain », *Le Monde diplomatique*, novembre 2006.
- SMITH Stephen, *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003.
- TANAKA N., *World Energy Outlook, China and India Insights*, Paris, Agence internationale pour l'énergie, 662 p.
- VIRCOULON Thierry, « Chinois d'Afrique, Chinois en Afrique et Afro-Chinois : les multiples visages de la communauté », *Monde chinois*, n° 8, Choiseul, été/automne 2006.
- ZHENG Ruolin, BEN YAHMED Béchir, « De la Françafrique à la Chinafrique », Entretiens, *La Revue (Jeune Afrique)*, novembre/décembre 2006.

Collection dirigée par Jean-Noël Schifano

CONTINENTS NOIRS *nrf* **GALLIMARD**

5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris cedex 07
www.gallimard.fr

© Éditions Gallimard, 2013.

Tidiane N'Diaye

Le jaune et le noir

« Les Chinois n'ont pas inventé les échecs. Mais depuis quatre mille ans, ils disposent, avec leur jeu de go, d'un redoutable exercice de stratégie aux règles très subtiles. Les joueurs placent leurs pions noirs et blancs sur un damier de 361 intersections. Le principe consiste à conquérir ou à contrôler le maximum de territoires. C'est à cela que jouent les Chinois en Afrique contre les anciennes tutelles coloniales. Autrement dit, l'empire du Milieu y applique une stratégie précise et calculée au détail près, pour bouter l'adversaire occidental hors de l'espace africain. C'est presque réussi, l'épopée africaine de Pékin ressemble à une conquête triomphale. »

La stratégie millénaire et récente de la Chinafrique, sa traite intercontinentale et son racisme olympique, cette Chinafrique à qui le passif colonial occidental sert de cheval de Troie, avec ses gigantesques dévastations aux pillages subtilement organisés : voici l'enquête historique de l'anthropologue franco-sénégalais Tidiane N'Diaye qui fait éclater, preuves en main, un nouveau scandale planétaire, comme à la lecture de ses trois livres précédents publiés dans Continents Noirs.

Traduite et largement débattue dans le monde entier, l'œuvre de Tidiane N'Diaye n'a de cesse de nous montrer les dessous de l'Histoire. Ici, c'est le néocolonialisme chinois, « deal non regardant » pour la prédation économique et l'implacable domination.

DU MÊME AUTEUR

LA LONGUE MARCHÉ DES PEUPLES NOIRS, Éditions Publibook, Paris.

PASSIONS CRÉOLES, Éditions Publibook, Paris.

MÉMOIRE D'ERRANCE, Éditions A3, Paris.

L'EMPIRE DE CHAKA ZOULOU, Éditions L'Harmattan, Paris.

L'ÉCLIPSE DES DIEUX, Éditions du Rocher / Serpent à Plumes, Paris.

LES FALACHAS, NÈGRES ERRANTS DU PEUPLE JUIF, Éditions Gallimard, collection Continents Noirs, Paris.

LE GÉNOCIDE VOILÉ, Éditions Gallimard, collection Continents Noirs, Paris.

PAR-DELÀ LES TÉNÈBRES BLANCHES, Éditions Gallimard, collection Continents Noirs, Paris.

Cette édition électronique du livre *Le jaune et le noir* de Tidiane N'Diaye a été réalisée le 19 avril 2013 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage (ISBN : 9782070141661 - Numéro d'édition : 253296).

Code Sodis : N55856 - ISBN : 9782072491917 - Numéro d'édition : 253297

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako

www.isako.com

à partir de l'édition papier du même ouvrage.